

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS

ET SES RAPPORTS

AVEC LEUR NATIONALITÉ

PAR

Raymond MICHEL

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques,
Avocat stagiaire à la Cour d'appel de Paris.

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 12 juin 1923, à 16 heures et demie.

Président : M. TRUCHY

Suffragants : { MM. WAHL
PERCEROU

POITIERS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

6 et 8, rue Henri-Oudin, 6 et 8

1923

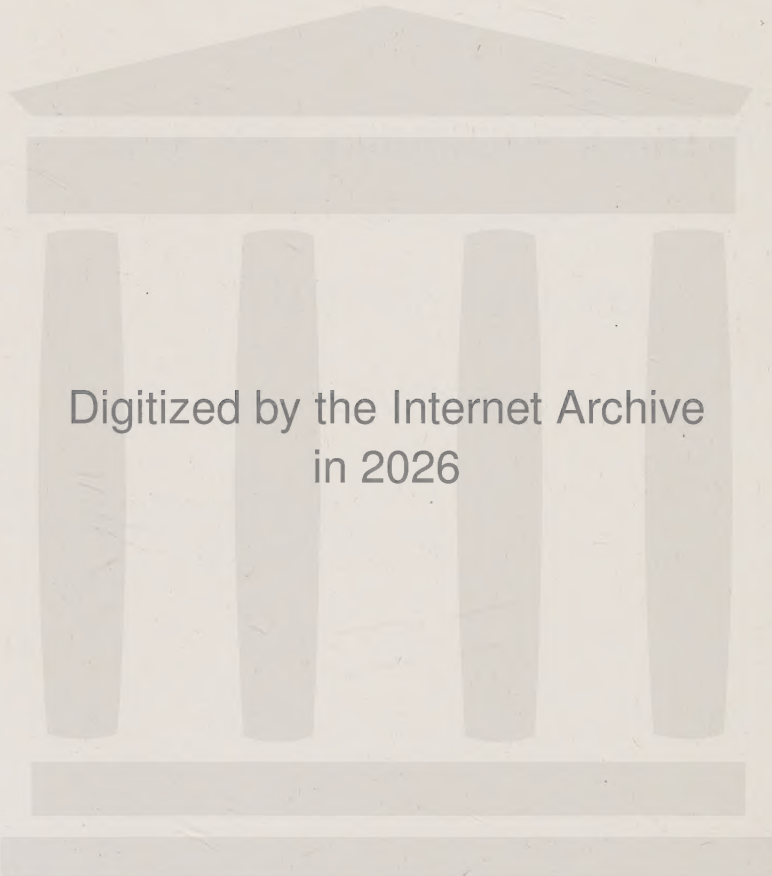
LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS

ET SES RAPPORTS

AVEC LEUR NATIONALITÉ

Government and cooperation are in all things the laws of life, anarchy and competition the laws of death.

J. RUSKIN.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS

ET SES RAPPORTS

AVEC LEUR NATIONALITÉ

PAR

Raymond MICHEL

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques,
Avocat stagiaire à la Cour d'appel de Paris.

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le 12 juin 1923 à 16 heures et demie.

Président : M. TRUCHY

Suffragants : { MM. WAHL
PERCEROU

POITIERS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE

6 et 8, rue Henri-Oudin, 6 et 8

1923

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



TABLE DES AUTEURS

cités dans cet ouvrage

- Amiaud.** — *Les Ententes entre producteurs et les Accords des chefs d'industrie devant la loi pénale.*
— *Les Actions à droit de vote inégal.*
- Antonelli.** — *Les Actions à voix multiples dans les sociétés anonymes en Allemagne et en France* (Rev. soc. 1922).
— *Les Sociétés anonymes d'économie mixte* (Rev. soc., 1923).
- Arthuys.** — *Traité des Sociétés.*
- Aftalion.** — *Les Cartels dans la région du Nord.*
- Alfassa.** — *Les Sociétés anonymes après la guerre* (La Nouvelle Revue, 1916).
- Allix.** — *La Banque et l'Industrie* (Rev. pol. et parl., 1921).
- Babled.** — *Les Syndicats de producteurs et de détenteurs de marchandises.*
- Barety.** — *La Concentration des Banques en Angleterre* (Rev. d'Ec. pol., 1917, 266).
- Barrault (H.-E.).** — *La Question des actions A et B.* (Rec. Jur. des Sociétés, 1921).
— *Les Entreprises austro-allemandes constituées sous la forme de sociétés françaises et de l'influence de la présence d'Austro-Allemands dans les sociétés.*
— *Dans quelle mesure la nationalité est-elle une matière de droit public* (Rev. Dr. int. privé, 1921).
— *Notes sur la nationalité des Sociétés* (Rec. Jur. des Sociétés, 1922, 83, 97, 269 ; 1923. 91).
- Beck.** — *The federal power over Trusts* (Ann. of the Am. Acad., 1914).
- Bézard-Falgas.** — *Les Syndicats nationaux de l'industrie métallurgique en France.*
- Birague d'Apremont.** — *De l'Accaparement et des Formes nouvelles d'entente entre producteurs devant la loi pénale.*
- Bonafous.** — *Les Banques d'affaires en Roumanie* (Rev. d'Econ. pol.).
- Brouilhet.** — *Essai sur les ententes entre producteurs.*
— *Le Conflit de doctrine dans l'Economie politique contemporaine.*
- Brunckmeyer.** — *Hugo Stinnes* (trad. Marciano).
- Bruneau.** — *L'Allemagne et la France.*
- Carlioz.** — *Etude sur les associations industrielles et commerciales.*
- Cator.** — *Trusts Companies in the United States.*

- Chassériau.** — *Des Syndicats d'émission.*
Colliez. — *Des Ententes de producteurs et de consommateurs.*
Colson. — *Cours d'Economie politique.*
Cug. — *La Nationalité des Sociétés.*
Danos. — *Les Actions à droit de vote plural.*
Decugis. — *Traité des Sociétés par actions.*
Deforges. — *De l'Emploi des combustibles liquides.*
Delaisi. — *La Politique du Pétrole (Le Producteur, 1920).*
Demogue. — *Note sous Trib. civ. Lille, 21 mai 1908 (S. 1908.1.177).*
Denys Prunet. — *La Politique des réserves dans les Sociétés allemandes par actions.*
Dolbeau. — *Des Déplacements volontaires de majorité dans les Sociétés anonymes.*
Dolléans. — *De l'accaparement.*
Edwardes. — *La Législation sur les Trusts aux Etats-Unis.*
Eliot. — *Is competition in industry ruinous (Quart. J. of Ec., 1919-20).*
Von Philippovitch. — *Monopoles et Politique en matière de monopole (Rev. Econ. Inst., 1914).*
Fuel. — *La Question du pétrole et le Consommateur français.*
Garçon. — *Code pénal annoté.*
Garraud. — *Cours de Droit pénal français.*
Geny. — *Méthode d'interprétation et Sources du droit privé positif.*
Girault. — *Le Comité des Forges de France.*
Grunzel. — *Über Kartelle.*
Hauser. — *Les Méthodes allemandes d'expansion économique.*
Henry. — *Les Séquestres des biens austro-allemands (Rev. Dr. int. privé, 1916).*
Inveins. — *La Métallurgie aux Etats-Unis.*
Jordan. — *Les Étrangers et le Régime des Sociétés. (Bull. Soc. législ. comp., 1917).*
Jurisclasseurs. — *Traité des Sociétés.*
Landry. — *La Nationalité des Sociétés (Rev. pol. et parl., 10 novembre 1916).*
Laur. — *De l'accaparement.*
Ledoux. — *Notre nouvelle législation minière (Rev. pol. et parl., 1922).*
Lehr. — *Eléments de droit civil anglais.*
Le maire. — *Les Comptoirs de vente en commun.*
Lemonon. — *La fin de la Triple Alliance et le commerce italien (Rev. Paris, 1916).*
Lespagnol de La Trameyrie. — *La Lutte mondiale pour le pétrole.*
Lévy Ullmann. — *La Question politique des trusts (Rev. Dr. publ., 1903).*
Le Page. — *L'Impérialisme du pétrole.*
L'achat des actions de Suez. L'invasion anglaise en Egypte.
Lepoutre. — *La politique du pétrole (Rev. Eco. Int., 1921).*
Le Roux. — *Ménélik et nous.*
Lévy et Ramadier. — *Les Trusts du Roquefort (Le Mouv. socia., 1912).*
Liefmann. — *Kartelle und Trusts (édit. 1923).*
Lyon Caen. — *Communication sur la nationalité des sociétés (Bull. Soc. législ. Comp., 1917 et 1910).*

- Des conditions à exiger pour que les Sociétés soient françaises.* (Clunet, 1917).
- Lyon Caen et Renault.** — *Traité de droit commercial.*
- Mario d'Amelio.** — *A quels signes reconnaître une société comme nationale en Italie.*
- Minost.** — *L'Intervention gouvernementale ou diplomatique dans les grandes entreprises contemporaines.*
- Moreaux.** — *Les Nouvelles Formes d'organisation économique* (Rev. pol. et parl., 1923).
- Pepy.** — *La Nationalité des Sociétés.*
- Percerou.** — *Les Syndicats de producteurs* (Ann. Dr. Com., 1897).
— *Note sous Bordeaux*, 2 janvier 1900 (S. 1901.1.225).
Note (D. 1903.2.297) et (D. 1912.1.33).
- Pic.** — *Le Problème de la nationalité des Sociétés* (J. Soc., 1922).
— *Contribution à l'étude de la nationalité des Sociétés* (Clunet, 1907).
- Pinot.** — *La Sidérurgie française.*
- Pouille.** — *Traité des Associations en participation.*
- Preziozi.** — *L'Allemagne à la conquête de l'Italie.*
- Revensky.** — *Cooperation in international Banking* (The Ann. of. the Amer. Acad., 1919).
- Roland.** — *Le Péril ennemi dans les Sociétés par actions.*
— *Le Réveil national romain*, 1917.
- Roman.** — *La Nationalité des Sociétés civiles et commerciales.*
- Rousiers (De).** — *Les Industries monopolisées aux Etats-Unis.*
— *Les Syndicats industriels de producteurs.*
- Rousseau.** — *Rapport à la Commission d'étude des réformes à apporter à la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés* (Bull. d'Et. législ., 1917-18).
- Rudolf Roeskers.** — *Attitude of the german People towards trust* (Ann. of the Amer. Acad., 1912).
- Rush C. Butler.** — *The Scherman anti-trust law and readjustement* (The Ann. of the Amer. Acad., 1919).
- Sayous.** — *Des Trusts américains* (Rev. d'Econ. pol., 1914).
- Schwob W. F. Willoughby.** — *La Corporation de l'Acier.*
- Soulange Bodin.** — *L'Avant-Guerre en Belgique* (Rev. heb., 8 janvier 1916).
- Thaller.** — *Les Syndicats financiers d'émission* Ann. Dr. com., 1911).
— *Les divers emplois possibles d'actions de priorité* (J. Soc., 1912).
- Thaller et Pic.** — *Traité de Droit commercial.*
- Thery.** — *Le Siècle du Cuivre* (Econ. europ., 1899).
- Tosdal.** — *The german Potash Industry* (Quart. J. of Econ., 1913-14).
— *The german Steel Syndicate* (Quart. J. Econ., 1916-17).¹
- Truchy.** — *Cours d'Economie politique.*
— *Les Monopoles fiscaux* (Communication à la Soc. d'Econ. pol.).
- Vouters.** — *Les Procédés d'exportation du Commerce allemand.*
- Vignes.** — *La Politique des Entreprises sidérurgiques et minières* (Rev. d'Econ. pol., 1913).

Wesscher (De). — *La Nationalité et le Caractère ennemi des Sociétés commerciales d'après la jurisprudence des taxes anglaises* (Rev. Dr. int. privé, 1917).

Walker. — *Limitation of production and Control of price* (Quart. J. of Econ., 1906).

Wahl. — *Précis de Droit commercial.*

— *Situation des Sociétés de nationalité ennemie ou composées de sujets ennemis* (J. Soc., 1916).

Weiss. — *Traité de Droit international privé.*

AVANT-PROPOS

La période économique que nous traversons, si féconde en réalisations rapides et puissantes, offre le tableau saisissant d'un mouvement précipité vers le réajustement sociétairé, commandé par les nécessités nouvelles.

La concentration industrielle a pris une ampleur insoupçonnée ; de nouvelles formes d'organisations sociétaires sont nées ; les formes anciennes, sociétés en nom collectif, sociétés en commandite, sans disparaître, ont cantonné leur activité dans le domaine étroit où elles pouvaient encore subsister ; elles ont laissé ouvertes les grandes voies de l'Economie aux compétitions mieux armées qu'elles pour la lutte.

Les hommes d'affaires ont suivi ce mouvement et la domination des plus puissants d'entre eux s'est étendue aux larges organisations sociétaires, sur lesquelles ils ont exercé leur direction, leur contrôle.

La France, pays d'épargne et de petites fortunes, protégée par une production complète mais sans possibilités bien considérables, n'a ressenti les effets de cette évolution qu'en réactions atténuées ; toutefois, il a semblé que la guerre ait eu pour effet de secouer les énergies languissantes ; les hommes d'affaires auxquels l'Etat avait demandé, durant les quelques années de péril, de s'entendre pour assurer une production stable et une répartition adéquate des divers objets de consommation, se sont demandé s'il ne leur serait pas possible

de continuer en temps de paix une politique qui leur avait si bien réussi ; on a constaté alors quelques essais, timides d'ailleurs, d'intégration sociétale.

*En même temps, l'opinion publique semblait s'émouvoir ; on soulevait de nouveau devant elle le spectre de l'accaparement ; on recherchait derrière l'anonymat les personnalités agissantes ; on les dénonçait brusquement à la vindicte populaire. Et cette confusion dans les esprits était encore aggravée par une confusion dans les expressions dont on se servait pour qualifier les nouveaux groupements économiques. Les mots *Trusts* et *Cartels* devenus insuffisants, on faisait appel aux « *consortiums* », « *omniums* », mots que la diversité des sens impliqués rendaient presque inutilisables.*

Ce mouvement est loin d'être aujourd'hui calmé. Il est né, nous semble-t-il, à la fois de l'ignorance où est tenu le public des grands problèmes économiques et des passions démagogiques qui maintiennent cette ignorance. C'est pourquoi il nous a paru intéressant de tenter une étude d'ensemble sur la question du contrôle économique des sociétés.

Nous nous proposons d'étudier les formes que prend aujourd'hui le contrôle dans les sociétés de personnes et surtout dans les sociétés de capitaux ; nous verrons dans ce dernier cas que le droit au contrôle n'est pas nécessairement lié à la possession, par les actionnaires, d'une majorité de capital, mais qu'il peut être fondé sur une participation financière minime. Nous jeterons aussi un regard rapide sur certaines formes de contrôle particulières aux sociétés anglo-américaines.

*Nous nous attacherons ensuite à préciser le rôle que jouent les banques dans la vie sociétale, aussi bien comme établissements chargés de recueillir l'épargne que comme « *Holding Companies* » ; nous étudierons également la place que tient la puissance publique dans l'économie et le rôle qu'elle tend à jouer dans les industries indispensables à la sûreté de l'Etat et dans celles dont le contrôle présente un intérêt à la fois social et fiscal.*

Enfin, abordant le problème du rapport du contrôle économique avec la législation française, nous jeterons un regard sur les controverses anciennes relatives à l'application de l'article 419 du Code pénal; nous nous arrêterons un moment à la discussion si actuelle de la légalité des actions à voix multiples, puis nous terminerons par la délicate question des rapports du contrôle avec la nationalité des sociétés.

L'étendue même de notre sujet nous obligera à ne souligner que par quelques mots les points sur lesquels l'attention aura été attirée par de nombreux auteurs et à nous attacher plus particulièrement aux aperçus nouveaux et aux questions actuelles.

A une époque où la suspicion pèse sur les capitalistes; où l'Etat, tout en paraissant se désintéresser des problèmes économiques essentiels pour l'avenir de la nation, se lance néanmoins dans des expériences de socialisation avancée ou la crainte de voir se constituer des puissances individuelles domine la vie politique nous voudrions au moins, pour notre part modeste, en contribuant à l'éclaircissement de la question du contrôle économique des sociétés, faire apparaître sous leur véritable portée des phénomènes dont l'incompréhension peut conduire à une atteinte directe aux forces mêmes du pays.

LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS

ET SES RAPPORTS AVEC LEUR NATIONALITÉ

CHAPITRE PREMIER

I. — DÉFINITIONS

Les sociétés commerciales peuvent être considérées, dans l'organisation de leur structure interne, comme de petits Etats économiques à forme généralement démocratique. Elles possèdent en effet un pouvoir législatif, omnipotent, sous la forme de l'assemblée générale des associés ; un pouvoir exécutif nommé par l'assemblée et exercé soit individuellement (gérant), soit collectivement (conseil d'administration) ; enfin un pouvoir de juridiction interne, l'assemblée générale, qui statue sur les rapports des commissaires (commissaires de surveillance, commissaires aux comptes, etc.) chargés d'enquêter, ces derniers jouant un rôle qui pourrait être comparé à celui du ministère public dans nos tribunaux.

Nous voyons donc que l'assemblée générale possède l'universalité des droits sur la société (sauf, bien entendu, lorsque l'Etat s'est réservé une situation privilégiée).

Ce simple rapprochement, dont il ne faut d'ailleurs considérer que les grandes lignes, va nous aider à donner une définition précise des différents sens de l'expression

« contrôle d'une société » et particulièrement de celui sous lequel nous avons envisagé notre étude.

Le « contrôle », entendu dans son sens le plus large, signifie : *le pouvoir de diriger, de surveiller et de réformer tous les actes des différents organes sociaux* : seule l'assemblée générale possède ce pouvoir de contrôle au sens où nous l'entendons ici ; son étude reviendrait donc à analyser de quelle façon il est possible à une personne ou un groupement d'acquérir la majorité dans ladite assemblée.

Mais le plus généralement, le contrôle est compris dans deux sens étroits : d'une part comme synonyme de l'expression « surveillance administrative », d'autre part comme synonyme de l'expression « direction politique ».

Le premier sens est le sens vulgaire, auquel pensent tout d'abord les personnes peu familiarisées avec les questions économiques. L'expression de « surveillance administrative » comprend dans ses termes généraux : le contrôle technique des méthodes et moyens de productions ; le contrôle purement administratif d'organisation interne ; le contrôle financier. Cette surveillance est exercée soit, normalement, par les associés eux-mêmes réunis en assemblée générale et statuant sur le rapport des commissaires, soit extraordinairement par l'Etat (ou un de ses démembrements) lorsque ce dernier s'est réservé dans l'acte constitutif de société, en contre-partie de l'allocation de certains privilèges ou de subsides, la faculté de veiller d'une part à ce que le but social de l'entreprise soit loyalement poursuivi et d'autre part à ce que les règles de bonne gestion financière édictées par le législateur soient strictement appliquées.

Nous définirons cette forme de contrôle : *l'exercice d'un pouvoir de surveillance et de réforme sur les actes de gestion technique, administrative et financière d'une société*.

Dans son deuxième sens, celui auquel nous entendons particulièrement nous placer, l'expression « contrôle d'une société » suggère l'idée de direction de la politique économique de l'entreprise.

L'esprit s'attache alors à l'étude du pouvoir exécutif dans les sociétés et aux personnes qui l'exercent soit personnellement (gérant), soit collectivement (conseil d'administration), soit qu'elles aient le rang d'associés (gérant associé, administrateur), soit qu'elles aient le rang de tiers (gérant non associé ; société de gérance). La question : « Qui contrôle une société ? » devient alors synonyme de l'expression : « Qui imprime la direction de sa volonté à la société ? » « Qui peut donner des ordres ? » Notre étude consistera à rechercher quels sont dans les sociétés les différents moyens de parvenir à ce contrôle.

Nous nous attacherons tout d'abord à l'analyse des moyens généraux de contrôle communs aux sociétés de personnes et aux sociétés de capitaux, puis nous étudierons les formes propres aux sociétés anonymes ; nous aborderons ensuite, sans pouvoir malheureusement y consacrer les développements que le sujet mériterait, l'effet de ce contrôle au point de vue du droit privé, du droit public et du droit international privé.

Retenons, en terminant ces quelques précisions indispensables, que le contrôle est éminemment une question de fait changeante et muable à l'infini, principalement dans les sociétés de capitaux où les titres circulent et où la majorité des assemblées générales est fragile, et définissons le contrôle de la politique économique : *Le pouvoir de fait acquis par une personne, un groupement de personnes, une société commerciale, une collectivité ou un Etat, de diriger à une époque donnée l'activité commerciale d'une société* (1).

(1) Le mot « contrôle » n'apparaît dans le sens exclusif que nous lui donnons ici que dans un texte : l'article 297 du traité de Versailles. V. *Infra*. — La jurisprudence que nous étudierons plus loin au sujet de la nationalité des sociétés et qui a dû appliquer le critérium du « contrôle » pour l'application de la législation des séquestres, ne s'est jamais prononcée formellement sur la définition du contrôle, mais ses solutions sont conformes à l'esprit de notre définition.

II. — ROLE DU CONTROLE DANS L'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Le mouvement de concentration économique, à quelque stade qu'on l'envisage : hier, transformation des entreprises individuelles en organisations sociétaires, aujourd'hui concentration des sociétés commerciales en syndicats ou consortiums, a toujours pour effet d'établir les entreprises sous une forme juridique répondant aux nécessités économiques du moment.

Il faut de nos jours que l'organisation sociétaire soit souple et puissante : souple pour pouvoir attirer à elle suivant les moments et suivant les fluctuations du marché ou des besoins sociaux, les capitaux désirables ; souple également dans son organisation administrative pour pouvoir se glisser, s'infiltrer partout où il est de son intérêt d'être présente ; puissante enfin, c'est-à-dire établie sur une base financière équilibrée, pouvant résister par ses réserves ou par son crédit en banque aux périodes de crise qui ne manquent pas de se présenter au cours de la vie sociale.

Mais un autre facteur de concentration apparaît qui précipite le mouvement économique : la spéculation (1).

Au-dessus des nécessités économiques germe l'esprit de domination, le désir de contrôler toujours plus d'entreprises, le mirage du monopole de fait. Et comme le mouvement économique domine aujourd'hui la question politique, il s'est formé dans le domaine économique la même soif de puissance, la même volonté de réduire l'adversaire représenté ici par l'entreprise rivale, la même prétention à l'« empire ».

(1) « A côté de la concentration l'observation relève toujours dans une industrie monopolisée un autre élément d'un caractère exceptionnel et artificiel ; il faut leur rencontre pour que la concentration industrielle devienne un instrument de monopole et il dépend d'une sage organisation des pouvoirs publics que cette rencontre n'ait pas lieu. » Cf. de Rousiers, *les Industries monopolisées aux Etats-Unis*. Adde : Dolleans, 277 s.

Le rôle du contrôle sera à la fois de rendre possible la direction des entreprises ainsi concentrées et de permettre, d'autre part aux politiques de l'Economie, de chercher leur voie et d'essayer leurs pouvoirs.

Aux phénomènes de concentration des forces productives correspond en effet la concentration des forces directrices. Lorsque dix entreprises fusionnent, il ne subsiste qu'un seul conseil d'administration, qu'un seul directeur ou qu'un seul gérant. Les anciennes entreprises sont bien représentées dans l'assemblée générale et même dans le conseil d'administration, mais le contrôle est en fait réalisé soit par le groupe qui a pris l'initiative de la fusion, soit par celui qui possède le maximum de puissance financière. D'un côté comme de l'autre, le contrôle est un. Il est, en effet, tout à fait impossible de supposer une entreprise se développant normalement et soumise à des impulsions directrices continuellement changeantes ; il n'y a, il ne peut y avoir de démocratie de l'Economie sociétaire, c'est-à-dire de partage du pouvoir exécutif entre groupes se faisant de mutuelles concessions. Les sociétés sont les organisations qui entendent le plus parfaitement le principe de la séparation des pouvoirs. La valeur d'un homme, sa puissance de jugement, la rapidité de sa décision, sa volonté brisante, auront toujours plus de valeur commerciale que les discussions longues et anémiantes d'un organisme où les énergies s'épuisent dans un combat sans décisions.

Mais, objectera-t-on, les sociétés rivales prennent souvent des participations dans d'autres sociétés ; il se forme des communautés d'intérêts qui contrôlent les entreprises sans qu'on puisse affirmer qu'un groupe impose sa volonté aux autres. Ce raisonnement nous montre simplement qu'au cas où un groupe n'a pas les disponibilités nécessaires pour absorber d'un coup une entreprise qu'il convoite, obligé de prendre seulement une participation, il laisse dormir pour un moment ses ambitions de contrôle ; mais qu'on ne s'y trompe pas, le groupe financier le plus puissant impo-

sera toujours par sa volonté, soit par son alliance avec un autre groupe à qui il promettra son concours dans d'autres circonstances, soit en menaçant de représailles les sociétés qui gêneraient ses plans.

Ces quelques réflexions nous conduisent à distinguer deux sortes de contrôle économique. Le contrôle économique dont le but est d'intégrer les moyens de production d'un produit déterminé afin de parvenir par l'unité d'organisation économique donnée à cette production à un prix de revient minimum dont bénéficient à la fois l'entreprise et le consommateur et le contrôle économique qui voit, dans l'extension de ses ententes et de ses participations, le moyen d'acquérir un monopole de fait dans la production, la vente ou l'achat ; ce monopole profitera, sans doute à l'entreprise, mais son but est ici spéculatif, en tant qu'il a pour but de créer artificiellement la hausse des produits vis-à-vis du consommateur et leur avilissements vis-à-vis du producteur.

Une telle délimitation porte évidemment en elle quelque chose d'arbitraire et elle ne doit pas être prise dans son sens strict. Nous ne voulons ici que distinguer deux tendances dont les principes nous paraissent certains si leur application est susceptible de toutes sortes de modalités.

La société parfaitement comprise est celle qui a pu réaliser son intégration verticale, parce que dans ce cas la possibilité de supprimer tous intermédiaires entre les différents stades de production d'un produit déterminé, crée des économies multiples en personnel et en matières et fait abaisser le prix de revient.

L'intégration horizontale nous paraît être, au contraire, l'arme spéciale de la spéculation ; elle peut constituer le véritable accaparement (1).

(1) Notons qu'en France, les grands magasins qui pratiquent par excellence l'intégration horizontale sont ceux qui rendent au public les services les plus notables. C'est que d'une part ces magasins se font une large concurrence et ont à redouter le petit commerce toujours puissant ;

M. Passama a excellemment défini l'intégration : « Un procédé d'organisation du travail, qui consiste à réunir d'une façon permanente, dans un même but économique, afin de les harmoniser, plusieurs industries différentes et spécialisées, mais qui sont connexes parce qu'elles concourent à la mise au point du même *produit* ou à la satisfaction du même *besoin* (1). » On reconnaît dans le premier sens l'intégration verticale, dans le second l'intégration horizontale.

Le contrôle qui s'exercera sur une société intégrée verticalement aura pour résultat de rendre plus aisée la fabrication des produits, de diminuer les frais généraux d'intermédiaires et de transports, d'organiser une meilleure distribution de l'ouvrage et par là une diminution du personnel et une meilleure rétribution des ouvriers. Elle permettra d'obtenir un prix de revient aussi bas que possible pour le plus grand bien des consommateurs (2).

Le rôle de l'intégration horizontale et par suite la politique des sociétés qui l'entreprendraient, sera de stabiliser le marché (3), en fixant des prix au-dessous desquels

mais le désir des producteurs d'être clients de ces grosses entreprises les conduit à soumissionner des prix très avantageux pour le magasin ; c'est principalement contre ce producteur que le grand magasin spéculé.

(1) Camille Rosier, 435. Cf. Macrosty, 17, 329 ; Imbart, 353.

(2) L'intégration verticale n'a pas que de bons côtés ; elle aggrave l'effet des crises en profondeur. C'est ainsi que les raffineries américaines de sucres ont été mises en grand péril parce qu'elles avaient pris des intérêts importants dans les plantations de Cuba victimes de la dépression économique mondiale. Cf. *Rev. de France*, 15 juin 1922.

(3) « Les mines de charbon prennent des participations dans les hauts fourneaux ; les métallurgies s'intéressent à des entreprises de constructions électriques, les mécaniciens investissent des capitaux dans des comptoirs commerciaux et des compagnies de transports ; les sociétés de peignage, de filature, de tissage, de teinturerie s'enchevêtrent les unes aux autres pour régler la production de la laine ». Jacques Arthuis, *op. cit.*

« Des commerçants prennent des participations dans des fabriques ; celles-ci s'intéressent à des usines de produits ; celles-ci investissent des capitaux chez des producteurs de matières premières. » Bokanowski, député, *op. cit.*

les industries ou commerces contrôlés ne pourront pas descendre. Certes, si le but de cette organisation n'était que la poursuite d'une stabilisation du marché, et la possibilité d'une part d'empêcher d'avilir les prix, d'autre part d'en restreindre l'ascension au moment des crises, cette forme d'intégration serait d'utilité sociale. Mais, comme en fait il existe pour les entreprises arrivées au faite de leur intégration horizontale un monopole de fait, elles vivent sur le courant acquis ; l'esprit de routine qui n'est plus réduit par la lutte se développe, le prix de revient augmente et il est bien rare qu'en outre les dirigeants ne profitent de leur situation exceptionnelle pour se créer des bénéfices faciles au détriment du consommateur sacrifié.

La réalisation de l'intégration pourra s'effectuer de deux façons : soit par la fusion de plusieurs entreprises en une seule : soit par la prise de participation ou la réalisation d'entente garantissant un contrôle effectif d'une société sur d'autres sociétés (1).

(1) Cf. *Revue de France*, 15 juin 1922, p. 80.

CHAPITRE II

FORMES DU CONTROLE ÉCONOMIQUE.

a) *Formes communes aux sociétés de personnes et aux sociétés de capitaux.*

I. — CONTROLE PAR ABSORPTION

Le moyen le plus simple pour une société de personnes ou une société de capitaux de s'assurer le contrôle d'une autre société est de l'absorber, c'est-à-dire de fondre dans son organisation propre les éléments de l'entreprise convoitée.

Les fusions sont à la base du mouvement de concentration ; leur étude a fait l'objet de nombreux ouvrages et nous ne nous y arrêterons pas.

Contentons-nous de préciser que l'absorption se réalise le plus souvent par l'apport des éléments actifs de la société absorbée à la société absorbante qui augmente son capital et rémunère l'apport par des actions ; mais il peut se faire également qu'il y ait vente par la société absorbée de son fonds, ou apport mixte, c'est-à-dire apport dont la rémunération consiste à la fois dans l'octroi d'actions ou de parts de fondateurs et d'une somme d'argent liquide.

Dans ces cas, même si l'entreprise absorbée a des administrateurs au sein du conseil d'administration de la société absorbante, c'est cette dernière qui, par sa fonction même, conserve le contrôle de la société agrandie.

Parfois plusieurs sociétés décident d'apporter à une société qu'elles créent leurs entreprises ; elles se partagent alors les places d'administrateurs en proportion de la valeur de leurs apports ; il devient souvent alors particulièrement

difficile de dire en quelles mains se trouve le contrôle de la nouvelle société, lorsqu'il n'existe aucun groupe véritablement prépondérant et que la majorité résulte d'effets momentanés.

Remarquons que la fusion est une forme très spéciale de contrôle, car elle ne crée pas un lien de droit entre deux entreprises, mais au contraire fait disparaître ceux qui pourraient exister pour ne laisser subsister juridiquement qu'une personne morale. Il y a bien cependant « contrôle », puisqu'il y a moyen de parvenir à la direction de la politique économique d'une entreprise jusque-là autonome.

Nous ne donnerons ici qu'un aperçu rapide du mouvement des fusions dans la branche de l'industrie où elles se sont particulièrement développées : l'industrie métallurgique, c'est-à-dire dans l'industrie où la concurrence tend à jouer le rôle le plus néfaste (1).

Le Steel Trust (The United States Steel Corporation), fondé le 23 février 1901 sous le régime de l'Etat de New-Jersey au capital de 1.100.000.000 \$ (2), avait pour but de racheter l'actif de la Carnegie Steel, du Federal Steel, du National Tube, de l'American Steel and Wire, National Steel, American Sheet.

Postérieurement à ces fusions, l'American Bridge et la Lake Superior Mining Co, la Tennessee Coal and Iron Cy

(1) « The competition is not generally ruinous in industry yet there may be particular industries in which it does lead to disaster. The iron and steel industry and the anthracite coal industry perhaps fall withere this group. » Eliot Jones, *Is Competition in industry ruinous.* (Quat. Journ. of Econ., 1919-1920, 473.)

(2) Capital formé de 550 millions de dollars d'actions de préférence cumulatives 7 %, dont 150.000.000 ont été converties en obligations et 550.000 de dollars d'actions ordinaires.

Il fut émis en outre 301.000.000 d'obligations.

En 1911, le capital se composait de 868.000.000 \$ dont 360.000.000 d'actions privilégiées, 508.000.000 d'actions ordinaires et de 610.000.000 \$ d'obligations.

Voir sur tous ces points, P. Inveins, *la Métallurgie aux Etats-Unis.* (Rev. Eco. Intern., 1911.2.503.)

vinrent ajouter le poids de leurs valeurs à ce prodigieux mouvement d'intégration.

Aussi le Steel Trust possédait sous le même contrôle : 213 usines, 41 mines, 1.600 kilomètres de chemins de fer, 1/3 de la flotte des grands lacs (1).

Le Trust du Sucre, la Salt Union (2), l'ancien Trust de l'Océan, le Smelter Trust (3), etc., sont nés de fusions.

On pourrait multiplier les exemples (4); contentons-nous d'ajouter que la France n'est pas restée indifférente à ce mouvement et que de très nombreuses sociétés, principalement dans la métallurgie, sont le produit de fusions anciennes.

Les Aciéries de la Marine sont la transformation de la Société Pétin-Gaudet, constituée en 1859 et provenant elle-même de la réunion de quatre établissements antérieurs. En 1902 elles achètent Homécourt.

La Société Commentry, Fourchambault et Decazeville, créée en 1874, succède à une entreprise née en 1853 du groupement de trois autres. En 1892, elle absorbe la Société des Houillères et Fonderies de l'Aveyron.

La Société Châtillon-Commentry dont l'origine remonte au rapprochement réalisé en 1846 entre plusieurs usines du Centre, s'incorpore les forges de Champigneulle et Neuves-Maisons (5).

(1) V. Colson, IV, 195.

(2) V. Sayous, *les Trusts américains* (*Rev. d'Ec. pol.*, 1914, 317).

(3) Fusion de 24 fermes. Les prospectus mentionnent aussi le but du trust : « Mettre fin à la concurrence sans merci qui cause à l'industrie des torts considérables sans apporter au public des avantages correspondants. »

(4) The Nobel Dynamite Trust fondé en 1882 est le produit de la fusion de la Compagnie de Glasgow et de quatre compagnies allemandes.

Citons encore en Angleterre, en dehors des fusions récentes des Stock Banks. V. *infra*, les fusions anciennes de l'Armstrong and Co avec la Witword and Co (1897) et l'achat de Vickers and Co, fabricants de plaques de blindage, de The Naval Construction and armament Co et The Maxim-Nordenfeld Guns armunitions, etc. Cf. Dolléans, 282, 3.

(5) V. sur ces fusions, Vignes, *la Politique des entreprises sidérurgiques et minières*, op. cit. (*Rev. d'Ec. pol.*, 1913, 20).

Enfin, tout récemment, on a parlé de l'absorption par la Pure Oil Cy, une des grosses compagnies pétrolifères qui luttent aux Etats-Unis contre la Standard Oil, de la société française Union des Pétroles d'Oklahoma (1).

II. — CONTROLE PAR ENTENTES (2)

Il y a contrôle d'une société par entente, lorsque diverses sociétés décident, en vertu d'un accord écrit ou verbal, de diriger leurs opérations commerciales dans un sens identique pour produire des effets économiques donnés.

Ce contrôle est établi sur la base d'un contrat entre parties juridiquement autonomes.

Nous ne nous préoccupons donc pas encore ici de savoir par quels moyens juridiques une personne ou une société peuvent arriver à posséder le contrôle d'une entreprise déterminée, mais nous plaçant plus haut et considérant des personnes possédant effectivement le contrôle, nous allons nous demander comment, dans un intérêt commun, ils

(1) Il n'y a encore là qu'un projet dont les conditions financières paraissent assez curieuses. V. *les Nouvelles économiques et financières*, 7 décembre 1922.

La Société des pétroles d'Oklahoma avait été elle-même constituée par la fusion de huit entreprises pétrolifères : Best Oil and Gas ; Reese Oil ; Kansas Oklahoma ; Oil and gas ; Talsa Oil ; Terrain Oil ; Oklahoma a State Oil ; Monitor Oil and Gas. V. *Seine*, 28 octobre 1922 (*Rev. de l'enreg.* n° 7686).

(2) Pour toutes explications complémentaires, nous renvoyons aux traités suivants dont la lecture est indispensable :

TRAITÉS GÉNÉRAUX : Truchy, *Cours d'Economie politique*, 2^e éd., t. I, 196 s. ; Colson, *Cours d'Economie politique*.

OUVRAGES SPÉCIAUX : Brouilhet, *Essai sur les ententes entre producteurs* ; Babled, *les Syndicats de producteurs et de détenteurs de marchandises* ; Carlloz, *Etude sur les associations industrielles et commerciales* ; Liefmann, *Kartelle und Trusts* (édit. 1923) ; de Rousiers, *les Syndicats industriels de producteurs* ; G. Lemaire, *les Comptoirs de vente en commun* (Thèse 1918) ; V. Aftalion, *les Cartels dans la région du Nord de la France* ; V. également et surtout Amiaud, *les Nouvelles Formes d'entente entre producteurs devant la loi pénale* (thèse).

vont aliéner leur liberté d'action pour un temps donné aux termes de cet accord ou de ce contrat.

Qu'il s'agisse d'« agreements », de « pools », de « cartels », de « combine », de « syndicat », les ententes dont nous allons envisager les effets ont toutes pour but d'organiser la production ou le marché pour restreindre, dans la mesure du possible, la concurrence coupe-gorge (*cut throat*) et de permettre aux producteurs, aux acheteurs ou aux vendeurs de mener à bien leur entreprise sans avoir à redouter les effets destructifs d'une liberté sans limitation.

L'entente peut également porter sur la politique économique d'un seul domaine de l'activité des sociétés.

La seule différence qui existe entre ces différentes ententes réside dans la puissance du lien qui resserre les contractants et dans la durée prévue de l'entente (1).

Les ententes simples ou « gentleman-agreements » sont établies sur la bonne foi des contractants ; elles sont caractérisées par l'inexistence de toute clause pénale destinée à frapper la société qui sort du rôle qui lui a été confié ; on comprend en conséquence leur succès pendant toute la période où chacune d'elles tire profit de l'entente, mais dès que l'une se trouve en danger ou lorsqu'elle est mise en présence d'une occasion favorable, l'âpreté au gain finit toujours par briser le lien commercial fragile de la parole donnée.

On peut toutefois citer quelques exemples fameux d'« agreements » ayant reçu au moins un commencement d'exécution. Les « Steamship line agreements » ont notamment fait l'objet d'une étude approfondie de M. S. Huebner (2). Ces ententes avaient pour but soit de fixer les prix de transport en établissant un tarif minimum à respecter ou un certain tarif soit en répartissant aux contractants les diffé-

(1) Nous ne saurions dans une étude comme la nôtre nous arrêter à une étude approfondie des différentes coalitions pouvant aboutir au contrôle des sociétés, nous renvoyons aux traités précités.

(2) V. *Annals of the American Academy*, sept. 1914, 75 et suiv.

rents ports à desservir, soit en limitant le nombre de voyages que la société pourrait effectuer, etc. (1).

Les ententes peuvent être groupées en différents types : ententes pour l'achat et ententes pour la vente ; ces dernières comprenant :

- a) Celles qui ont pour but de contrôler la production ;
- b) Celles dont le but est d'organiser la répartition ;
- c) Celles dont le but consiste à établir des prix de vente ;
- d) Celles qui s'organisent pour la répartition des débouchés (2).

Notons pour la France l'engagement conclu en 1902 entre les filateurs du Nord de la France :

« En conformité de la décision de l'assemblée générale... sur les prix minima, dit le contrat, je m'engage sur l'honneur, réservant ma liberté en ce qui concerne l'exportation, laquelle pourra être contrôlée soit chez moi, soit chez les négociants auxquels j'aurai vendu, à ne pas vendre ni

(1) M. Huebner distingue :

a) *Rate agreements*, which may be further divided into *fixed rates agreements*, *minimum rates agreements* and *differentials rates agreements*.

1^o N. D. L. V. Freight agreement. The Mediterranean Freight agreement. The Baltic Pool agreements. New York Australia, New York to Asia, etc.

2^o Illustrated in the Eastbound and Westbound freight traffic between American North Atlantic ports and the United Kingdom, and in the Eastbound trade from New York to Mediterranean ports.

3^o Agreements between the Royal Dutch West India Mail Line and the Red « D » Line in the trade between New-York and Venezuelan Ports, 104 et suiv.

b) *Agreements which apportion the traffic allotting by the ports of sailing*. Hamburg American Line and the North German Lloyd. Russian East Asiatic Line and the Holland American Line.

c) *Agreements apportioning the traffic between the lines by regulating or restricting the number of sailings*.

d) *Agreements limiting the volume of freight which certain lines may carry*.

e) *Agreements providing for the pooling of all or a portion of freight money collected*.

f) *Agreements providing for the payment of deferred rebates*.

(2) V. Truchy, précité, 198.

directement ni indirectement au-dessous des prix fixés et en n'employant aucune combinaison qui aurait pour effet de transgresser cet engagement (1). »

Au-dessus de ces organisations de contrôle fondées sur le respect de la parole donnée, nous trouvons les « pools » ou associations passagères ayant pour but d'arrêter à un moment donné le libre jeu de la concurrence pour imposer un prix minimum sur le marché. La situation de ces ententes est le plus souvent précaire, car les sociétés ne veulent pas s'engager par des conventions trop étroites.

On stipule bien parfois qu'au cas de défaillance de l'un des contractants des bonifications peuvent être distribuées (2). Mais comme on considère généralement ces ententes comme tombant sous le coup de la loi pénale (3), et qu'elles sont au moins suspectes à l'autorité, les réparations civiles seraient bien difficilement recouvrables.

Les ententes entre sociétés productrices adoptent, d'une manière générale, en France, la forme du syndicat.

Le syndicat peut, en vertu du texte qui la régit, servir à la « défense des intérêts économiques, industriels ou commerciaux » de ses membres ; la généralité des mots employés, l'hésitation embarrassée de la jurisprudence ont fini par donner à ceux-ci capacité de faire également une foule d'opérations, qui rentrent bien dans la définition élargie sinon dans l'esprit même de la loi. Toutefois, comme le syndicat ne peut faire lui-même des actes de commerce, les industriels syndiqués créent des organismes spéciaux chargés de réaliser les opérations qu'ils peuvent concevoir et estimer favorables à la marche de leur commune entreprise.

C'est ainsi que se sont développés en France les comp-

(1) V. Aftalion, *les Cartels dans la région du Nord de la France*. (*Rev. Ec. intern.*, 1908, 1537). A rapprocher la convention de 1899 entre les filateurs de coton du Nord, des Vosges et de Normandie, etc.

(2) V. sur les Pooling associations, A. Raffalovich. (*Ec. fr.*, 1919. II, 195.)

(3) V. *infra*, Chap. V.

toirs de vente, forme souple et difficilement attaquable de la coalition de producteurs (1).

Ces comptoirs de vente, constitués sous la forme de sociétés anonymes (2), ont pour actionnaires les sociétés qui ont décidé d'abandonner une partie de leur pouvoir de contrôle à l'organe qu'elles ont créé. Les comptoirs de vente seront, par exemple, l'intermédiaire « obligé, nécessaire » de toutes transactions entre les producteurs et les consommateurs ; ils pourront être « le vendeur unique, obligatoire et souverain répartiteur des commandes (3), ou bien ils fixeront la production maximum des entreprises alliées (4), la rémunération de tel produit, etc. ; il y aura des comptoirs de vente pour le marché intérieur, des comptoirs pour l'importation des matières premières,

(1) C'est sous la forme originale de comptoirs constitués en sociétés anonymes sous le régime de la loi de 1867, sociétés anonymes ayant une personnalité morale respective bien distincte que la métallurgie française a réalisé la concentration commerciale nécessaire pour maintenir l'équilibre indispensable entre la production et la consommation.

L'objet normal de ces comptoirs est la vente à la clientèle pour le compte des usines qui en font partie comme sociétaires de tel ou tel produit déterminé, à condition toutefois que celui-ci soit de nature simple, comparable d'usine à usine, afin que la clientèle ne puisse, légitimement, marquer une préférence à l'usine d'origine.

Cf. Gabriel Girault, *le Comité des Forges de France*.

(2) Ils prennent d'ailleurs souvent toute autre forme sociétaire : sociétés en nom collectif, cf. le Comptoir des Fers à cheval ; sociétés à capital variable : Comptoir des Poutrelles, etc.

On a bien soutenu que les comptoirs de vente ne constituaient pas des sociétés ; on a fait remarquer que l'« affectio societatis » leur manquait, puisque les bénéfices réalisés ne l'étaient que dans l'intérêt d'autres sociétés.

Mais la jurisprudence de la Cour de cassation est fermée dans le sens opposé. V. not. Cass., 25 novembre 1913 (S. 1914.I.20) et *infra*.

(3) Percerou, *op cit.*, 289.

(4) Le 7 avril 1887, la Commission de Direction du Comité des Forges cherche à améliorer les conditions de vente des produits sidérurgiques en limitant la production des fers et des aciers, limitation dont le principe fut admis à l'unanimité, car elle correspondait à un besoin pressant. Bézard Falgas, *les Syndicats patronaux de l'Industrie métallurgique en France*, 162.

des comptoirs pour la recherche de débouchés et d'écoulement des produits, etc.

Comme on le voit, les ententes peuvent ne limiter la liberté des sociétés que dans une branche très spéciale de leur activité économique ; celle où elles auront besoin de leurs forces réunies pour faire front au péril d'une concurrence désastreuse (1).

Le premier comptoir de vente français (2) date de 1842, et fut créé par les sociétés charbonnières de la Seine ; en 1863, les exploitants des salines de l'Est organisent deux comptoirs, l'un à Nancy, l'autre à Paris ; en 1865 est fondé le Comptoir des Quincailleries réunies de l'Est ; en 1876 la création du Comptoir de Longwy (3) pour la vente des fontes lorraines détermine la création des multiples comptoirs de la métallurgie (4).

Au-dessus de ces syndicats et comptoirs, reliant toutes les branches de l'industrie métallurgique, domine le Comité

(1) Relevons dans les statuts de la société anonyme constituant le bureau de vente des Salines de l'Ouest, le passage suivant : « L'objet de la société est..... de concentrer la vente des sels de l'Ouest, empêcher la précipitation désordonnée des offres dans les années de grandes récoltes et conséquemment l'avilissement des prix qui menace l'existence des salines. Dans ce but l'association syndicale, à l'exclusion du producteur isolé, est seule chargée de la vente des sels de toute nature, y compris ceux destinés à l'agriculture, à l'industrie et à la pêche... »

(2) V. pour l'étude de ces ententes, Bézard-Falgas, *les Syndicats patronaux de l'Industrie métallurgique en France* ; Pinot, *la Sidérurgie française* ; Girault, *le Comité des Forges de France* ; Desportes de la Fosse, *la Sidérurgie française*.

(3) « A chaque renouvellement du comptoir, c'est-à-dire tous les trois ans, un article des statuts indique la capacité de production mensuelle, en fonte d'affinage des hauts fourneaux que possèdent dans le département de Meurthe-et-Moselle les adhérents du comptoir. Celui-ci centralise toutes les commandes destinées au marché national et en fait connaître l'importance à ses adhérents entre les mains desquels il les répartit proportionnellement à la production totale respective de celles-ci. »

(4) 1892, Comptoir des Essieux ; 1896, Comptoir des Ressorts et des Poutrelles ; 1904, Comptoir d'exportation des produits métallurgiques ; 1905, Comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle, etc. V. Laur, *De l'accaparement*.

des Forges(1) le plus puissant des adhérents de l'Union des industries métallurgiques et minières.

Pour garantir le respect des conventions passées, les sociétés déposent généralement des cautions ; sous quelque forme d'ailleurs qu'apparaisse la sanction, elle consiste toujours dans l'application automatique d'une amende pécuniaire donnée.

C'est en Allemagne que les ententes pour le contrôle de la production, la limitation, la fixation des prix, la répartition des débouchés, ont pris l'envergure la plus considérable. Le caractère allemand, toujours enclin à l'association, au groupement hiérarchisé, a ouvert dans le domaine économique une voie identique à celle à laquelle sa nature l'inclinait dans le domaine politique.

L'Allemagne est le pays par excellence des « Kartelle » (2), c'est-à-dire d'organisations intégrées et contrôlées par ententes. Ces ententes prennent d'ailleurs dans la volonté des parties et les sanctions prévues, une force aussi puissante que l'organisation des « Holding Companies ». Le type de ces cartels et leur plus puissant représentant est

(1) Il n'est pas inutile de rappeler les faits qui motivèrent la naissance du Comité des Forges.

Le traité de commerce du 23 janvier 1860, entre l'Angleterre et la France, ayant inauguré le régime de la liberté cher à Richard Cobden et à Bastiat, il s'en était suivi, pour la métallurgie française, une crise très grave, causée en partie par la forte concurrence que faisait en France la sidérurgie anglaise ; aussi, devant le péril qui les menaçait, les maîtres de Forges se coalisèrent et fondèrent, le 15 février 1864, une association ayant pour but d'offrir un front unique à la concurrence économique anglaise et un front unique d'opposition politique aux lois ayant eu pour but d'abaisser dangereusement les droits de douane.

(2) Sur les cartels. v. Liefmann, *Kartelle und Trust* (1923) ; Dr Grunzel, *Über Kartelle*.

Des avantages spéciaux sous forme de ristournes payées à des époques déterminées, sont consentis à la clientèle de ces cartels, sous la condition expresse qu'elle réserve toutes ses commandes sans exception aux métallurgistes associés, Cf. *National Federation of Iron and Steel Manufacturers*. Ces avantages prennent en Allemagne le nom de « rabais de fidélité », Treuerabatt. V. Liefmann, 272.

le Syndicat Rhénan Westphalien (Rheinisch-Westphälische Kohlen-Syndicat).

Au-dessus de ces cartels, comme au-dessus de nos syndicats, se place le comptoir de vente qui a pour but d'une part de répartir la production entre les différentes industries qui le composent et d'autre part d'acheter l'ensemble de la production et de la revendre à un prix limité (1).

Nous verrons, dans un autre chapitre, le rôle que l'Etat a cru devoir faire jouer aux cartels. Constatons pour le moment que, sous une forme plus ouverte que les syndicats français, ces ententes ont toujours le même but, réaliser, par des moyens identiques, supprimer la concurrence déraisonnable.

On peut dire qu'à l'heure actuelle l'ensemble de la pro-

(1) A propos du comptoir de vente du Syndicat des houilles de Westphalie, il nous paraît intéressant de noter un passage de l'étude que MM. E. Gruner et E. Puster ont consacrée aux syndicats de vente du combustible dans le bassin rhénan-westphalien (passage ayant trait à l'origine de ce syndicat).

« ...La commission nommée par la Fédération soumet son projet le 30 juillet 1892 à l'assemblée générale. M. Rudorf, qui prenait nettement la tête de ce mouvement, explique qu'il s'agissait de statuer sur le principe de la constitution d'un syndicat général de vente, société par actions, complètement indépendante de toute autre société minière et qui achèterait, dans des conditions à déterminer, la totalité de la production, pour la vendre au mieux des intérêts de tous, à l'abri de toute concurrence dans le district même et en tenant compte des conditions commerciales, partout la concurrence se faisait sentir... Sur cette question de principe, l'accord fut unanime.

Le contrat était rédigé en ces termes : « Entre le Syndicat des houilles Rhénan-Westphalien, d'une part, et les mines soussignées, d'autre part, il a été passé par-devant notaire, en date du 16-29 février 1893, un contrat ayant pour but de supprimer à l'avenir la concurrence déraisonnable sur le marché des houilles et d'établir des conventions rationnelles entre les propriétaires de mines et associations de ventes ainsi que des prix et conditions de livraisons ».

V. également sur ce syndicat : *Limitation of production and control of price* par Dr Francis A. Walke: (*Quart. Journ. of Econ.*, mai 1906, 353 s.) ; *The German Steel Syndicate*, par H. R. Tosdal. (*Quart. Journ. of Econ.*, 1916-1917, 259) ; *Attitude of the German people Towards Trust*, par Rudolf Roeskers (*Annals...*, juillet 1912, 172).

duction allemande est contrôlée par les organisations issues des « Kartelle ». Les quatorze « Konzern » qui se partagent la Ruhr et portent les noms des sociétés minières ou des chefs d'industries : Stinnes, Haniel, Krupp, Klockner, Hoesch, etc..., sont groupées dans le Syndicat Rhénan-Westphalien. Ces « Konzern » proviennent elles-mêmes généralement, soit d'une simple concentration de capitaux aux mains d'industriels puissants, soit de communautés d'intérêts formées pour établir entre les entreprises associées une unité de direction économique tout en sauvegardant leur indépendance financière (1).

Liefmann a défini ces communautés d'intérêts : les associations contractuelles entre deux ou trois entreprises

(1) Dans une étude parue dans le journal *le Temps* sur les « Konzern », nous notons les passages suivants :

Quels sont les procédés que les « Konzern » emploient pour arriver à leurs fins ?

Il y en a plusieurs. D'abord, on assiste à de véritables fusions. C'est ainsi, par exemple, qu'en décembre 1920, le groupe Hoesch, à Dortmund, a passé un contrat de fusion temporaire avec la Société minière de Kœlner-Neuessen. La durée du contrat est de 80 ans. Le capital de la Hoesch a été augmenté de 10 millions dont 5 millions réservés aux anciens actionnaires et 5 millions à la Société Kœlner-Neuessen. Les administrateurs de la Hoesch sont désormais représentés à la Société Kœlner-Neuessen, laquelle dirige tout le domaine minier du « Konzern ». Les bénéfices sont partagés.

Mais les industriels de la Ruhr pratiquent rarement la fusion : ils préfèrent surtout les « communautés d'intérêts ». Les entreprises forment un ensemble homogène au point de vue de l'exploitation, mais gardent leur indépendance financière.

Voyons, par exemple, le contrat passé en janvier 1922 entre les établissements Krupp et les charbonnages Constantin à Bochum.

Les charbonnages qui, jusqu'alors, n'étaient liés à aucune entreprise métallurgique, sont désormais dirigés par les établissements Krupp. Ceux-ci mettent à la disposition des charbonnages les moyens nécessaires pour renouveler l'outillage et pour établir de nouvelles installations. Mais les charbonnages Constantin sont propriétaires incontestés des anciennes et des nouvelles installations. Si le contrat, dont la durée est de cinquante ans, est rompu, les établissements Krupp rentrent dans leurs fonds et prélèvent 6 % sur le montant investi. La société Constantin a, de la sorte, son débouché assuré, tandis que les établissements Krupp augmentent leur domaine minier. Bien entendu les bénéfices ne sont plus partagés, mais la société Constantin reçoit un minimum de dividende par

restant indépendantes qui répartissent entre elles des bénéfices suivant les termes d'un accord ; elles présentent de grandes analogies avec les cartels de répartition de bénéfices. On pourrait citer quelques exemples de contrats passés sur ce modèle avant guerre, notamment entre la Hamburg-America Line et la Norddeutsche Lloyd d'une part et le Trust de la Navigation de Morgan d'autre part (1902) (1) ; entre la Banque de Dresde et l'Union des banques de Schaffhouse (1904) (2) ; dans l'industrie chimique, entre les Hochster Farbwerke (Meister Lucius und Brüning) et la firme Leopold Casella et C^{ie} (3) et entre la Badische Anilin-und Sodafabrik et les Elberfelder Farbenfabrik (Er. Bayer et C^{ie}) (4).

« Kux » et, en outre, une part déterminée sur les bénéfices des établissements Krupp.

Parfois les « Konzern » ont recours à des contrats d'affermage.

C'est ainsi, par exemple, que les Rheinische Stahlwerke ont passé en février 1921 un contrat d'affermage avec la société minière Arenberg. Celle-ci garde son indépendance, mais elle peut être rachetée à chaque moment par la Rheinische Stahlwerke, laquelle garantit un dividende de 20 % (pouvant être réduit à 5 % en cas de guerre (*sic*) ou de révolution». Cet affermage ressemble beaucoup à la fusion...

Enfin, les « Konzern » opèrent la concentration par voie purement financière : le groupe Stinnes « contrôle » certaines sociétés de la Ruhr, grâce à la majorité de voix qu'il s'est assurée aux assemblées générales, sans qu'une direction unique des entreprises soit réalisée.

(*Le Temps*, 16 décembre 1922.)

(1) Les sociétés allemandes devaient verser au trust 1/4 de la somme au-dessus de 6 % de dividende et recevoir du trust 1/4 de la somme qui manquerait pour pouvoir donner 6 % de dividende.

(2) Répartition des bénéfices annuels au prorata des actions possédées ; de plus, chaque société envoyait une délégation de cinq membres siéger dans le comité de surveillance de l'autre société. A la tête siégeait un comité commun.

(3) Il y eut entre ces deux sociétés un contrat d'échanges d'actions ; à cet effet la firme Leopold Cassella et C^{ie} s'était transformée en une société en commandite de 10 millions de marks de capital et 10 millions d'obligations.

(4) Entente pour la répartition des bénéfices ; ces sociétés peuvent s'adjoindre la Berliner A. G. pour la fabrication de l'aniline. Les deux premières sociétés devaient recevoir 48 % des bénéfices et la moyenne 14 %.

Ce mouvement s'est amplifié après guerre pour faciliter la lutte contre la concurrence étrangère devenue plus redoutable. M. Liefman nous en a donné un croquis saisissant dont nous détachons les principaux renseignements.

La Badische Anilin und Sodafabrik qui avait déjà conclu un contrat de cartel avec Höchst sur le prix de la vente de l'indigo artificiel, passa de nouveaux contrats de communautés d'intérêts avec la Chemische Fabrik Guesheim Elektron et la chemische Fabrik Weiber Ter Mur A G à Urtingen ; par suite l'industrie chimique réunie en trois groupes dont nous venons de faire mention : Casella et C^{ie}, Badische Aniline et Berliner A. G. en vint à créer en 1916, une communauté d'intérêt unique et il fut décidé que la communauté Badische Aniline aurait droit à 25 % des bénéfices réalisés, Casella et C^{ie} 10 % et la Société de Berlin 8 % (1).

Un des plus grands groupements de contrôle par ententes sur cette base juridique est celle qui a été créée par Hugo Stinnes sous le nom de Siemens-Rhein-Elbe-Schubert-Union. Il est né d'une communauté d'intérêt moins importante qui fut conclue en 1919 entre la Société minière Germano-Luxembourgeoise et la Société de Gelsenkirchen qui, du fait de la guerre, avait vendu ses hauts fourneaux de Lorraine. Elle fonda comme société de contrôle la Rhein-Elbe-Union, au capital de 300.000 marks de capital chargée de la direction des deux entreprises qui demeuraient financièrement indépendantes ; ce groupement acquit par la suite une participation de plus de la moitié du capital actions de l'Union de Bochum et contraignit celle-ci à entrer dans l'Entente (2).

Cette Rhein-Elbe-Union se trouva élargie par l'adjonction du grand consortium Siemens-Schuckert et devint la

(1) Le capital des trois plus grandes entreprises fut porté en 1921, uniformément à 430 millions de marks.

(2) Répartition des bénéfices dans la proportion de 13, 13 et 7.

Siemens-Rhein-Elbe-Schuckert-Union avec 517.000 marks ; c'est ainsi que fut réalisée, par l'entente entre sociétés productrices de matières premières et sociétés de l'industrie du finissage et de l'électrotechnie, un des plus puissants des trusts verticaux allemands.

Notons encore que des communautés d'intérêts règlent actuellement le contrôle des fabriques de sucre de l'Allemagne du Sud ; dans l'industrie de la bière et de l'alcool, citons l'entente intervenue entre la fabrique d'alcools de Breslau et la G. A.-B. Kahlbaun A. G. (1) et entre la Schultkeip-Batzenhofer A. G. (2).

Les cartels sont très populaires en Allemagne ; les industriels, nationalistes et socialistes fondent sur eux les plus grandes espérances ; les industriels parce qu'ils leur permettent d'organiser le marché allemand au mieux de leurs intérêts ; les nationalistes parce qu'ils comptent se servir de cette force d'organisation pour introduire avec les produits allemands sur le marché extérieur, l'influence de leur pays (3) ; enfin les socialistes y sont favorables parce que « cette combinaison assure aux ouvriers des salaires plus hauts et une condition meilleure et plus sûre » (4) et qu'elle correspond bien au mouvement d'intégration prévu par Marx, présage de la marche économique qui conduira au pouvoir le prolétariat (5).

(1) Répartition des bénéfices : 5/9 pour Breslau ; 4/9 pour Kahlbaum. La fabrique de Breslau changea son nom en Ostwerke A. G. avec 100 millions de marks de capital.

(2) Répartition des bénéfices : 30 % à la brasserie ; 70 % avec consortium de l'alcool, soit 38,89 % aux Ostwerke et 31,11 % à Kahlbaum.

(3) On peut constater par les nouveaux événements de la Ruhr l'unité de tendances entre l'industrie allemande et la politique du Reich.

(4) Hue, *op cit.*, *Attitude of German towards Trusts (Annals)*..., juillet 1912, 177). Cf. M. R. Calwer. L'organisation des cartels ne doit pas seulement être approuvée mais soutenue par le parti socialiste. *Op. cit.*

(5) Les prix minima fixés par les cartels ont cependant quelque peu ému les autorités. D'après Liefmann, il conviendrait que le bien fondé du prix fixé par le cartel fût apprécié par des commissions spéciales. Cette idée a été appliquée en ce qui concerne le « Syndicat forcé » (Zwangs-

Signalons en terminant que la sanction que le Syndicat Rheinan-Westphalien conserve sur les membres qui ne respecteraient pas leurs engagements consiste à inscrire sur un chèque déposé en blanc au siège du Syndicat la somme dont ce dernier se jugerait avoir été lésé...

b) *Le contrôle dans les sociétés de personnes.*

Rôle du gérant.

Les sociétés dites de personnes sont les sociétés constituées « *intuitu personæ* », c'est-à-dire en considération de la valeur des individualités qui les composent. Elles reposent sur la confiance qu'inspirent à l'associé soit les ressources financières, de son ou de ses coassociés, soit leur valeur de technicien ou d'administrateur. Ces sociétés se divisent en deux types juridiques : les sociétés en nom collectif où tous les associés répondent sur l'intégralité de leur patrimoine des dettes sociales, et les sociétés en commandite où les associés se trouvent divisés en deux groupes : le groupe des associés en nom ou commandités tenus dans la même mesure que les associés en nom collectif et celui des associés anonymes ou commanditaires qui ne sont tenus envers les créanciers que jusqu'à concurrence de leur commandite (1).

La vocation à diriger des sociétés, c'est-à-dire d'en exercer le contrôle, n'appartient qu'aux associés en nom, à l'exception des commanditaires. Ce principe est sanctionné par une jurisprudence constante qui interdit au

Syndikat) de l'industrie de la potasse et les autres organisations de vente créés par le gouvernement allemand pendant la guerre ; on a établi un « *Reichskohlenrat* » (Conseil du charbon) et un « *Reichkalirat* » (Conseil de potasse). Devant la difficulté de la tâche de cette commission, par suite des grandes variations de prix, on estime qu'il y a de plus en plus nécessité d'évaluer plus exactement les frais de production afin d'obtenir une base plus solide pour la réglementation des prix. V. p. 262.

(1) V. sur les sociétés les ouvrages généraux : Lyon-Caen et Renault, II, 1450 ; Thaller et Pic, I, 4450 ; Arthuys, 2150, Wahl, *Précis de droit commercial*, 419 et suiv.

commanditaire, sous peine d'être rendu responsable du passif de l'entreprise, de s'immiscer, à quelque titre que ce soit, dans les affaires sociales et de faire acte de gérant.

Il nous faut maintenant examiner si le contrôle est toujours exercé par un conseil d'associés ou s'il n'est pas possible de trouver, parmi ceux-ci, celui qui détient en réalité le contrôle de l'entreprise.

Les statuts des sociétés en nom collectif règlent le plus souvent les rapports entre associés et leurs attributions respectives. Ce départ d'attributions peut être ferme et décider que seul un associé ou un tiers représentera la société vis-à-vis du public et aura, à cet effet, la signature sociale. Souvent, par contre, il sera simplement stipulé que les associés auront tous les deux la signature sociale et engageront valablement la société par leur seule signature jusqu'à concurrence d'un chiffre donné, mais que l'un des associés s'occupera plus spécialement de traiter avec les tiers et que l'autre aura pour principale fonction d'établir les comptes et de régler les questions d'ordre intérieur.

Enfin, dans une dernière hypothèse, les statuts ne se prononcent pas sur les pouvoirs de gérance ; dans ce cas, la jurisprudence interprétant la volonté des parties estime que les associés ont entendu se donner le pouvoir réciproque de diriger et d'administrer la société. La situation des associés en commandite simple est souvent simplifiée par ce fait qu'il n'existe souvent qu'un associé en nom et par suite une seule personne en droit de diriger l'entreprise.

Dans ces différentes hypothèses, le contrôle économique appartient au gérant, c'est-à-dire à l'associé, au tiers, ou aux associés qui possèdent la signature sociale et le pouvoir de traiter avec les tiers.

Leur pouvoir de contrôle sera plus ou moins solide suivant leur qualité d'associé ou de tiers et suivant l'époque à laquelle la gérance leur aura été confiée.

Si le gérant, associé, a été nommé dans l'acte de société,

il est en principe irrévocable (1), sauf dispositions statutaires contraires (2) ou décision du tribunal (3). Son pouvoir de contrôle est donc définitif et sans appel. Par contre, si le gérant statutaire n'est pas un associé (4), ou s'il est nommé par un acte postérieur à la formation de la société, il est révocable *ad nutum* comme tout mandataire (5) (art. 2005 C. civ.).

Il ne faudrait pas toutefois déduire de ce principe que le mandat conféré au gérant non associé, postérieurement à la constitution de la société, étant essentiellement révocable celui-ci ne possède pas le contrôle de la société ; en effet ce gérant puise dans le contrat qui le lie à la société, des pouvoirs qu'on ne peut lui enlever sans raisons sérieuses. S'il a le devoir d'administrer loyalement la société dont la gérance lui est confiée, il possède des droits vis-à-vis d'elle tant qu'il n'a pas enfreint cette règle de loyauté et tant que par sa négligence ou son impéritie il n'a pas compromis l'équilibre économique de la société.

Certes, la société peut toujours le révoquer, mais à ses

(1) Le gérant statutaire associé ayant participé au contrat de société sa révocation constituerait une violation du pacte social, pacte dont les parties se sont engagées à respecter les stipulations. Besançon, 21 juillet 1900 ; Henri Japy c. Société Japy (*J. Soc.*, 1901, 164), Trib. comm. Lyon, 7 janvier 1907 ; Marimurat c. Biolette (*Rev. Soc.*, 1904, 467). — En ce sens : Thaller, (4^e édit., 399 ; Laurent, XXVI, 132 ; Pic, I, 132. — Cp. Code de comm. hongrois, art. 7 a ; espagnol, art. 132 ; portugais, art. 155-156 ; Code civil allemand, art. 712, V. art. 1856, Code civil.

(2) Les parties peuvent valablement stipuler que le gérant sera révocable et déterminer les conditions et la procédure de cette révocation. Cass. civ., 25 novembre 1872 ; Bouquet c. Reboison et Petit. (S., 1873.1. 385.) ; 8 mars 1892 ; Verstraet. Englehom Hoff, Martigny (S. 1896.1.509). V. Troplong II, 669 ; Pont, 506 ; Beudant, *Rev. critique*, 1867, 417.

(3) Les associés peuvent demander en justice la révocation du gérant, du moins s'ils ont des causes légitimes de l'obtenir. Besançon, 21 juillet 1900 précité ; Lyon, 21 décembre 1909 (*Moniteur*, 1^{er} février 1910).

(4) Le gérant statutaire non associé tient ses pouvoirs d'un contrat de mandat distinct du contrat de société. Cp. art. 1856 C. civ.

(5) En ce sens, Paris, 31 janvier 1901 (*Rev. soc.*, 1901, 323.) — Cass., 28 avril 1863 ; Boeuf c. Salesse (S., 1853.1.383).

risques et périls et si le tribunal juge que les associés ont agi légèrement en disposant de leur gérant, il pourra octroyer à ce dernier, à titre de dommages-intérêts, une somme correspondant au préjudice causé (1).

La jurisprudence a eu maintes fois à se prononcer sur de semblables questions ; elle décide généralement que le gérant, s'il ne lui est pas possible, en vertu des principes du mandat de conserver sa place, malgré l'opposition des associés, peut néanmoins exiger une réparation civile toutes les fois que ces derniers ne peuvent justifier leur révocation par une raison sérieuse.

Dans l'association en participation, nous retrouvons l'application des mêmes principes. Mais comme ces sociétés, occultes par leur nature même, ne sont jamais en relations avec les tiers que par leur gérant dont le rôle est et doit rester ignoré (2), et que la désignation de ce gérant ne peut être que statutaire, c'est-à-dire qu'elle est subordonnée au consentement unanime des participants (3), consentement également exigé pour la révocation par application des mêmes principes (4), nous voyons que le gérant de ces sociétés possède dans sa plénitude le pouvoir de contrôle.

(1) Sur le principe, V. Baudry et Wahl, *Du Mandat*, 812 et suiv.

(2) V. la loi du 24 juin 1921 qui codifie les principes unanimement admis par la jurisprudence. V. aussi l'étude de M. Bastide, *l'Association en participation*. Si les associés non gérants se présentaient aux tiers comme associés, la participation perdrait son caractère pour faire place à une société en nom collectif de fait.

(3) Pont, II, 1843 ; Poulle, *Traité théorique et pratique des associations en participation*, 204 ; Lyon-Caen et Renault, II, 1063.

La majorité des associés ne peut y procéder au cours de la participation, car on ne peut concevoir les droits de la majorité que « dans un groupement constituant un organisme indépendant doué de personnalité ». « Bastide, précité. » Cet organisme n'existe pas. L'association en participation ne comprend, en effet, que des individualités, réunies en une fois seulement, dans une assemblée constitutive.

(4) La jurisprudence qui s'est prononcée sur ce point estime que le contrat qui lie les participants ne peut être modifié que par le consentement de tous ceux qui l'ont conclu. Trib. comm. Lyon, 7 janvier 1904 ; Murmurat et autres c. Bioletti (*Rev. Soc.*, 1904, 467).

Ces brèves considérations nous dictent les conclusions suivantes : le gérant d'une société de personnes, alors même qu'il n'est pas gérant statutaire, dispose pendant la durée de son mandat du pouvoir de contrôler les forces économiques de la société ; et si le mandat qui lui est confié par les associés est, dans les cas que nous avons examinés, révocable *ad nutum*, il n'en demeure pas moins vrai que dans la grosse majorité des sociétés de personnes, le gérant constitue bien la tête économique de l'entreprise.

Contrôle du gérant d'une société sur d'autres sociétés.

Le gérant d'une société peut également être gérant d'une autre société lorsque les statuts ne contiennent aucune disposition contraire (1).

Cependant, comme il est interdit aux associés et spécialement à un associé apporteur en industrie, comme l'est le gérant, de faire concurrence à la société (art. 1847 et 1859, 2^o C. civ.), celui-ci ne pourra contrôler légalement comme gérant une autre entreprise s'il est estimé par les juges du fait (qui ont sur ce point un pouvoir souverain (2)) que la gérance commune n'est pas établie sur deux sociétés rivales. La question ne se présentera pas le plus souvent, puisque le gérant aura justement pour rôle de faire adopter une politique économique commune aux deux sociétés.

Le contrôle dans les sociétés de capitaux.

I. — SOCIÉTÉS EN COMMANDITE PAR ACTIONS

Nous retrouvons, dans la société en commandite par actions, mais sous une autre forme, les deux pouvoirs que nous avons signalés dans les sociétés en commandite

(1) Cass. Req., 4 décembre 1854; Legrenier c. Decolons (S., 1856.1.592).

(2) V. Pic., I, 147.

simple : d'une part les commanditaires (ici les actionnaires), d'autre part l'organe directeur dirigé par le ou les gérants. Les règles de défense d'immixtion des commanditaires actionnaires et des droits acquis par le gérant en vertu de son contrat trouvent ici les mêmes sanctions et nous nous contenterons de renvoyer aux conclusions que nous avons précédemment formulées.

II. — SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

A) FORMES DE CONTRÔLE COMMUNES AUX SOCIÉTÉS EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

1^o *Contrôle par possession d'une majorité de capital.*

Nous venons d'examiner comment les dirigeants d'entreprises peuvent remettre en totalité ou en partie le pouvoir de contrôle qu'ils possèdent aux mains d'organisations dont le but consiste, en unifiant les tarifs et en supprimant la concurrence, à permettre aux sociétés de réaliser des bénéfices certains.

Nous allons maintenant nous demander si, en dehors de cette forme de contrôle conventionnelle totale (c'est-à-dire concernant l'ensemble de la politique économique de la société) ou fragmentaire (c'est-à-dire concernant seulement un des chapitres de son activité économique), il n'en existe pas d'autres établies sur des bases juridiques stables ; en un mot quels sont les moyens ordinaires dont disposent les actionnaires pour parvenir au contrôle d'une société.

Le contrôle d'une société est normalement obtenu par la possession d'une majorité de capital ; l'action envisagée dans ses éléments de droit commun donne en effet à l'actionnaire qui en est possesseur : 1^o une vocation au contrôle de la société proportionnelle à l'intérêt qu'il y possède ; 2^o un droit aux dividendes.

On peut donc affirmer qu'en principe l'actionnaire qui possède la majorité des actions d'une société aura, ou plus exactement pourra avoir, s'il le veut, le contrôle de cette

société. Mais s'il est possible à une personne de posséder dans une société déterminée un pouvoir de contrôle établi sur ces bases, il paraît bien douteux qu'elle possède les moyens financiers suffisants pour étendre personnellement ce contrôle à plusieurs grosses entreprises (vu le chiffre de capitaux investis).

L'organisation sociétaire actuelle prouve d'ailleurs que ce principe est vérifié. Les fondateurs ou principaux actionnaires des sociétés d'affaires dominant un nombre souvent considérable de sociétés, mais c'est alors indirectement par les participations que possède la société dont ils se sont rendus maîtres dans des filiales et établissements divers.

C'est ainsi que se sont constitués les groupements auxquels on donne selon les pays les noms de « Holding compagnies », « Consolidations », « Kontrollgesellschaft », et pour lesquels la France ne possède encore que des expressions de bourse comme « consortiums », « omniums » (1).

La société qui domine les autres prend la dénomination de société mère, « parent corporation » ou « Effektenhaltungsgesellschaft ».

(1) « L'Omnium, dit M. Camille Rosier, est une société centrale qui achète la majorité des actions dans chaque entreprise particulière et acquiert ainsi la haute main sur leurs conseils d'administration. En fait, les seules actions qui circulent à la Bourse sont celles de la Société centrale; les titres des filiales ou les sociétés contrôlées restent dans les caisses de la Société. » *Op. cit.*, 436. Elle constitue plus exactement qu'une société commerciale, une banque d'affaires. Cette définition ne nous semble pas satisfaisante, car le sens précis que donne l'auteur, au mot Omnium, n'est pas généralement admis.

En langage de Bourse, on entend principalement par Omnium la société qui rachète pour un temps déterminé, en vue de la spéculation, des titres de sociétés diverses; on parle également d'Omnium au cas où une société détient la majorité des actions d'une autre société dont les titres restent cependant cotés en Bourse.

Le consortium n'a pas également de sens précis; tantôt il signifie l'organisation sociétaire qu'imposa pendant la guerre le gouvernement à certaines sociétés auxquelles il conférait un monopole dans la vente de certains produits; tantôt et principalement il signifie la simple entente entre groupements financiers, qui se lient pour des opérations déterminées.

Observons tout de suite qu'il faut bien distinguer la forme pleine de la « Holding Cy », c'est-à-dire d'une société possédant sur les sociétés filiales qu'elle a créées un pouvoir de contrôle absolu par la possession en portefeuille de la majorité ou de la totalité de leurs actions, et les participations qui tendent soit à acquérir petit à petit le contrôle de la société rivale convoitée, soit simplement un droit de vue sur celle-ci (1). Il n'est pas de société importante qui ne possède quelques participations ; par contre, il est peu de sociétés dont l'unique objet consiste à rassembler dans leur portefeuille des actions de sociétés déterminées.

En général, les sociétés, en même temps qu'elles poursuivent leur but social, usent soit de capitaux disponibles, soit de réserves qu'elles ont spécialement constituées (2), pour agrandir le champ de leurs opérations, adoucir la concurrence en absorbant les entreprises rivales ou se constituer des sûretés financières dans des domaines différents.

Quel que soit d'ailleurs le but poursuivi, un seul fait nous intéresse ici, c'est la possibilité pour la société, soit de prendre une part d'influence dans une autre société, soit de la contrôler effectivement par la possession de la majorité de son capital-actions correspondant normalement à la majorité des voix.

Les « Holding Cy » ou groupements similaires poursuivent le même but que celui auquel se proposaient d'arriver les ententes, mais ici on tente d'y parvenir par une formule stable, permettant à la société qui possède le contrôle de conserver celui-ci aussi longtemps qu'elle le voudra ; ce but, c'est « de se préparer d'étroites relations, de créer

(1) Si une entreprise ne possède dans une autre entreprise qu'une faible participation, c'est pour y jeter un regard... Liefman, *op. cit.*, p. 194.

(2) V. sur ce point spécial la très intéressante thèse de M. Denys Prunet, *la Politique de réserves dans les Sociétés allemandes par actions* (1919).

une certaine compensation de risques, de s'assurer un partage des débouchés, de fournir des nouvelles méthodes de production à cette entreprise ; des brevets et autres choses semblables, etc..., surtout d'atténuer les oppositions d'intérêt » (1).

Il est le plus souvent réalisé de la manière suivante : les entreprises sociétaires jusqu'ici concurrentes se groupent et s'entendent pour décider la formation d'une société chargée d'acquérir la majorité de leurs actions. « Celle-ci assurera désormais le pouvoir d'action et de contrôle, la trésorerie de ses filiales, en leur consentant des prêts, en souscrivant leurs obligations, en participant à leurs augmentations de capital ; celles-ci se procureront elles-mêmes les fonds nécessaires en émettant de nouvelles actions ou des obligations (2). »

Nous ne possédons pas en France d'organisations sociétaires de la grandeur de la *Standard Oil* ou du groupe Stinnes ; cependant un essai intéressant fut tenté en 1887 par le Syndicat Secrétan.

L'objectif de ce syndicat était de relever et de stabiliser le prix du cuivre, en proportionnant la production universelle aux besoins de la consommation ; de transporter en France le marché de ce métal et de dégager ainsi le marché cuprifère continental de l'influence ruineuse de la spéculation anglaise (3).

A cet effet, le syndicat acheta sur les marchés de Paris et de Londres toutes les valeurs de cuivre qu'il put trouver.

Malheureusement pour le pays, cette manœuvre aboutit à un crack retentissant dont le souvenir a nui longtemps aux entreprises de quelque envergure qui ont cherché à se constituer. C'est qu'en achetant ainsi les titres disponibles,

(1) Liefmann, *op. cit.*

(2) C. R., *op. cit.*, 437.

(3) M. E. Théry, *op. cit. Le siècle du cuivre. (Economiste européen, 1899.)*

le syndicat les faisait monter à des prix inconnus ; le cuivre augmentait et les entreprises qui avaient cessé de travailler par suite de la pauvreté de la vente trouvaient dans cette hausse une cause de résurrection ; à mesure que le syndicat absorbait des titres, des titres se réhabilitaient ou prenaient naissance... aussi ce dernier, faute de disponibilités, dut-il lâcher prise, d'où un effondrement plus rapide que ne l'avait été l'ascension.

Cet essai d'ailleurs était conçu sur une faute économique flagrante ; l'achat jusqu'à l'absurde de titres en hausse ne peut qu'enfler cette hausse et rendre toute possibilité d'absorption absolument inefficace. Le seul moyen d'arriver à ce résultat est, comme l'a fait Rockefeller en 1898, de créer une panique sur le marché, de faire baisser les titres et de les acheter à vil prix ; par la suite les prix remontent conformément à leur valeur véritable et le syndicat gagne non seulement la différence des taux, mais il a pu acquérir à des conditions profitables, sinon honnêtes, le contrôle des entreprises (1).

Signalons, comme société réalisant bien le type de la « Holding Cy », la Société centrale de Dynamite qui contrôle la plupart des entreprises de fabrication d'explosifs existant en France ; la Société des Caves réunies qui, soit par fusion, soit par achat d'actions, est parvenue à monopoliser la production du Roquefort (2).

Le Creusot possède des participations plus ou moins considérables et contrôle en fait la majeure partie des sociétés suivantes : la Société Normande de Métallurgie,

(1) Une manœuvre semblable nous paraît nettement relever du tribunal correctionnel ; il faut bien avouer cependant que ces moyens sont de pratique courante en Bourse sur une petite échelle, mais avec une égale sûreté. V. sur ce syndicat, Laur, *De l'Accaparement*. Lévy-Ullmann, p. 232, en note.

(2) En 1910, la Société des Caves réunies acheta la Société civile et la Compagnie Mialare ; elle prit également 8.000 actions sur 12.800 de la fusion de la Société nouvelle et de la Société des Etablissements Rigal. V. Gaston Lévy et Paul Renadier, *le Mouvement socialiste*, 1912, 107.

l'Union Européenne (qui possède des intérêts en Tchéco-Slovaquie) ; les Chantiers de la Gironde (qui ont absorbé la Normandie de Constructions navales) ; les Ateliers et Chantiers de Bretagne : la Somua (Société d'outillage mécanique et d'usinage d'artillerie) ; les Moteurs à Gaz et Industrie mécanique ; les Etablissements Delaunay-Belleville ; les Etablissements de Dion-Bouton (1) ; la Compagnie Marocaine des Usines Skoda (Tchéco-Slovaquie).

Les Consolidations anglaises emploient le même procédé : contrôle des sociétés concurrentes grâce à la possession de la majorité des actions (2).

Aux Etats-Unis, la « Holding Cy » est venue prendre la place du « Trust » (3) et s'étend à tous les domaines de l'activité économique du pays. Les exemples les plus fameux de cette organisation sont les deux sociétés géantes United States Steel Corporation et Standard Oil Cy.

Le Trust de l'acier groupe aujourd'hui 15 sociétés métallurgiques qui représentent 60 % de la production du métal (4). Son contrôle est rendu effectif par la possession du capital-actions de ces sociétés (5) ; il représente le plus puissant essai d'intégration verticale qui ait été jusqu'ici tenté (6). Son capital s'élevait en 1920 à un milliard de dollars et à plus de 500.000.000 de dollars d'obligations.

(1) Dans cette dernière société le Creusot a souscrit pour 20.000.000 de francs d'actions.

(2) Les consolidations les plus typiques de l'Angleterre étaient en 1901 : J. P. Coats ; The Brad for Dyens ; The Fine Cotton Spinner's and Doublers ; The Wall paper Manufactur's. — The Cement Makers, etc. V. Dolleaux, 287, d'après Macrosty (lettre à M. Tenney, 23 décembre 1901). *Adde* : London Underground Electric Railway. Il en est qui finirent dans un échec retentissant : la Salt Union (1888), l'United Alkal Co (1891).

(3) Where the Trust form was forbidden to these Monopolies, they resorted to the Holding corporation, but the « Name Trust » persisted.

(4) V. C. R., *op. cit.*, p. 399 ; V. égal. Girault, 1470 et suiv.

(5) Schowb W. F. Willoughby, *la Corporation de l'acier*, p. 36.

(6) La Société extrait elle-même, fait les semi-produits et les produits fabriqués en tous genres. Elle possède ses moyens de transport

Le Standard Oil of New Jersey Holding Cy a tout le groupe de 50 sociétés sous son contrôle. Le « Board of Directors » possède les actions des sociétés filiales qui elles-mêmes contrôlent une foule de sociétés (1). Il se forme ainsi un contrôle par échelons qui est la forme juridique la plus perfectionnée et la plus puissante des phénomènes d'intégration (2).

On pourrait citer comme « Holding » Cy bien d'autres sociétés américaines : The United Cigar Stones ; The Amalgomated Cooper (3), le Commercial Cable (Nockay Cy) (Canada) ; The Borax Consolidated (4), etc. ; mais ces exemples sont tous tirés du même type juridique de contrôle et nous ne pouvons nous y attarder.

Les « Holding C^{ies} » ont fait l'objet de discussions pas-

propres ; ses services administratifs techniques et commerciaux.

En 1920 son contrôle s'étendait sur : 145 usines ; 124 hauts fourneaux ; 38 convertisseurs ; 333 fours Martini ; 699 laminoirs ; 22 fonderies ; 30 ateliers de galvanisation ; 20 ferblanteries ; 130 mines de fer ; deux ports sur le lac Supérieur, des concessions houillères diverses ; des concessions de pétrole ; 993 milles de voies ferrées exploitées ; 1.470 locomotives ; 63.000 wagons ; 23 navires ; 89 steamers ; 236 chalands.

(1) C'est ainsi qu'au Pérou la Standard Oil a fait racheter par ses filiales les actions de quatre des plus grandes sociétés pétrolifères anglaises. V. Lepoutre (*Rev. Ec. Intern.*, 1921, I, 933). Elle est affiliée en Colombie à The Cartagena Oil Refining Cy ; en Roumanie à la Romana America ; en France à la Société commerciale des produits pétrolifères ; à l'Economique, à la Standard Franco-Américaine, etc... V. pour toutes précisions, Lespagnol de la Trameyrie, *la Lutte mondiale pour le pétrole* (Thèse, 1921).

(2) Signalons, sans pouvoir entrer dans de multiples exemples, que 140 Holding C^{ies} contrôlent les sociétés d'électricité, de gaz et de transports. Des 2.112.000.000 de dollars d'actions émises par les sociétés d'électricité, environ 82,5 % sont détenues par ces Holding C^{ies}, des 1.320.000.000 de dollars des sociétés de gaz, 66 % et des 4.043.000.000 de dollars des sociétés de transports, environ 81,4 %.

(3) Cette société possédait en 1904 : 75 % du capital actions de l'Anaconda ; 65 % du Parrot ; 7 % de la Boston and Montana, la totalité des actions du Washre et du Colorado. V. à Sayous, *les Trusts américains* (*Rev. d'Ec. pol.*, 1904, 317).

(4) Cette société monopolise la production du borate brut. Elle possède des sources et des raffineries de borate dans toutes les parties du monde. V. Dolleans, 295.

sionnées aux Etats-Unis ; on a cru pouvoir en 1912 les déclarer illégales non tant pour leur forme que pour le but qu'elles se proposaient de réaliser : « *Restrain the Trade* », mais, en fait, l'arrêt de la Cour n'a pas nui à leur développement et on estime généralement qu'elles forment un moyen précieux de placer au service d'une direction américaine et de buts américains des capitaux étrangers (1).

En Allemagne, le mouvement de concentration industrielle s'est souvent servi du mode de contrôle par possession d'actions à droit de vote multiple qui fera l'objet de notre prochain chapitre. Mais il ne faudrait pas exagérer la portée d'une innovation qui a surtout pour objet de protéger les nationaux allemands contre l'invasion des capitaux étrangers, le contrôle par possession d'une majorité d'actions reste le droit commun et la pratique courante.

Les plus fameuses des « *Kontrollgesellschaften* » sont sans contredit les sociétés de cet ordre détenues par le groupe Stinnes.

Ce groupe, dont l'hégémonie envahissante se répand non seulement dans toutes les branches de l'activité économique allemande, mais encore en Autriche, en Roumanie, en Suède, en Hongrie, en Yougoslavie, contrôle plus de 120 sociétés (2).

(1) V. dans ce sens J. K. Wynn (*Annals of the American Academy*, 1912, 125). « In this manner money from the whole world is gleaned and transmuted into american value to pay american laborat American wages and to build up American Commerce », p. 133.

(2) V. *Hugo Stinnes*, par Bruckmayer (trad. Marciano), 107 et suiv.

Rappelons en quelques mots les origines de cette puissance : Au commencement du siècle Stinnes édifie la Deutsche-Luxemburgische (Bochum) au capital de 25 millions de marks. Le nouveau groupe s'intéresse à la Société minière de la Sarre et de la Moselle et s'y assure le charbon par l'entreprise de Differdingen (Luxembourg).

En 1910, capital 60 millions de marks. Presque aussitôt, la Deutsche Luxemburgische s'adjoint les aciéries de Dortmund (hauts fourneaux, fonderies, tréfileries, fabrique de wagons, etc.), contre-partie westphalienne de sa production luxembourgeoise.

Elle acquiert en même temps une participation importante à la Société

On sait qu'Hugo Stinnes place comme pilier de toute l'Economie : le charbon, les transports, la navigation fluviale. Mais il ne faudrait pas s'imaginer qu'il a cherché à intégrer ses forces dans ces limites. Le Trust Stinnes a ceci de particulier qu'il s'étend à tous les domaines économiques et même politiques ; à côté des entreprises minières et métallurgiques qui constituent le fonds de sa puissance, il contrôle des sociétés d'édition (1), des journaux et revues (2), des sociétés hôtelières (3), des agences d'information (4), des entreprises foncières (5), des sociétés

minière de Mulheim-Rhur (5 millions de tonnes de charbon par an, 5 hauts fourneaux, fonderies, aciéries).

En 1911, elle se lie aux Nordseiwerte d'Emden, qui sont eux-mêmes intéressés à plusieurs sociétés productrices de houille et de sous-produits et à de nombreuses compagnies de navigation fluviale et maritime.

Voilà pour la métallurgie. Stinnes a procédé de la même façon pour la navigation.

Il entre pendant la guerre dans les Sociétés Woermann Ost Africa ; il noue des relations avec la Hamburg America, le Norddeutscher Lloyd ; en 1917 il fonde la Société Hugo Stinnes pour la navigation maritime ; en 1918 il acquiert une participation à la Deutsche Americanische Petroleum A. G. de Hambourg.

A l'étranger, le Trust est relié à des Sociétés électro-chimiques de Barcelone, de Bucarest, de Stockholm, de Joannishurg et de Buenos-Aires.

V. *Le Temps* du 20 septembre 1922, *op. cit.*

(1) Notamment Buxentein, imprimerie berlinoise ; Reimar, Scherl ; Steyermael (éditeur autrichien). — *Adde* pour l'exploitation des celluloses et du papier l'A. G. M. B. H. Buch und Zellstoffgenverbe Hugo Stinnes ; une autre usine également à Königsberg.

(2) Notamment *A. Zest* (Budapest), quotidien ; *Deutsche Allgemeine Zeitung* (bi-quotidien) ; *Deutsche Zeitung* (bi-quotidien) ; *Die Gartenbaure* (Revue) ; *Goeteborgs Handels Tidning* (Suède) ; *Gazette de la navigation et du commerce de Goteberg* ; *Königsberg Allgemeine Zeitung* (Königsberg) ; *Loxulanzeiger* (Berlin) ; *Magyarorszag* (Budapest) ; *Muenchen Augsburger Abendzeitung* (Munich) ; *Muenchener Neueste Nachrichten* (socialiste libéral) *Neues Wiener Abendblatt* (Vienne) ; *Pesti Nalo* (Budapest) ; *Der Tag* ; *Taegliche Rundschau* (Berlin) ; *Die Woche* (Revue).

(3) Not. Hamburger Verkehrs ; Thuringer Hotel ; Betriebsgesellschaft (Thuringe).

(4) Not. Ottoma Strauss ; Telegraphen Union.

(5) Not. Bodengf Ellschaft (Belgique).

pétrolifères (1), des fabriques d'automobiles (2), etc...

Il est remarquable de constater que le système de la « Holding Cy » semble prendre la place en Allemagne des cartels ou communautés d'intérêts qui constituaient antérieurement à la guerre la base de l'organisation de l'économie nationale allemande (3). En ces temps de prodigieuses variations dans la valeur de l'argent et dans les prix, précise avec force Liefmann, dans cette période d'inflation, le problème qui tend à adapter la production à l'écoulement perd de son importance. Il y a écoulement autant qu'on peut produire puisque chacun compte avec la continuation de la hausse des prix et que le cours des changes favorise l'exportation... La structure interne des entreprises doit changer; la grosse question est de se procurer des capitaux, de conclure des incorporations financières, d'arrêter des participations. L'économie politique en Allemagne est devenue plus spéculative... elle s'est américanisée... (4).

Le plus parfait des consortiums allemands a été réalisé dans la construction des moulins. La firme commerciale d'Hugo Greffenius, fondée en 1920 (5), à Francfort, a d'abord acquis une entreprise de ce genre, puis avec l'aide de banques elle s'est assuré le contrôle des quatre grosses entreprises allemandes. Comme société de contrôle pour toutes ces entreprises elle a créé en 1921, la Mühlenbau-Industrie A. G. (Miag) avec 16 millions de marks dans

(1) Deutsch Amerikanische Petroleumgesellschaft (Hambourg).

(2) Not. Loeb (Berlin).

(3) Autrefois, dit M. Beckerath, les cartels et les syndicats étaient les meilleurs moyens pour adapter la production à l'écoulement. Aujourd'hui cette organisation est en recul et tend à être remplacée par les consortiums ou les grandes entreprises unifiées.

(4) On peut considérer cette évolution comme une marche vers une intégration personnelle, une monarchie du capitalisme.

(5) L'A. G. Greffenius est actuellement une simple société à bail (Pachtungsgesellschaft). Le capital-actions est entre les mains de la famille Greffenius ; elle n'a qu'un capital de 4 millions de marks.

laquelle furent apportées les actions possédées par Greffenius conjointement avec la Banque Nationale. En novembre 1921, le capital fut porté à 32 millions ; en même temps on décidait l'émission de 32 mill. de marks d'obligations 5 % garanties par le dépôt de 51 % du capital-actions des cinq sociétés. Les autres actions de la Miag sont aux mains de la firme Greffenius qui, par ces participations en échelles, contrôle avec un minimum de capital toute l'industrie allemande des moulins.

Citons encore les deux plus importants consortiums de l'électrotechnique, l'A. E. G. et Siemens et Halske.

L'Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft s'est incorporé par les formes de contrôle les plus diverses (communautés d'intérêts, fusions, participations) des entreprises qui ont toutes cependant un rapport avec l'industrie électrique : machines, caoutchouc, fils, cuivre, aluminium, automobiles ; elle a absorbé le grand consortium Felten et Guillaume-Lahmeyer-Werke ; auparavant elle avait fusionné, avec l'Union-Elektrizitäts Gesellschaft. Elle se trouve par cette dernière en relation étroite avec le Löwe-Ronzerm, lui-même tête de consortium et en rapport avec le groupe des fabriques des poudres et dynamites, d'armes et de munitions et avec la firme Krupp.

En 1919-1920, l'A. E. G. trouva encore sa puissance accrue par l'adjonction de la fabrique des lampes incandescentes : Deutsche Gaszühlicht Gesellschaft. En 1921, elle établit une communauté d'intérêts avec les établissements Linke Hofmann (wagons et machines) ; son capital fut porté à 1.100 millions de marks (1).

L'A. E. G., ne pouvant pas fixer dans la création de filiales le capital dont elle avait besoin pour sa production, eut recours à un procédé employé notamment dans les sociétés de construction de voies ferrées ; elle s'incorpora des entre-

(1) *Adde* : bien d'autres participations moindres. V. Liefmann auquel toutes les précisions que nous avons données ici sont empruntées.

prises qui prirent possession des effets créés par elle conjointement avec les banques : Übernahmengesellschaften (1). Les actions et obligations de ces dernières furent portées devant le public ; de cette façon la société et les banques rentrèrent en possession de leurs capitaux.

Le consortium Siemens et Halske a été fondé par la réunion des deux firmes Siemens et Halske et Schukert ; ces sociétés cédèrent une grande partie de leur production à une société particulière, la Siemens-Schubert-Werke. Ce consortium fait partie de l'Union Siemens-Rhein-Elbe-Schubert sous la direction de Stinnes.

Signalons dans l'industrie textile le grand consortium Blumenstein-Simon, et plus anciennement le Powder Trust (2) ; la German Potash Industry (3), etc...

Concluons de cet exposé sommaire :

1^o Que la possession de la majorité du capital d'une société donne normalement le contrôle de celle-ci ;

2^o Que la possession d'une partie du capital d'une entreprise donne seulement en principe un droit de vue sur ses agissements ;

3^o Qu'il existe des sociétés, consortiums ou autres dénominations dont le rôle consiste uniquement à gérer le portefeuille qu'elles se sont constitué. Elles forment un conseil d'administration au-dessus des conseils d'administration (4).

(1) On les appelle également Finanzierungsgesellschaften. Ex. : Gesellschaft für elektrische Unternehmungen ; Bank für elektrische Unternehmungen ; Treuhandbank für die elektrische Industrie ; A. E. G. Unternehmungen ; Elektro Treuhand A. G. ; Elektrizitäts G. (Lacmeyer et Co) ; Elektrizitätslieferungsgesellschaft ; Allgemeine Lokal-Und Strassenbahn A. G.

(2) V. Williams S. Stevens (*Quart. Journ. of Econ.*, 1911-12, 444).

(3) *German Potash Industry*, par H. Tosdal (*Quart. Journ. of Econ.*, 1913-1914, 140).

(4) On a souvent comparé la haute finance à une féodalité qui se constitue, aussi fermée, aussi avare de ses privilèges que l'était la noblesse d'épée. Nous voyons que cette idée n'est pas entièrement fantaisiste et qu'elle correspond bien à une réalité ; il se forme de véritables états économiques dans les Etats politiques et l'idée d'« Intérêt général » est visiblement battu en brèche par les intéressés particuliers.

Il nous semble intéressant de donner ici l'objet-type de ces dernières sociétés.

« La société a pour objet, disent les statuts d'un de nos consortiums récemment fondés :

« L'achat ou la souscription de toutes actions existantes ou à créer de la (*x* société) ;

« L'acquisition de tous titres, parts d'intérêts ou droits, quels qu'ils soient, dans toutes sociétés ou entreprises d'exploitation pétrolière ou se rattachant à l'industrie du pétrole, françaises ou étrangères, existantes ou à créer ; la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés ou entreprises poursuivant les mêmes buts ou permettant d'en assurer ou d'en faciliter la réalisation ; la demande d'obtention, l'achat, l'amodiation, la location ou la vente de toute concession ;

« ... Toutes opérations de banque et notamment tous prêts, avances et crédits à tous particuliers ou Sociétés.

« ... La Société pourra... créer toutes sociétés, faire tous apports à toutes les sociétés existantes ou à créer, opérer toutes fusions ou ententes avec elles, effectuer toute souscription, émission, achat et vente de titres ou droits nouveaux.

« La Société peut aussi, soit par elle-même, soit en créant à cet effet une ou plusieurs sociétés spéciales, réunir en vue d'assurer les droits des porteurs français, les actions ou obligations d'une ou plusieurs sociétés étrangères et délivrer en représentation de ces actions ou obligations des titres spéciaux dans les conditions prévues par l'article 30 de la loi de finances du 31 juillet 1920 ou par toutes autres dispositions législatives à intervenir. »

2^e Contrôle par possession d'une majorité de vote.

Le contrôle d'une société peut être obtenu non seulement par la possession d'une majorité de capital, c'est-à-dire de la participation prépondérante à l'entreprise, mais encore par la possession d'une majorité de vote non fondée

sur la prédominance des intérêts financiers dans l'entreprise.

S'il est de droit commun, en effet, dans chaque nation, qu'à unité de fraction de capital correspond une unité de fraction de droit de vote, puisque l'action se compose de deux éléments, le droit aux dividendes et le droit à l'administration de l'entreprise, on admet généralement (1) qu'il est loisible aux associés de déroger à ce principe et de décider que telle catégorie d'actions aura un droit de vote privilégié.

On arrive ainsi à donner x voix à une catégorie d'actions et $2x$, $3x$, etc., à une autre; le contrôle est aux mains des actionnaires qui possèdent ces actions privilégiées (2).

Nous distinguerons, dans notre exposé, les actions donnant droit à un vote multiple dans les assemblées générales et les actions donnant droit à un vote variable proportionnel au nombre des actions ordinaires ou de priorité représentées.

a) Emission d'actions à droit de vote privilégié lors de la constitution de la Société.

Les actions privilégiées sont le plus souvent prévues dans le pacte social même; leur rôle consiste alors à permettre aux fondateurs de s'assurer un contrôle ferme et durable sur la société qu'ils ont contribué à créer ou dont ils sont les principaux apporteurs. Il faut bien remarquer en effet qu'une société qui se développe est nécessairement amenée à faire appel à de nouveaux capitalistes qui lui fournissent les disponibilités indispensables à la réalisation des

(1) En ce qui concerne la question de la légalité des actions à droit de vote multiples. V. *infra*, Chap. v.

(2) Nous appellerons, au cours de notre étude, actions privilégiées : celles qui donnent un droit de vote privilégié aux porteurs; actions de priorité : celles qui donnent un rang ou un droit privilégié en ce qui concerne la répartition des dividendes; actions ordinaires : les actions normales ayant les mêmes droits quant au vote et quant aux dividendes.

projets conçus ; ces actionnaires possèdent normalement le même droit de vote que les anciens, proportionnellement au nombre des titres qu'ils détiennent. Les actions privilégiées ont pour but de permettre aux fondateurs de ne pas être submergés dans leur administration par les éléments nouveaux et de ne pas risquer de perdre la direction de leur entreprise parce qu'ils ont voulu en étendre les moyens et en multiplier les bénéfices.

Aussi le facteur personnel revient-il prendre dans la société anonyme une offensive à laquelle on s'attendait peu. Les actionnaires ordinaires donneront leurs capitaux parce qu'ils sauront souvent que tel groupe ou telle personnalité possède le contrôle de la société ; il y aura formation d'une sorte de commandite où les commandités n'auront qu'une responsabilité limitée.

I. *Actions à droit de vote plural (1).*

Les actions à droit de vote plural sont celles qui donnent à leurs titulaires un droit de contrôle sur la société égal à x fois celui que détiennent les actions ordinaires.

On appelle généralement actions A les actions privilégiées, actions B les actions ordinaires ou de priorité (2).

La quotité du nombre de voix attaché aux actions A est très variable ; elle va généralement de 2 à 20, mais peut atteindre 25 et 100 ; en tout cas, le nombre des voix représentées par les actions A est toujours établi pour constituer un chiffre supérieur à celui représenté par les actions B (3).

(1) V. sur cette question, Amiaud, *les Actions à droit de vote inégal*. Danos, *les Actions à droit de vote plural*.

(2) Dans le langage admis par la généralité des auteurs, action de priorité et action privilégiée sont deux expressions synonymes. Aujourd'hui où la création de certaines catégories d'actions jusqu'ici ignorées a nécessité la création de mots précis, il nous semble qu'il est aisé et clair de garder l'expression action de priorité aux actions donnant le droit de priorité sur le dividende et action privilégiée celle qui confère un privilège de tout autre ordre comme le droit de vote multiple.

(3) Nous avons fait un relevé des principales sociétés possédant en

Le développement de ces sortes d'actions est tout récent, puisque les premiers exemples datent de 1911 : Crédit

France des actions à droit de vote plural. Nous en donnons ici un bref aperçu :

Sociétés dont les actions A ont droit à 2 voix, les actions B ayant une voix : Société des Arts décoratifs sur bois ; Société intercontinentale des transports ; Etablissements Paul Oliveret C^o ; Compagnie Française des produits céramiques ; l'Oxydrique Française, etc.

Sociétés dont les actions A ont droit à 3 voix : la Cinématographie : 1.200 actions A et 2.800 actions B ; le Gnaff : 3.000 actions A et 7.000 actions B ; les Etablissements Dieny et Lucas.

Sociétés dont les actions A ont droit à 4 voix : la Soyeuse française.

Sociétés dont les actions A ont droit à 5 voix : Scieries et Menuiseries Rémoises ; Société des Editions de l'Esprit nouveau : 12 actions A et 88 actions B ; les Publications « politiques, économiques et financières » ; la Banque Française et Espagnole.

Sociétés dont les actions A ont droit à 9 voix : Etablissements Tissot.

Sociétés dont les actions A ont droit à 10 voix : Société Centrale des Banques de Province ; Crédit Français : 25.000 actions A et 100.000 actions B ; Société commerciale des Hydrocarbures : 7.500 actions A et 92.500 actions B ; Société Saint-Quentinoise de Crédit : 6.000 actions A et 5.400 actions B ; Société nouvelle de Port-Saint-Louis-du-Rhône : 7.000 actions A et 13.000 actions B ; Entreprise des grands travaux hydrauliques ; la Pologne Textile ; — Omnium du Sud-Ouest : 10 actions A et 90 actions B ; Omnium Français de l'Europe Centrale ; les Consommateurs de pétrole ; Société pour l'exploitation industrielle du pétrole ; Société de Naphte : 20.000 actions A et 180.000 actions B ; les Etablissements Guillaumin ; la Compagnie Européenne des papiers : 2.000 actions A et 14.000 actions B ; Etablissements J. Williams ; Union Européenne industrielle et financière : 15.000 actions A et 135.000 actions B ; Omnium France-Mexique ; Sucrerie coloniale ; Aciéries de Sambre-et-Meuse ; Société d'Entreprises Meunières.

Sociétés dont les actions A ont droit à 20 voix : Société d'Etudes de l'organisation et de la rémunération du travail ; Steacia Française : 23.000 actions A et 207.000 actions B ; Aux autos ; Groupe commercial et industriel ; Compagnie Standard Franco-Américaine : 2.000 actions A et 18.000 actions B ; Société d'Etudes économiques « La Coopération financière, commerciale et industrielle ».

Société dont les actions A ont droit à 25 voix : Société de propagande franco-roumaine.

Sociétés dont les actions A ont droit à 100 voix : Comptoir des combustibles d'Alsace et de Lorraine : 1.000 actions A et 11.000 actions B.

Ajoutons les diverses sociétés suivantes dont nous ne précisons pas l'écart des voix :

Etablissements Charles Tiberghien ; Société centrale des Industries

français; 1913: Société Centrale des Banques de Province; depuis 1918 le mouvement s'est amplifié de façon considérable et les parties se sont ingéniées à créer de multiples combinaisons ayant pour objet de donner à chaque actionnaire le maximum de garantie selon le but qu'il s'est donné en entrant dans la société.

Les actionnaires porteurs d'actions ordinaires ne recherchent que le gros dividende. Aussi les actions à voix multiples ne donnent généralement droit qu'à une deuxième répartition, lorsque les actions ordinaires ont été rémunérées. On trouve même un certain nombre de sociétés dans lesquelles les actions A n'ont droit qu'à un dividende de 6 % tandis que les actions B, actions de priorité, donnent un droit aux dividendes de 8 %. Dans le solde final la vocation aux superdividendes est généralement identique.

de l'Air Liquide et de l'Azote; Havraise Péninsulaire de Navigation à vapeur; Compagnie des Chemins de fer du Maroc; Société anonyme des Charbonnages de Millau; Banque de Bretagne; Société Industrielle et Forestière de l'Indo-Chine; Société anonyme des Etablissements Ph. Bonvillain et C. Ronceray; Compagnie des Transaériens de Tourisme et de Messageries (C. T. M.); Société Lyonnaise des Papeteries du Rhône; Docks Bragards; Société Industrielle de Chimie d'Extrême-Orient; Société anonyme de la Brasserie Karcher; Société fermière de Niederbronn (Alsace); Etablissements Zibell; Société Coloniale, Agricole, Commerciale et Industrielle; Société anonyme du Casino de Vichy; Société anonyme des Forges de Leval-Aulnoye; Etablissements Métallurgiques du Forez « J. Giry »; Société Française des Pétroles, Essences et Naphtes; Société Maritime et Commerciale du Pacifique (actuellement Société du Pacifique); L'Union du Commerce International; Tanneries de France; Société « L'Allobroge »; Banque régionale de l'Ouest; Banque régionale du Centre; la Soudure Autogène Française; Compagnie Oranaise des Chaux et Ciments; Société Commerciale, Industrielle et Financière pour la Russie; la Cotonnière de Saint-Quentin; Société Française des Travaux sous-marins; Société anonyme de Réassurances contre l'Incendie; Société anonyme des anciens Etablissements J.-Ch. Goguel et Compagnie; Société anonyme d'Oxygène et d'Hydrogène de Roanne; Société de Garantie de la Rurale; Société Toulousaine du Bazacle; Compagnie d'Electricité Industrielle; Compagnie Radio-France; Société anonyme des Etablissements Grammont; la Cinématographie Française; Société anonyme La Jersey Française Plage Idéale, etc., etc.

Les actionnaires possesseurs d'actions privilégiées tiennent surtout à conserver le contrôle de l'entreprise ; peu leur importe d'être rétribués en second ; ils placent leur personnalité en avant et se servent des actions de priorité pour attirer le public et lui montrer qu'il y a plutôt à gagner qu'à perdre en confiant son argent à de bons gestionnaires. On pourrait ajouter qu'en fait cette pratique ne change pas beaucoup le pouvoir de vote de l'actionnaire isolé, presque toujours illusoire, et que de toute façon son droit ne constitue qu'une simple satisfaction d'amour-propre.

Cette manière d'envisager les actions est la règle générale ; il est bon toutefois de noter qu'on trouve parfois des actions A possédant en plus du droit de vote privilégié un droit de priorité sur les dividendes. En d'autres cas, nombreux ceux-là, les actions A et les actions B sont constamment sur le même pied pour la répartition des bénéfices.

Stipulations diverses tendant à conserver aux actions A leur pouvoir de contrôle.

Les statuts des sociétés possédant des actions A et B contiennent souvent une série de stipulations de nature à empêcher les actions A de sortir du petit cercle des fondateurs qui les détiennent et, d'autre part, à permettre aux actions A de garder durant toute la vie de la société et malgré toutes les transformations leurs pouvoirs de contrôle.

La forme nominative est presque toujours exigée pour les actions A et elle doit subsister même après la complète libération des actions ou le délai de deux ans antérieurement auquel les actions d'apport ne sont pas négociables.

On décide selon la même tendance que la cession des actions A n'est pas libre et qu'elle ne peut être réalisée qu'après le consentement du conseil d'administration, juge absolu de sa décision, ou bien même que les actions A sont inaliénables.

Enfin, il est presque toujours décidé que les augmentations de capital ne seront effectuées que par la souscription à des actions de type B ou bien que les actionnaires possesseurs des actions A auront un droit de souscription privilégié aux nouvelles actions A et B.

Dans un ordre d'idées tout autre et pour bien montrer aux actionnaires que les actions A ne sont pas créées pour frustrer les possesseurs d'actions ordinaires de leur droit de contrôle et de surveillance sur les actes de la société, mais ont seulement pour but de permettre aux fondateurs d'avoir la haute main pour la « mise en marche » de la société, il est parfois stipulé que les actions A n'auront leur pouvoir de vote privilégié que durant x années, généralement vingt ou trente (1).

Ces observations nous imposent la conclusion suivante : lorsqu'il existe dans une société deux catégories d'actions, l'une composée d'actions privilégiées qui possèdent un droit de vote plural dans les assemblées ; l'autre composée d'actions de priorité qui ont droit aux dividendes avant toute répartition aux actions de la première catégorie, on peut considérer qu'il se constitue en fait une sorte de commandite avec cette différence essentielle que la responsabilité du commandité est limitée et qu'il n'est pas susceptible de voir son action contestée par l'assemblée des commanditaires (2).

On a voulu rapprocher la condition des porteurs d'actions B de celle des obligataires (2), mais une telle interprétation des faits serait inexacte. Ces porteurs ont bien des droits sociaux et non pas des créances contre la société ; leur condition se rapprocherait plutôt de celle des porteurs d'actions sans droit de vote du droit américain (3).

(1) Contiennent des stipulations semblables : les statuts de la Cinématographie (20 ans) ; de la Société commerciale des hydrocarbures (30 ans), etc.

(2) Ce dernier effet résulte de la majorité de vote possédée par les actions A dans les assemblées générales.

(3) V. Antonelli, *les Actions à voix multiples dans les sociétés anonymes*

L'utilité du contrôle par les actions A ne nous paraît pas contestable ; des polémistes ont cherché à en faire des épouvantails ; à les entendre les sociétés formées sur ce type constitueraient des « féodalités financières » soumises au bon vouloir spoliateur des possesseurs d'actions B. De tels arguments ne nous paraissent pas sérieux ; si, comme nous le verrons à un autre chapitre, une réglementation des actions A doit sainement être envisagée (1), il n'en est pas moins vrai que le principe, s'il heurte certaines idées anciennes, n'en apparaît pas moins comme une heureuse innovation.

Ces idées anciennes, ce sont de vieux souvenirs de la Monarchie de Juillet contenus dans la loi de 1867 ; les droits du capital. Sous un régime où se développait une bourgeoisie âpre au gain et soucieuse de son lendemain, on ne pensait pas que le pouvoir de direction, le contrôle pût être séparé de la vocation aux bénéfices. Le droit de commander et le droit d'encaisser semblaient liés si intimement que de nos jours encore les premières tentatives pour modérer quelque peu cette conception ont soulevé des discussions très âpres.

Aujourd'hui il s'est créé une classe d'hommes d'affaires, uniquement préoccupés de constituer et de diriger les entreprises commerciales dont ils prévoient la fortune. Ces spécialistes des affaires ont besoin d'avoir leurs coudées franches, et comme ils ne disposent pas forcément d'un capital en rapport avec leur puissance technique, il est bon qu'ils trouvent dans les possibilités du droit commercial un moyen de tenir dans l'Economie sociétaire la place à laquelle ils ont droit.

Certes, leur gestion peut être parfois dangereuse, des

en Allemagne et en France. (Rev. Soc., mars 1922). « Dans une société anonyme, on ne trouve que des créanciers... chacun n'a droit qu'à de l'argent. » G. Lévy, *l'Affirmation du droit collectif*, 16 et 17.

(1) V. *infra*, Chap. v.

scandales peuvent même arriver (1) ; quelque regrettables qu'ils soient et quelque sévère qu'en doive être la répression, il n'en reste pas moins vrai qu'au point de vue de l'intérêt des actionnaires comme au point de vue national, il est bon de faciliter la tâche des hommes hardis et des groupements financiers actifs qui, par leurs agissements, développent avec les facultés du pays le goût des réalisations, sources de la puissance à venir.

L'usage des actions A et B constitue en outre le moyen le plus pratique de former une « Holding ly » sans que ses dirigeants soient obligés d'immobiliser une quantité considérable de capitaux (1).

(1) M. Antonelli cite les manœuvres pratiquées par les raffineries allemandes de sucre brut pour s'assurer le contrôle du raffinage. En 1921, la raffinerie de Halle émit 100 actions à 10 voix, toutes acquises par le groupe des fabricants. Le groupe exige aujourd'hui des actionnaires la cession pure et simple de toutes leurs actions au taux de 1.000 %. Le syndicat de défense reste impuissant devant cette prétention. *Berliner Borsen Courier*, 23 janvier 1922.

(1) L'illustration la plus typique de ce principe nous est fournie en France par le consortium de la Meunerie.

Dénomination de la Soc'été.	Montant du capital.	Nombre d'actions ordi- naires (c'est- à-dire actions privilégiées).	Nombre d'actions de priorité.
Société d'Entreprise meunière	30.000.000	8.000	52.000
La Meunerie Lilloise	15.000.000	5.000	25.000
Grands Moulins de Paris.	20.000.000	8.000	32.000
Moulins Saint-Georges...	2.000.000	1.000	3.000
Grands Moulins de Bordeaux.....	12.000.000	4.000	21.000
Coopérative d'approvisionnement de transport et de crédit.....	15.000.000	5.000	25.000
Grands Moulins de la Loire	12.000.000	3.000	21.000
Grands Moulins d'Angers.	2.000.000	1.000	3.000
Grands Moulins de Nogent-sur-Seine	1.500.000	600	2.400

La Société d'Entreprise meunière, société-mère du groupe, possède aujourd'hui un capital de 30.000.000 (depuis le 23 décembre 1920) ; c'est

II. *Les actions à droit de vote variable.*

Les actions à droit de vote variable sont celles qui donnent droit à un pouvoir de vote aux actions A tel que dans une assemblée déterminée leur nombre global doit toujours être supérieur à l'ensemble des actions B présentes ou représentées.

Prenons un exemple concret : la Société financière des Pétroles (1) possède deux catégories d'actions, actions A et actions B. Chaque action B donne droit à une voix dans les assemblées générales ; l'ensemble des actions A a droit à un nombre total de voix égal au nombre d'actions B existant au jour de l'assemblée. Le nombre de voix revenant ainsi à l'ensemble des actions A doit être partagé également entre toutes les actions de cette catégorie.

On voit que de cette façon aucune surprise n'est possible, les possesseurs d'actions A peuvent même ne pas se faire représenter ; du moment qu'il reste une action A, cette action a le pouvoir de contrebalancer la totalité des actions B. Ce renforcement du pouvoir de contrôle qui rend en fait

une société qui a pour but unique de détenir un certain nombre d'actions de sociétés de meunerie. Elle possède toutes les actions A de ses filiales et souscrit à toutes les actions A des nouvelles entreprises qu'elle englobe. Son rôle consiste principalement à donner à ses filiales un concours technique et financier. Or comme toutes ces différentes sociétés sont constituées avec deux catégories d'actions A et B (actions A = 10 voix), la société-mère peut au moyen de son capital contrôler une masse considérable de capitaux et les capitalistes qui possèdent les actions A de la société-mère acquièrent de ce fait une puissance de contrôle considérable.

Dans les assemblées générales ordinaires, les actions ordinaires (nous dirions privilégiées) ont droit à 1 voix et les actions de priorité à 1/10.

Dans les assemblées générales extraordinaires les actions ordinaires ont droit à 10 voix, les actions de priorité à 1 voix.

En conséquence, dans la Société générale d'Entreprise meunière les porteurs d'actions A ont 8.000 voix contre 5.200 aux actions B et dans les assemblées extraordinaires 80.000 contre 52.000.

(1) Fondée le 28 juillet 1919, capital de 25.000.000 divisé en 45.000 actions de 500 francs, dites actions A (nous appelons dans notre exposé les actions A, actions B parce que ce sont celles qui ne possèdent qu'un droit de vote moindre) et 5.000 actions de 500 francs, dites actions B.

inamovibles et irresponsables les dirigeants de l'entreprise est peu employée et nous ne pourrions en citer que deux ou trois exemples ; des doutes peuvent d'ailleurs s'élever sur sa légalité (1).

Il existe, en outre, une autre espèce d'actions à droit de vote variable. Au lieu de décider que dans toute assemblée les actions A devront avoir un nombre de voix au moins égal aux actions B, les statuts peuvent simplement établir deux catégories d'actions, dont l'une possède un droit de vote plural ; mais pour permettre aux personnes qui la contrôlent de se maintenir à la direction de la société, nonobstant les développements ultérieurs, il peut être décidé qu'en cas d'augmentation de capital réalisée par l'émission d'actions B, les actions A verront leur droit de vote s'accroître proportionnellement au nombre des nouvelles actions souscrites.

Les statuts de la société la Soyeuse Française (2) s'expriment ainsi :

« Les augmentations de capital auront lieu en actions de la catégorie B, et chaque augmentation de capital sera au minimum de deux cent cinquante mille francs ou un multiple de cette dernière somme.

« Et, lors de ces augmentations, le nombre de voix de chacune des actions de la catégorie A augmentera d'une voix par fraction d'augmentation de deux cent cinquante

(1) V. *infra*, chap. v.

(2) Cf. *les Etablissements Tissot*. V. également : *Compagnie Européenne des papiers*, art. 34, paragraphe 4 : « Sauf les exceptions prévues aux articles 37, 45 et 49, les actions de la catégorie A ont droit à une voix par chaque action et les actions de la catégorie B ont droit à une voix par dix actions, sauf dans le cas où le capital originaire aurait été augmenté ou diminué. Dans ce dernier cas, le nombre d'actions B nécessaire pour représenter une voix sera augmenté, ou diminué, ainsi qu'il est dit sous l'article 8, le tout de telle manière que, quel que soit le nombre d'actions B, le total de voix auquel les actionnaires de cette catégorie avaient droit dans le capital d'origine, reste le même ; ce nombre de voix sera, en conséquence, partagé également entre toutes les actions B existant, toute fraction, s'il en restait, ne comptant pas.

mille francs, de telle sorte que le nombre total de voix revenant aux actions de la catégorie A soit toujours égal à celui revenant aux actions de la catégorie B.

« Et, pour le cas où les augmentations de capital ne s'effectueraient pas par fractions de deux cent cinquante mille francs, le nombre de voix de chaque action de la catégorie A augmentera au fur et à mesure desdites augmentations, de telle sorte que chaque action de la catégorie A ait droit en plus à une voix par tranche de deux cent cinquante mille francs et une voix pour toute fraction d'augmentation inférieure à deux cent cinquante mille francs.

« Il pourra être dérogé aux stipulations ci-dessus, concernant le nombre de voix des deux catégories d'actions, mais sous réserve d'approbation par une assemblée spéciale des porteurs d'actions de la catégorie A.

« Au cas d'augmentation du capital social par la création d'actions à souscrire en numéraire, les propriétaires des actions A et B, indistinctement, au moment où se fera cette augmentation, à l'exception de ceux qui n'auraient pas effectué les versements exigibles, ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles à concurrence de la moitié des actions émises, l'autre moitié étant réservée aux parts bénéficiaires et dans la proportion du nombre d'actions ou de parts bénéficiaires que chacun possèdera alors.

b) Emissions d'actions à vote privilégié lors d'une augmentation de capital.

Une société peut-elle légalement créer des actions A et des actions B au cours de sa vie sociale pour faire face aux besoins d'une augmentation de capital ? C'est là une question délicate que nous étudierons dans un chapitre suivant. Pour le moment nous ne cherchons qu'à nous placer en face du phénomène économique et à noter ses causes et ses effets.

Or lorsque après la guerre les sociétés françaises furent amenées à reconstituer leur état financier, beaucoup s'aperçurent que leur capital n'était plus en rapport avec les exigences que nécessitait une remise en état de l'entreprise et son développement. Comme, d'autre part, la valeur du franc avait baissé dans une proportion relativement considérable, le fonds de roulement devait s'enfler en proportion. Le réajustement des entreprises aux conditions économiques de l'après-guerre nécessitait l'augmentation des capitaux investis.

En présence d'une telle situation, les entreprises devaient faire appel aux personnes qui possédaient des disponibilités ; les sociétés furent ainsi tout naturellement conduites à s'adresser à des banques. Ces dernières ouvrirent leurs guichets à la souscription des actions ou bien prirent ferme les augmentations de capital, se chargeant d'en répartir le montant dans leur clientèle.

Cette seconde manière d'agir devait procurer aux banques d'affaires, qui s'y intéressaient particulièrement, une source abondante de gains ; non seulement de gains pécuniaires portant sur les commissions payées par la société, mais de gains en puissance. Il y eut de nombreux cas en effet où les banques exigèrent de la société la création de deux sortes d'actions, actions A et B ; elles conservèrent en portefeuille les actions A, placèrent à leur clientèle les actions B, et le contrôle de l'entreprise passa ainsi des administrateurs de la société aux nouveaux administrateurs de la banque d'affaires. La société était sauvée et la Banque augmentait sa puissance.

On voit facilement quel portefeuille considérable pouvait se constituer par ce moyen une banque d'affaires intelligente sans que, du reste, une pareille action fût préjudiciable, bien au contraire, à l'intérêt de la nation.

Les actions à voix multiples à l'étranger.

Allemagne. — C'est en Allemagne, que les actions à

droit de vote plural ont pris le développement le plus considérable. Elles ont eu pour objet principal : de permettre aux gros industriels d'établir leur pouvoir sur les sociétés dont ils sont fondateurs ; de faciliter aux grandes banques le contrôle sur les entreprises industrielles qu'elles commanditaient et aussi de permettre à l'Economie sociale allemande, envahie par la puissance financière étrangère, de se défendre en maintenant son contrôle sur les capitaux étrangers investis dans les entreprises nationales.

Quelques chiffres montreront bien l'étendue et la puissance du mouvement.

Au 30 septembre 1919 (1), il existait 6.266 millions de marks d'actions à plusieurs voix contre 14.110. 7 millions d'actions ordinaires, soit 4,25 % du capital total des sociétés anonymes (2).

En 1920, sur une émission totale de 7.808 millions de marks, on a créé pour 288, 1 million d'actions privilégiées ainsi réparties :

1 ^o Actions de sociétés nouvelles...	3,	8 millions de m.	
2 ^o Augmentation de capital :			
Actions privilégiées conférant 1 à			
10 voix.....	233,3	—	—
Actions privilégiées conférant plus			
de 10 voix.....	51,0	—	—
	288,1	—	— (3)

(1) Nous empruntons ces chiffres et statistiques qui vont suivre à l'étude de M. Antonelli, précité.

(2) *Revue Wirtschaft und Statistik*, 30 septembre 1919.

(3) Voici la répartition du nombre des voix pour les seules augmentations de capital :

1 à 2 voix par actions....	51,9 millions, soit 13,3 % du capital.
2 à 4 — — — —	48,4 — — 17, % —
4 à 6 — — — —	67,4 — — 23,7 % —
6 à 8 — — — —	23,3 — — 8,2 % —
8 à 10 — — — —	42,3 — — 14,9 % —
10 à 20 — — — —	42,5 — — 14,9 % —
20 à 30 — — — —	7,9 — — 2,8 % —
30 à 40 — — — —	0,6 — — 0,2 % —

En 1921, où 324 sociétés augmentèrent leur capital pour une somme égale à 5.565 millions de marks, 53 d'entre elles émirent des actions privilégiées à plusieurs voix pour un chiffre de 221 millions de marks ; 17 seulement émirent des actions possédant uniformément une voix, et cela pour un capital-actions de 578 millions de marks. Vingt-deux sociétés émirent des actions dont le droit de vote aux assemblées n'est pas connu. Le capital de ces émissions ne dépassant pas d'ailleurs 36 millions de marks.

Les Allemands ont tout de suite su tirer parti de toutes les possibilités que leur offrait l'usage des actions à voix multiples. La Société Krupp, au capital de 250.000.000 de m., est constituée avec deux catégories d'actions qui permettent à Krupp, seul détenteur des actions A, de contrôler d'une manière absolue son entreprise (1).

Les banques d'affaires, d'autre part, se sont constitué un portefeuille considérable d'actions A ; elles tendent à former la clef de voûte de l'Economie sociétaire (2). Quatre d'entre elles, la Deutsche Bank, la Disconto Gesellschaft, la Dresdner Bank et la Berliner Handelsgesellschaft ont même constitué une société ou « Holding Institut », la Bank für Industrienwerte A. G., à qui est confiée la gestion de toutes les actions à voix multiples qu'elles détiennent.

Nous verrons dans un autre chapitre quel instrument national les Allemands, suivis par d'autres pays, ont fait de ces sortes d'actions.

M. Antonelli conclut de ces chiffres que les capitaux incorporés en 1920 dans l'industrie sont contrôlés par un groupe de capitalistes privilégiés dont l'apport représente à peine

(1) Actions A 25.000 à 10 voix = 250.000 voix.

— B 135.000 à 1 voix = 135.000 voix.

C 90.000 à 1 voix = 90.000 voix.

Les actions C sont des actions ordinaires que la société s'est réservée le droit de retirer de la circulation quand bon lui semblerait à 110 % de leur valeur nominale. Antonelli, *op. cit.*, précité.

(2) V. *infra*, Chap. III.

3,3 % de l'épargne collective de la nation. Les « Instituts » forment de véritables biens de mainmorte capitalistes dont la puissance est particulièrement dangereuse. Ajoutons que dans les années 1921 et 1922 le mouvement n'a fait que s'accroître; la dépréciation du mark fondée en partie sur la formidable inflation fiduciaire, a obligé les sociétés à faire de nouveaux et constants appels à l'épargne. Les capitaux qui ont afflué ont été pris dans le cadre de la nouvelle organisation sociétaire pour la plus grande force des industriels qui contrôlaient auparavant les entreprises.

Suisse. — L'usage des actions à droit de vote multiple est fort répandu en Suisse. Dans ce pays, tout actionnaire a droit à une voix par action et aucun actionnaire ne peut posséder entre ses mains plus du cinquième de droits de vote représentés à l'assemblée (1).

La *Belgique*, l'*Italie*, la *Hollande*, etc., possèdent également des sociétés fondées sur ce type, avec des réglementations diverses que nous envisagerons spécialement lorsque nous examinerons les controverses juridiques qui ont pris naissance de l'usage des actions A et B.

FORMES DE CONTROLE PROPRES AUX SOCIÉTÉS ANGLO-AMÉRICAINES.

1° *Le Trust.*

Il faut bien se garder de confondre le « Trust », formule générique de toute forme de concentration industrielle, avec le « Trust », institution de droit commercial (2) anglo-américaine. C'est au temps du « Trust », forme juridique de contrôle des sociétés, que se sont déroulées les batailles fameuses aux Etats-Unis durant l'année 1892, qui vit se

(1) V. Amiaud, *loc. cit.*; Schneider et Fick, *Commentaire du Code fédéral des obligations*, art. 640, notes 1 et 5. V. *infra*.

(2) Le « Trust » prend d'ailleurs son origine d'une institution de droit de famille. V. W.-A. Preston, *Etude sur les Trusts et les Trustees* (Thèse Paris, 1904).

dérouler le procès des grosses sociétés constituées sur ses bases : la Standard Oil, le Sugar Trust; lorsque la forme juridique du « Trust » eut été déclarée illégale, le mot devenu populaire circula en prenant désormais le sens élargi de tout accaparement ou de toute coalition économique.

Le Trust est un contrat sanctionné par les cours d'équité, par lequel une personne (Trustee) s'engage à administrer de bonne foi et dans l'intérêt d'une autre personne (celui que Trust) le patrimoine de celle dernière (1).

Les droits conférés au Trustee le sont comme droits personnels (2) ; celui-ci n'est pas un mandataire, c'est un acquéreur irrévocable de droit d'administration (3).

Le fondement de l'obligation réside dans un contrat de loyauté, dit M. Lévy-Ulmann (4) ; un bien est remis aux soins et à la bonne foi d'une personne, au profit et pour l'usage exclusif du déposant, sans que jamais celui qui a la garde de l'administration du bien puisse en retirer aucun bénéfice personnel.

On peut rapprocher la forme juridique du Trust au « fidéicommis » du droit français, mais ce dernier a une signification étroite : c'est un contrat par lequel le grevé ne jouit pendant un temps donné d'un bien à charge de le transmettre intact au « substitue » appelé à en jouir après lui (5).

Un tel rapprochement ne doit pas être considéré comme donnant une idée absolument exacte du Trust du droit anglo-américain. Le fidéicommis garde un intérêt personnel au moins pendant le temps où il a la jouissance du bien ; le

(1) V. W.-A. Preston (thèse précitée).

(2) En ce sens, Dr Richard Rosendorff : *les Sociétés allemandes de gérance (Treuhandgesellschaften) et leurs fonctions* (Rev. Ec. Intern., 1908. 1.355).

(3) Percerou, *les Syndicats de producteurs*, op. cit. (Ann. Dr. com., 1897, 271).

(4) Note sous Bordeaux, 2 janvier 1900 (S., 1901.2.225).

(5) E. Lehr : *Eléments de droit civil anglais*, op. cit., 291.

Trustee, au contraire, n'en est investi dès le début que dans l'intérêt exclusif du « celui que Trust » (1).

Si nous considérons cette institution sous sa forme commerciale, nous voyons qu'elle constitue un contrat par lequel les actionnaires d'une société remettent à un Trustee ou à un Board of Trustee des actions ; ces derniers remettent aux actionnaires des « Trust certificates » qui ne représentent qu'un droit aux dividendes et à l'actif de l'entreprise. Le droit d'administration reste aux mains des « Trustees » (2).

Cette forme de contrôle a pris naissance par réaction contre les menées fantaisistes des actionnaires américains qui se plaisaient à révoquer arbitrairement leurs administrateurs. Ceux-ci essayèrent tout d'abord de se faire nommer irrévocablement en vertu d'une disposition statutaire, mais comme la jurisprudence avait considéré cette clause comme nulle, ils eurent recours à l'institution du Trust (3).

Lorsqu'un « Board of Trustees » peut obtenir une quantité considérable de titres, on voit quelle puissance la haute main qu'il possède sur l'administration des entreprises peut lui donner (4).

La Standard Oil était à son origine un Trust ; l'acte de constitution contenait les stipulations suivantes (5) :

« ... Toutes les parties ci-dessus dénommées (sociétés et particuliers) abandonnent leur avoir entre les mains du Trust en échange de certificats représentant le montant de leur valeur.

« Pour rendre plus souple la gestion des affaires du Trust, et pour lui permettre de se plier plus aisément aux exi-

(1) Sur le rapprochement du fidéicommiss et du Trust, V. Liefmann, 156.

(2) « Les certificats sont transmissibles tandis que les actions et par conséquent le droit de vote aux assemblées générales demeurent aux trustees. Richard Rosendorff. »

(3) V. Percerou (*Ann. Dr. com.*, 1897, 271.)

(4) V. Brouilhet, 64.

(5) V. l'acte statutaire *in extenso* von Halle. Appendice L, *The Standard Oil Agreement*, 153 à 175.

gences légales de chaque État, il sera formé autant de compagnies que cela sera jugé nécessaire portant le nom de Standard Oil Co de tel ou tel État... Mais l'avoir de ces différentes compagnies sera détenu par les Trustees du Standard Oil Trust, leur direction appartenant à ces Trustees (1). »

Le 2 juillet 1890, l'act Schermann édictait des mesures rigoureuses contre toutes les organisations ayant pour objet de restreindre la production et de surélever les prix, et détermina le commencement des poursuites contre la Standard Oil ainsi que contre les sociétés qui s'étaient formées sur le même type. La Court of Ohio déclara la Standard Oil Trust constituée sur des bases contraires à l'ordre public.

Successivement la Standard Oil, le Sugar Trust, la Bay State gas Company furent dissous, etc... ; Ils se réorganisèrent en fait sur le type du consortium ; les trustees se partagèrent les actions et les rapportèrent à une société-mère (2) ; il n'y eut plus alors de poursuites (3) capables de modifier en fait leur organisation.

Les Voluntary Associations.

La forme juridique du Trust réprouvée par les lois d'Etat comme par la loi fédérale devait reparaître sous une forme presque identique dans les « Voluntary Associations ». Elles se développèrent dans l'Etat de Massachusetts, grâce

(1) Les Trustees furent primitivement au nombre de 9.

(2) Les poursuites contre la Standard Oil furent reprises en 1904 et la Société fut dissoute de nouveau, mais sans qu'il en résultât une modification quelconque de l'organisation économique du groupe. Roosevelt et même Wilson (acharné contre les trusts) ne purent conclure en fait.

« The dissolution of Trusts, dit avec humeur M. Dana Durand, by distributing the stocks of subsidiary Cies prorata among the stockholders of a controlling by is little more than a farce ».

(3) En 1912, la Standard Oil fut dissoute de nouveau, mais il s'agissait toujours plutôt d'une action politique que d'une action fondée sur les prescriptions du droit pénal ; de là son effet inexistant.

à la législation fort libérale qui y régnait. L'acte de société « Deed or declaration of Trust » contenait des stipulations semblables à celles que nous avons précédemment signalées pour le Trust (1). Le succès de ces associations fut prodigieux ; elles amassèrent un capital qu'on pouvait évaluer en 1912 à 250.000.000 de dollars au minimum.

La commission chargée d'enquêter sur les agissements de ces sociétés, conclut par un rapport nettement favorable.

« The experience of twenty five years, dit le rapport, show that they furnish a convenient, safe and unobjectionable form of cooperation ownership and management.

« Their form of management is more flexible, more economical, and more convenient, than that of corporation. Trustees do business with more care and rapidity than a board of Directors.

« In particular they apport a convenient form for combining capital for the development and improvement of real estate, as the form of organisation insures a continuity of management and control that specially appeals to investors in real estate, and which cannot be secured by a corporation on account of the change of officers each years. Trustees are not changed as frequently as are directors of a corporation (2). »

La forme juridique du Trust se rapproche de nos sociétés de gestion, au moins dans ses grandes lignes. L'entreprise de gestion du droit français est celle qui est formée par une

(1) a) A deed or declaration of Trust, drawn up to define the rights and powers of the Trustees and the shareholders.

b) Two or more trustees who are authorized to take over and manage the capital, business, or property supplied by the shareholders.

c) Shareholders who receive transferable certificates in the profits and in the property on dissolution.

d) Provision for division of profits, appointment of Trustees to fill vacancies, and for dissolution at termination of the Trust. Lough, *Business Finance*, 21.

(2) *Report of Massachusetts Tax Commissioners upon voluntary associations*, January, 17, 1912.

société (1) dans le but de fonder, de diriger et d'administrer à forfait une société d'assurances à forme mutuelle ou tontinière, ou une société d'épargne ou de capitalisation (2). La rétribution consiste dans un prélèvement sur le produit des opérations bonnes ou mauvaises, réalisées par la société (3).

On retrouve bien dans cette définition les traits essentiels du Trust, le contrôle de la société par des personnes qui ont pour seul but de faire fructifier un patrimoine qui ne leur appartient pas et qui possèdent à cet effet un pouvoir d'administration absolu.

Il est enfin une forme d'entreprise de gestion très spéciale aux sociétés anglo-américaines et que nous devons indiquer ici : ce sont les « Trust Companies ». Ces sociétés sont des sociétés de gérance du patrimoine des personnes qui ne possèdent pas le droit à l'administration de leurs biens (mineurs, interdits, femmes mariées, et en général tous les incapables) ; elles peuvent en outre faire fonction d'exécuteur testamentaire.

Les « Trust Companies » se chargent d'administrer et de faire fructifier le capital qui leur est confié comme les ferait un tuteur, un curateur, un notaire. Mais les règles qui président à leurs pouvoirs sont bien différentes suivant

(1) Elle pourrait être formée par un particulier.

(2) Les entreprises de gestion des sociétés d'assurances ont été prévues expressément par le décret du 22 janvier 1868 (art. 14 et 31). Cf. Loi du 17 mars 1905 (art. 9).

(3) « La forme de l'entreprise de gestion apparaît comme une institution indispensable aux sociétés d'assurances qui veulent doter l'assurance de risques nouveaux, mal connus encore ou mal définis. Comme les sociétés prudentes n'osent pas s'aventurer sur un terrain inexploré, elles lancent une mutuelle qu'elles créent et dont elles prennent la gestion en attendant les résultats de cette exploitation pour laquelle elles ont ainsi limité leur perte.

« L'entreprise de gestion rend ici aux sociétés puissantes des services du même ordre que ceux que la coulisse rend au parquet, lorsqu'elle lance une valeur nouvelle, tandis que le parquet reste dans l'expectative. Midy, p. 106.

qu'on les considère aux Etats-Unis ou en Angleterre. Aux Etats-Unis, ces sociétés jouissent d'une grande autonomie et elles n'hésitent pas à se servir de leurs capitaux pour commanditer des entreprises aventureuses (1) ; par contre, en Angleterre, il a été créé depuis 1908, sous le nom de « Public Trustee », un office gouvernemental ayant ce rôle de gérance ; les résultats d'ailleurs déplorables obtenus par cet organisme ne sont pas loin de le faire retomber dans le domaine privé où l'esprit anglais estime qu'il doit prendre place (2).

2° *Le voting trust.*

Le « voting Trust » n'est qu'une forme juridiquement différente du Trust, mais son but et ses effets sont les mêmes. Il consiste en une séparation définitive du double droit attaché à chaque action ; le droit aux dividendes et le droit à l'administration (représenté par le droit de vote). La société se trouve alors posséder des actions de dividendes et des actions de vote toutes deux négociables et susceptibles d'être cotées en Bourse (3).

Le contrôle est exercé par la personne qui s'est fait allouer ou a pu acquérir la majorité des actions de vote.

Cette forme d'organisation sociétaire a été jadis employée par de nombreuses sociétés aux Etats-Unis (4), mais elle

(1) Ces procédés ne choquent d'ailleurs pas en Amérique comme ils pourraient le faire en France où notre législation est particulièrement soucieuse de préserver le patrimoine de l'incapable. L. 1880.

V. sur les Trusts Companies Levy Ulmann, *la Question politique des Trusts* (Rev. D^e Publ., 1903, 230). Cf. G. Cator, *Trusts Companies in the United States* (John Hopkins University Studies).

(2) Il existe d'ailleurs des sociétés privées anglaises ayant ce rôle de gérance, en concomitance avec l'organe officiel. Cf. Law, *Guarantee and Trust Société Ltd.*

(3) La Société Canadian Steamship Line, notamment, est fondée sur le type du Voting Trust et l'action de vote est cotée à la Bourse de Londres.

(4) Buffalo Electric Vehicle Company William Cramp and Son, Ship and Engine Building Cy ; General Motors Cy ; Intercontinental Rubber

semble aujourd'hui avoir beaucoup perdu de son prestige. Sa principale raison d'être était de conserver aux fondateurs le contrôle de la société et de créer ainsi une direction forte et durable non susceptible d'être brutalement renversée par les actionnaires, comme le faisait une pratique dangereuse à la fois pour les dirigeants et pour le bon équilibre de l'entreprise (1).

Les Etats particuliers réglementaient parfois ces « voting Trust » et décidaient par exemple la durée de leur existence (2).

Le gouvernement britannique s'est servi du « voting Trust » comme d'une organisation de contrôle particulièrement sûre. C'est ainsi qu'il détient les actions de vote de la British Controlled Oilfields (3), société pétrolière, dont l'action consiste principalement à s'assurer la possession des champs pétrolifères de l'Amérique Centrale (4).

Le système juridique du « voting Trust » serait-il compatible avec nos lois commerciales françaises ? On le pense généralement, bien que la question n'ait fait l'objet que de brèves affirmations. Un auteur a cependant cherché à démontrer le bien-fondé de cette possibilité. « Toute action,

Company ; International Mercantile Marine Cy ; J. I. Case Threshings Machine Cy ; Losse-Wiles Biscuit Cy ; Hale and Kilburn Cy ; Allis-Chalmers Manufacturing Cy.

(1) Un exemple montrera bientôt le rôle des actions de vote : « Whese the American Glucose Cy was formed in 1984 the vice president of the compagny controlled a clean majority of the stocks, but is was agreed nevertheless, that the active management should be in the hands of the President. On agreement was therefore signed. » To place in the hands of Trustees to be named by the President 2544 shares of said preferred Stock upon the trust that in the election of directors and officers of said cy and upon others matters avising at stockholder's meetings, said Trustees shall vote there on as requested by said President » *Stuart Dagazett's, Railroad Reorganisation*, 310.

(2) Dans l'état de New-Jersey le contrôle exercé par dissolution des actions de vote ne pouvait dépasser 5 ans. Cf. *Northern Pacific Voting Trust*.

(3) V. *Infra*, p. 99.

(4) Le Page : *Le Producteur*, 1921, 87.

dit M. Percerou, se compose essentiellement de deux éléments : le droit à une part de dividendes, le droit de participer à l'administration de la société. Or, pourquoi ne séparerait-on point ces deux attributs de l'action ? Il est permis à un particulier d'aliéner l'administration de son patrimoine tout entier tout en continuant à en percevoir les revenus ; *a fortiori* semblable opération doit-elle être licite lorsqu'on ne la pratique que sur des actions d'une société. Les administrateurs n'auront donc qu'à se rendre acquéreurs au droit d'administration attaché à chaque action. Ainsi ils dirigeront souverainement l'entreprise. Cette opération n'exige point, d'ailleurs, de capitaux considérables, car il importe peu aux actionnaires de ne pas faire partie des assemblées générales pourvu qu'ils touchent de beaux dividendes (1).

On pourrait ajouter que le principe de la liberté des conventions suffit à assurer la validité de pareilles dispositions, lorsque du moins celles-ci n'ont rien de contraire à l'ordre public. Remarquons que les actions à voix multiples sont une forme de « voting Trust », et que le but de ces dernières tend toujours à obtenir pour les fondateurs ou pour l'élément actif de la société un pouvoir de contrôle fondé sur la possession d'une majorité de vote et non d'une majorité de capital trop onéreux à obtenir.

3^o *Les actions sans droit de vote.*

Lorsque dans une société existent plusieurs catégories d'actions et que l'une ou quelques-unes seulement de ces catégories possèdent le droit de voter dans les assemblées générales, le contrôle passe naturellement aux porteurs d'actions privilégiées.

Ce système peut être rapproché des actions à voix multiples en ce qu'au lieu de donner à une catégorie d'actions

(1) Percerou, *les Syndicats de producteurs* (Ann. Dr. Com., 1897, 271 et 297).

un nombre de voix supérieur à l'unité, il supprime le droit de vote à l'une d'elles et assure le même résultat.

Il n'y a pas alors, comme dans le « voting Trust », séparation définitive des deux éléments qui composent l'action, mais un de ces éléments est supprimé conventionnellement.

Des exemples nous prouvent qu'une telle conception n'est pas purement théorique ; les sociétés anglo-américaines ont généralement trois ou quatre catégories d'actions : Common Stock ; Ordinary Share ; deferred Stock, dont quelques-unes seulement possèdent les droits de l'action dans leur intégralité. C'est ainsi que la Denver Reservoir Irrigation Cy a trois classes d'actions ordinaires : A, B et C. Seules les actions A et B possèdent le droit de voter dans les assemblées.

Le droit commercial des différents Etats des Etats-Unis, ou même le droit commercial anglais ou canadien est fort libéral et admet parfaitement la renonciation conventionnelle au droit de vote.

Les porteurs d'actions privilégiées (nous dirions actions de priorité), dit M. Beach, ont les mêmes droits de contrôle que les actions ordinaires sur la société ; c'est là un principe sanctionné par le droit qu'ils possèdent de voter dans toute assemblée, aussi bien que les porteurs d'actions ordinaires. Mais ce principe est susceptible d'exceptions et il est permis à une société de décider que les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas la jouissance ou l'exercice du droit de vote à aucune assemblée générale des actionnaires de la société (1).

(1) Beach, *On Private Corporation*, 804, *op. cit.* « Preferred shareholders have the same voice control of the Company, as a general rule, as the other shareholders ; together with the right to vote at any meeting of the holders of the Capital Stock. But to this rule there may be exceptions and it is competent for a company in issuing certificates of preferred stock, to stipulate therein that the holding shall not have or exercise the right to vote upon it, at any meeting of the stockholders of the Company. »

C'est dans ce sens que s'est prononcée la cour de l'Ohio. « Il est vrai, dit-elle, qu'une des caractéristiques « characteristic » de l'action est de donner le droit de voter. « But this is not essential-Indeed, instances may arise where it is good policy to prohibit one voting upon Stock (1). »

Précisons tout de suite, ici, qu'il serait tout à fait impossible en France de supprimer à une catégorie d'actions le droit de vote qui est un élément essentiel de celles-ci. Le droit de vote aux assemblées générales pour les actionnaires est d'ordre public ; au surplus, la loi elle-même prohibe une semblable combinaison puisqu'elle stipule expressément que tout actionnaire a droit au moins à une voix par action dans les assemblées générales extraordinaires (Loi de 1913, 23 novembre) (2) et autorise dans les assemblées ordinaires la faculté de groupement pour les actionnaires qui ne possèdent qu'un nombre d'actions insuffisant pour avoir droit à une voix (3).

(1) Miller V. Rattermann (Ohio, 1890) 8 Ry, § Corp. L. J. 69.

(2) « Nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède sans limitation. » Art. 31, § 2, L. du 24 juillet 1867 (modifié par la loi du 23 novembre 1913, art. 1^{er}).

(3) « Tous propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à celui déterminé pour être admis dans l'assemblée pourront se réunir pour former ce nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux. » Art. 27, 2, L. 1867 (ajouté par la loi du 23 novembre 1913, art. 4.)

CHAPITRE III

LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS ET LA BANQUE. ROLE DE LA BANQUE DANS L'ÉCONOMIE SOCIÉTAIRE. SES PARTICIPATIONS. SON CONTROLE.

La Banque joue dans les phénomènes de contrôle des sociétés un rôle incontestable. Par les participations qu'elle consent, par son intervention fréquente dans leur vie financière, elle est appelée à constituer à la fois le soutien et le conseil des sociétés, et comme d'autre part elle a soin de s'assurer par elle-même, lorsque ses disponibilités le lui permettent, le contrôle absolu des entreprises qui lui paraissent présenter d'intéressantes perspectives d'avenir, on peut dire que son activité est liée intimement aux phénomènes de contrôle.

Il est d'ailleurs frappant de constater l'évolution parallèle de l'économie sociétaire et de la banque durant les cent dernières années. La banque et l'industrie sont dans une interdépendance si étroite que chaque étape de l'une est marquée par une transformation immédiate de l'autre; leurs intérêts sont si intimement liés que chaque phase financière bonne ou mauvaise de l'industrie ou du commerce amène une répercussion heureuse ou fatale sur la vie bancaire. Leurs crédits sont communs; les guichets fermés d'une banque cachent toujours quelque désastre dans l'industrie.

Lorsque dans le second quart du ^{xix}e siècle les pays d'Europe s'éveillèrent à l'économie internationale, lorsque les besoins de capitaux s'étendirent et nécessitèrent une

concentration toujours plus large de l'industrie et du commerce, lorsque apparurent les sociétés par actions, remplaçant sous l'impulsion des nécessités la forme étroite des entreprises individuelles et des sociétés de personnes, la banque dut s'organiser pour alimenter ces besoins nouveaux.

La société anonyme remplaça le banquier ou le simple commandité; sa souplesse devant lui permettre de suivre avec succès toute cette poussée féconde de la production qui a abouti de nos jours à la création de combinaisons industrielles et de combinaisons bancaires formidables.

L'économie française qui repose sur un fonds de production solide mais modeste, comparativement aux richesses naturelles de ses grands rivaux, n'a suivi le mouvement de concentration industrielle et par suite de concentration bancaire que doucement et pour ainsi dire en miniature.

De plus, une législation commerciale (1) et pénale (2) très stricte ne lui a pas permis de s'étendre avec toute la liberté dont disposaient les sociétés anglo-saxonnes. Cependant, même considéré sous un angle plus étroit, le phénomène est resté le même dans ses rapports, ce qui, pour une étude générale, est l'essentiel.

Les banques qui aident à la formation et commanditent les entreprises industrielles ou commerciales sont les banques dites d'affaires à l'exclusion des banques de dépôts qui limitent en principe leur activité aux opérations de caisse, de comptes courants et de dépôts. Mais une telle distinction, quoique exacte dans ses grandes lignes, risquerait de donner une idée fausse de l'économie bancaire (3).

(1) V. p. 143.

(2) V. p. 156.

(3) La démarcation entre les banques de dépôts et les banques d'affaires est beaucoup plus précise en Angleterre et aux Etats-Unis qu'en France. Les « Joint Stock Banks » sont véritablement des banques de dépôts au sens strict de notre définition. La puissance de certaines est d'ailleurs considérable ; après les différentes absorptions qu'elle a effec-

En fait, les banques de dépôt se risquent souvent à des essais spéculatifs (1), mais leur activité, dans ce sens, se trouve limitée par la nécessité de pouvoir, en cas de crise, recouvrer immédiatement des disponibilités suffisantes pour faire face aux retraits des déposants à vue et à court terme. Les banques de dépôt se contentent, le plus souvent, d'ouvrir leurs guichets au service de l'émission d'actions de sociétés ; de prélever leur courtage sur le placement à la clientèle desdites actions sans prendre ferme les souscriptions ou garder celles-ci en portefeuille.

La banque d'affaires a, au contraire, pour but essentiel de commanditer ou de contrôler les entreprises industrielles (2) et commerciales ; sa clientèle est plus hardie ; les dépôts lui sont confiés pour être employés au mieux des intérêts en vue ; elle n'est pas liée par une subordination étroite aux clients ; ceux-ci ont confiance ; à la société d'aller de l'avant.

On comprend qu'une telle conception bancaire, infiniment utile à l'économie sociétaire, doive être établie sur une solide organisation technique et sur la compétence indiscutable de ses dirigeants. La question personnelle, la valeur d'économiste et de technicien des administrateurs est ici le principal facteur de succès de l'entreprise.

La banque d'affaires doit, avant de s'engager elle-même et d'engager sa clientèle, commencer par une étude sévère des projets qui lui sont présentés et discerner parmi les propositions celles qui reposent sur une base sérieuse. La politique de la banque ne peut se relâcher sans qu'il en

tuées durant ces dernières années, on estime que la London City and Midland Bank détient plus de 5 milliards de dépôts. *L'Economiste Français*, 1918, 1, 106.

(1) Toutes les banques de dépôts ont en portefeuille des actions représentant souvent une somme relativement considérable. C'est ainsi qu'on pouvait voir dans le dernier bilan de la Société Générale au poste « Participations » une somme de 30 millions.

(2) Les banques d'affaires sont les « fournisseurs de capital social ». E. Allix, 45.

résulte pour cette dernière les pires aventures. L'histoire de la Société Centrale des Banques de Province est une illustration récente de ce principe (1).

On peut citer actuellement comme principales banques d'affaires françaises : la Banque de Paris et des Pays-Bas ; le Crédit mobilier ; la Banque de la Seine ; la Banque de l'Union Parisienne.

L'intervention de la banque d'affaires peut être envisagée soit au moment de la constitution de la société, soit au cours de sa vie sociale, soit enfin au moment de sa liquidation.

Son rôle essentiel consiste à fournir le capital aux entreprises qu'elle a jugées dignes de son aide. Ce résultat, elle peut l'obtenir de deux façons : soit en soumissionnant elle-même la totalité du capital actions et en affectant à cet objet des ressources pécuniaires constituées par des réserves ou par des dépôts effectués en vue d'un semblable objet (2) ; soit en constituant dans son entourage de capitalistes un syndicat financier qui s'intéressera à l'affaire (3).

Cette dernière forme de collaboration est la plus répandue : on nomme généralement le groupement constitué par les financiers un syndicat de garantie (4). Ce syndicat

(1) La Société Centrale des Banques de Province, constituée en 1911, avec la participation des principaux banquiers de province, eut jusqu'à la guerre une action infiniment intéressante et fructueuse. Nous reviendrons plus loin sur ses participations. Malheureusement la faiblesse de la direction amena la Société à commanditer une série d'entreprises ultra-aventureuses, et en 1921 la Banque aurait sombré avec un passif de 140 millions si un consortium financier n'était venu l'étayer. V, *infra*, p. 79.

(2) La banque ne pourrait pas commanditer une entreprise avec son encaisse de dépôts, puisque ceux-ci « seraient exposés à de brusques rappels sur la réquisition de la clientèle courante ». Thaller, *les Syndicats financiers d'émission* (Ann. Dr. Com., 1911, 8).

(3) E. Allix, *la Banque et l'Industrie* (Rev. Pol. et Parl., 1921, 45), *op. cit.*

(4) Les banques d'affaires, dit M. Barety, dans une étude sur la concentration des banques en Angleterre, étudient les grandes affaires à lancer, constituent les syndicats de garantie ou le groupe des « underwriters » qui prennent ferme la souscription ; par leurs « brokers » ou courtiers,

est, suivant la définition classique de M. Thaller, « une association formée entre divers banquiers pour prendre en bloc et pour introduire ensuite au détail dans le public, suivant les proportions arrêtées entre eux, le capital actions et obligations d'une entreprise (1).

Lorsque dans le premier cas la société soumissionne elle-même le capital d'une société, elle peut soit garder en portefeuille la plus grande partie de ce capital si elle juge ce placement d'une grande sécurité et d'un rapport avantageux, soit, et ce sera la solution la plus souvent employée, écouler dans le public, à l'heure opportune, les titres qu'elle a, jusqu'ici, abrités dans son portefeuille.

Ce mouvement d'organisation du crédit est amplifié par les nombreuses filiales que possède la banque et où se rencontreront pour chaque entreprise à créer les groupes fondateurs ; celles-ci s'installent partout où naît l'espoir de pouvoir drainer des capitaux sous la forme d'une société agence ou d'une banque étrangère contrôlée par la banque mère (2). Souvent aussi la banque étrangère ne sera qu'une correspondante (3) liée d'intérêt avec l'établissement capitaliste plus puissant.

elles écoulent les titres aux « Jobbers » ou négociants en valeur au stock exchange (*Rev. d'Ec. pol.*, 1917, 266).

(1) Thaller précité, 14, *Des associations en participation et des syndicats*. Chasseriau (thèse), *Des Syndicats d'émission*.

(2) Cf. Allix, *loc. cit.*, p. 45.

« La banque a temporairement immobilisé une partie considérable de son capital, dit M. Thaller. Un portefeuille de valeurs flottantes non encore classées, s'est constitué entre ses mains. Il faudra qu'elle le dégorge, qu'elle le rende libre, afin de s'assurer le retour de ses fonds et de les faire servir à une opération financière du même ordre et ainsi de suite. » Thaller (*Ann. Dr. Com.*, 19).

(3) « It is for better for an American Bank to operate through a foreign bank which possesses ultimate knowledge of credit conditions in its sphere of operations than for American Bank to do business directly itself. This it would be easily possible for a New-York Bank to establish a branch in Lima, Peru, under a competent hired manager sent from America.

« But from such a branch we could get no such services as would be ren-

La banque d'affaires mère procédera à l'émission d'actions et d'obligations de ses filiales ; elle recevra en comptes courants leurs disponibilités ; elle leur consentira des avances.

Ainsi nous voyons se former une organisation envahissante qui aura pour but d'accroître ces disponibilités pour les faire fructifier dans les entreprises d'avenir.

Or, ce concours ne sera pas apporté sans qu'il en résulte pour la banque d'affaires des avantages souvent considérables ; elle touchera d'abord les commissions normales sur l'émission des titres, mais de plus elle cherchera souvent à imposer sa direction économique à l'entreprise en compensation de son concours, soit pour veiller pendant un temps passager à la direction du premier effort, soit pour prendre le contrôle définitif de la nouvelle affaire. Dans ce dernier cas, elle gardera en portefeuille une participation prépondérante, se fera attribuer des places d'administrateurs et exercera une véritable tutelle sur l'entreprise au cours de son existence (1).

Lorsque la société est constituée, la banque effectue le service financier des titres, le paiement des coupons, les transferts, le contentieux, etc... ; elle intervient dans les emprunts que peut avoir à émettre l'entreprise et chaque fois que cette dernière est dans un moment difficile par des ouvertures de crédit passagères, des crédits de campagne, etc... (2).

dered by a friendly Peruvian Bank. The officers and Directors of the Peruvian Bank would be men of standing and influence in the community intimately familiar with its affairs. We could not hire men of this quality to reserve in a branch bank of Linia. (Cette vérité est encore plus frappante dans la situation opposée.) Rovensky.

V. également sir Robert Harvey, *The Economist*, 10 octobre 1918, 593 ; sir Edward H. Holden, *The London City and Midland Bank, Ltd, Extraordinary general Meeting*, Friday, 13 septembre 1918, p. 16, 18, 20.

(1) V. C. R., *op. cit.*, 437.

(2) La banque peut également fournir des fonds à une industrie qu'elle protège pour lui permettre d'enrayer un mouvement de baisse. V. Thaller, p. 15.

Enfin si les affaires sociales n'ont pas réalisé ce qu'on attendait de leur développement, la banque se chargera souvent de la liquidation.

Nous voyons donc que les banques d'affaires sont intimement associées au développement des entreprises qu'elles soutiennent en usant de leurs facultés financières et de leur position politique dans l'Etat (1). « Directement associées à la vie des entreprises, elles partagent tous les aléas de l'industrie — chances de gros bénéfices, risques de pertes — avec cette réserve cependant, qu'ayant des participations dans de multiples affaires, elles pratiquent la devise des risques et que, d'autre part, elles sont à même de choisir et de n'accorder leur patronage qu'à bon escient (2). »

Des critiques violentes se sont élevées à certains moments contre les « manœuvres » des banques d'affaires pour attirer l'épargne et particulièrement contre les agissements des syndicats d'émissions (3). Mais il y a longtemps que les économistes ont fait justice de ces propos tendancieux qui, peut-être justifiés dans certains pays étrangers (4), sont sans portée en France devant les dispositions rigoureuses de la loi pénale (5).

(1) « Ce sont elles, dit M. C. R., qui négocient avec les gouvernements qui demandent des relèvements de tarifs douaniers, des concessions de travaux publics », p. 437.

(2) E. Allix, 45.

(3) « Derrière le mot Syndicat d'émission, on soupçonne tout un ensemble de machinations, pour drainer, en abusant de la réclame ou de promesses chimériques de réussite, les disponibilités d'argent qui n'attendent, dans le pays, qu'une occasion de placement. C'est une organisation qui cache tout un personnel d'opérateurs grisés par le jeu, par les jouissances, ou encore par le désir de paraître ou de dominer, par cet âpre plaisir du pugilat à voir toucher terre aux épaules de l'adversaire. Forces aux prises qui se bravent, rivalisent et cherchent mutuellement à se culbuter sur le dos d'une clientèle trop confiante. » Thaller, 7.

(4) La clientèle qui offre ses fonds aux banques d'affaires sait parfaitement les risques que courent ses fonds. Par contre, en Amérique, certaines banques qui n'ont à leur disposition que des fonds d'incapables ont l'habitude coupable de les faire participer à des entreprises aléatoires Trust-Banks. V. sur ce point Levy-Ullmann précité.

(5) V. art. 15, loi du 15 juillet 1867, et Tchernoff, *Droit pénal financier*,

M. Thaller a, dans une étude approfondie, montré au contraire l'utilité incontestable et le tremplin puissant que constituait pour l'économie sociétaire le crédit des banques d'affaires.

« Le syndicat, dit cet auteur, répond à un besoin moderne. Il faut qu'entre les entrepreneurs d'affaires ou d'industrie et l'argent du public, se glisse la spéculation : celle-ci est représentée par le monde de la banque, d'une certaine banque du moins, plus hardie, plus aventureuse que ne l'est la moyenne des hommes pratiquant cette profession... en garantissant l'émission des titres auxquels on ne sait pas encore si le public s'associera, les banquiers jouent le rôle d'assureurs... sans ces spéculateurs de premier plan les émissions de valeurs seraient souvent impossibles (1).

Les portefeuilles de valeurs industrielles sont aujourd'hui d'une telle importance que certaines grosses banques chargent une de leurs filiales directes de gérer ce portefeuille (2) gardant pour elles la négociation des opérations et en permanence, naturellement, le contrôle de la gestion (3).

Bien plus, on peut considérer, et nous verrons des exemples nombreux de ce principe par la suite, que tout groupe

(1) V. Thaller précité.

Adde Brouilhet, *le Conflit des doctrines dans l'Economie politique contemporaine*, 155, 186.

(2) Cf. la Banque Industrielle, filiale de la Banque Marmorosch Blank et Cy en Roumanie. *Adde* :

La Société générale de banque pour l'étranger et les colonies, filiale de la Société générale, pour le contrôle et la coordination de l'action de ses filiales et de ses succursales hors de France.

(3) « Mentre le banche ingliesi si astengono invia generale da qualsiasi sovvenzione alle loro industrie, dando importanza assoluta alla conservazione del capitale liquido, di cui possono per tal modo disporre in ogni momento quelle tedesche, all contrario, accordano unghi crediti ai commerciant le industriali, finanziono e accomanditano le grandi industrie exercitando su di loro un controllo per mezzo dui uno speciale incavicato. » — *La Politica Economica Postellica a dei grandi istituti Bancari Italiani*, par Mario Grunberg (*Giornale degli Economisti e Rivista di Statistica*), Luglio, 1918-1919, 25.

industriel est positivement étayé par des banques ; soit que ces banques fassent partie de leur économie propre, soit qu'au contraire la banque contrôle l'entreprise (1).

*Le développement de la banque en France
et les augmentations de capital d'après guerre.*

Nous n'avions, en France, avant guerre, qu'un nombre tout à fait réduit de banques pratiquant presque exclusivement les affaires; la seule fois d'ailleurs où la banque française avait essayé par un coup hardi et d'ailleurs puissamment conçu, de faire rentrer en France le marché des métaux, elle avait malheureusement sombré en laissant au scepticisme français le soin de conclure un peu nerveusement à l'irréalisation de semblables conceptions et au peu de loyauté des dirigeants. Il ne faut pourtant pas oublier que deux des plus puissants efforts économiques du demi-siècle dernier ont été imaginés et mis en train par des capitaux français. Suez et Panama sont des *conceptions* françaises; déplorons seulement que nous n'ayons pas su les maintenir des *réalisations* françaises.

Ces grosses entreprises internationales n'étaient d'ailleurs pas en faveur dans le public et le marché restreint du crédit commercial conduisait les banques à ne pas se spécialiser, mais à faire plutôt indifféremment des actes de simple banque de dépôt et par occasion de la commandite industrielle.

Une place spéciale doit être faite ici au rôle que se proposa de jouer avant guerre la Société centrale des Banques de Province. Fondée en 1911 par un consortium de gros banquiers de province qui prenaient chacun une partici-

(1) Un exemple récent est la conduite de l'industriel Ford, des Etats-Unis. Celui-ci (l'homme le plus riche du monde, dit-on) étant en conflit avec les différents groupes bancaires, résolut de fonder lui-même sa propre banque avec les intérêts qu'il contrôlait ou attirait à lui. Son essai semble jusqu'ici avoir triomphé des difficultés.

pation dans le capital de la nouvelle société, la Société centrale avait pour objet de créer des syndicats d'émission, de faire toutes opérations de banques d'affaires, mais aussi de prendre ferme des participations jusqu'à 200.000 francs pour ses adhérents dans telle ou telle nature d'entreprises mentionnée dans un bulletin établi *ad hoc* (1).

La Société n'eut pas le temps de se développer comme elle l'aurait pu et elle ne continua pas, après guerre, la politique hardie mais sévèrement conduite qui l'avait précédemment inspirée.

C'est surtout depuis la guerre qu'on trouve en France des banques d'affaires véritablement organisées. Nous en avons déjà cité les principales ; parmi celles-ci, notons particulièrement la Banque de Paris et des Pays-Bas qui paraît avoir les assises les plus solides.

Le mouvement donné à l'industrie et le phénomène d'intégration qui en est résulté a fait germer sur notre sol une multitude d'établissements de crédit ; les anciens, dans la nécessité d'accroître leurs disponibilités, ont augmenté leur capital dans un rapport de 30 à 50 % (2) ; des fusions, moins nombreuses cependant que dans la généralité des autres nations, se sont produites (3) ; enfin la banque est allée fonder à l'étranger des filiales pour subventionner et veiller sur place aux entreprises qu'elle se proposait de soutenir (4).

Les banques ont profité de l'appel de commandite qui leur était fait pour prendre dans le pays une situation considérable. Elles ont le plus souvent exigé un pouvoir de contrôle sur les sociétés dont elles aidaient à reconsti-

(1) Thaller, *op. cit.*, 18.

(2) A. Liesse, *les Augmentations de capital dans les entreprises industrielles et les banques* (*Ec. français*, 1920.1.801).

(3) La Banque nationale de Crédit absorbe la Banque française pour le Commerce et l'Industrie ; le Crédit mobilier français, la Banque Trans-atlantique, etc., etc.

(4) Le Crédit français a fondé la Banque franco-roumaine.

tuer le capital et cela pour plusieurs raisons, d'abord pour surveiller l'emploi des participations qu'avait consenties leur clientèle, mais de plus elles ont voulu elles-mêmes profiter de leur position pour se constituer un portefeuille puissant. A cet effet, elles avaient souvent recours, ne voulant pas trop s'engager elles-mêmes, à l'émission d'actions à voix multiples qui leur permettait de garder la direction des sociétés sans avoir à immobiliser une fraction considérable de leurs disponibilités.

La Banque à l'étranger.

Le mouvement de concentration bancaire, les phénomènes de participation et de contrôle dont nous venons de faire état se retrouvent dans tous les pays où le mouvement a été plus ou moins précipité, suivant la puissance du mouvement de réajustement économique qui a suivi la guerre.

En Angleterre, où les entreprises industrielles sont soutenues par des banques privées « merchant bankers » et « Foreign bankers », comme les banques Rothschild, Hambro, Baring, Lazard, Erlanger, Speyer, Kleimvorth, le mouvement de concentration et de contrôle est bien difficile à saisir ; toutefois on peut avoir une idée de ce mouvement par la comparaison qui nous est offerte avec les « Joint Stock Banks » ou banques de dépôts. Celles-ci viennent d'être l'objet de fusions considérables (1) et le

(1) V. Léon Baret, *la Concentration des Banques en Angleterre* (Rev. de Pol., 1917, 266).

Notons cette intéressante étude du mouvement de concentration bancaire parue dans le *Financial Times* :

« En 1890 on comptait en Angleterre 123 « joint-stocks banks » avec 3.634 succursales ; le chiffre de leurs dépôts était de 500.000.000 de livres. En 1921, le nombre de ces banques était réduit à 37, mais elles comptaient 9.861 succursales, et le chiffre des dépôts atteignait 2 milliards 1/2 de livres. A lui seul le groupe des « Big Five » (les cinq plus grandes banques

gouvernement, ému par la soudaineté et la puissance de ce phénomène en vint même, par l'intermédiaire du chancelier de l'Echiquier, à proposer au parlement un projet de loi, un peu tardif d'ailleurs, en vue de contrôler ces fusions (1).

En Allemagne, les banques d'affaires qui, soutenues par le gouvernement d'Empire, avaient acquis le contrôle de nombreuses entreprises à l'étranger (2), se trouvèrent par

de dépôts) possédait 6.335 succursales et disposait d'un total de 1 milliard 1/2 de dépôts.

« Malgré le développement du chiffre des succursales, on constate un affaiblissement du « régionalisme ». Les banques régionales ont en effet pratiquement cessé d'exister en Angleterre ; les rapports directs des directeurs des banques régionales avec leurs clients qui étaient la caractéristique de ces dernières et qui, basés sur une confiance réciproque, avaient fourni un précieux appui aux industriels de province, ont disparu. La branche « Avances » est désormais le domaine exclusif du siège central. Cette question prend un certain intérêt si l'on se souvient que le dernier congrès des banquiers américains s'est prononcé en faveur du « branch banking », c'est-à-dire du maintien des banques nationales et banques d'Etat qui sont au premier chef des banques régionales.

« Quoi qu'il en soit, en Angleterre la concentration bancaire a puissamment développé l'influence des établissements de dépôts et l'attraction du marché monétaire de Londres, elle n'a pas été défavorable pour les actionnaires de ces entreprises, mais les banques régionales et les traditions qu'elles représentaient ne sont plus, pour l'instant du moins, qu'un vestige du passé. Les grandes banques rétorquent que l'industrie a vu se produire un mouvement de concentration parallèle et qu'à un système nouveau il fallait des moyens nouveaux. »

Comme principales fusions :

La London Joint City and Midland Bank a absorbé dans ces dernières années la London Joint Stock Bank et la Clydesdale Bank. V. *Ec. fr.*, 1918. 2.103 ; 1919. 2.712.

La Lloyd's Bank a acquis la Capital and Counties Bank, la National Bank of Scotland, la London and River plate Bank V. *Ec. fr.*, 1918.2.103.

La Barclay's Bank a racheté la London and South Western Bank et la London Provincial Bank qui avaient déjà fusionné entre elles (5). V. *Ec. fr.*, 1918.1.106 et 2.104.

Enfin, la Martin's Bank s'est fondue avec la Bank of Liverpool. V. *Ec. fr.*, 1918.1.106. La London Bank avec la Smith's Bank. V. *Ec. fr.*, 1918.1.106.

(1) V. *Ec. Fr.*, 1919, 552.

(2) La Banque Nationale Italienne, contrôlée par les capitaux alle-

suite de la défaite privées de leurs participations mises sous séquestre et liquidées au profit des banques alliées rivales ; la Deutsche Petroleum A. G., la plus puissante des Holding C^{les} allemandes, perdit ainsi ses vastes domaines de Roumanie et de Galicie (1).

En Roumanie, au contraire, la libération victorieuse du territoire, les nouvelles annexions, la liquidation des biens ennemis, les nécessités économiques pressantes du pays appauvri par huit années d'invasion et de destruction, devaient amener un mouvement bancaire considérable.

Ce pays, qui ne comptait en 1913 que 197 banques, vit ce chiffre s'élever à 297 en 1920 ; le capital des banques passait, dans le même temps, de 1 à 5. Dans la seule année 1920, les banques aidaient et participaient à la formation de 226 sociétés au capital de 2.010 millions de lei, pendant que les sociétés anciennes augmentaient leur capital de 1.641.225.000 lei (2).

Un consortium de banques s'établissait pour reprendre les participations ennemies sequestrées et en liquidation ; enfin les banques alliées ne restaient pas indifférentes au mouvement et cherchaient à s'introduire dans les riches

mands, avait mis la main sur les principales industries et exploitations du pays.

En Roumanie, la Deutsche Petroleum, soutenue par la Deutsche Bank, avait acquis d'importants intérêts dans les sociétés pétrolifères : Concordia, Vega, etc.

En Belgique, l'Allemagne s'était particulièrement attachée à contrôler les sociétés d'armes et de munitions : c'est ainsi que Lowe, de Berlin, contrôlait la fabrique d'armes de Liège, la Société des anciens Etablissements Paper (armes et munitions), la fabrique d'armes d'Herschel, etc. V. *l'Avant-Guerre en Belgique* (*Rev. de Paris*, p. 400).

Adde les livres suivants où l'on trouvera une puissante documentation : Hauser, *les Méthodes allemandes d'expansion économique* ; Vouters, *les Procédés d'exportation du commerce allemand*.

(1) V. Liefmann, précité, p. 243-244.

(2) Les capitaux allemands ne se sont pas considérés comme battus en Roumanie. On a annoncé dernièrement la fondation de la Banque Centrale Allemande au capital de 100 millions de lei. V. *Crefelder Zeitung*, 11 mai 1922, n° 220.

régions pétrolifères, convoitises de tous les groupes financiers.

La Banque de Paris et des Pays-Bas fondait, en collaboration avec la Société générale, la Banque des Pays de l'Europe centrale ; la Banque de l'Union Parisienne qui avait déjà une participation dans la Banque commerciale Roumaine rachetait une partie des actions de cette société que possédait le Wianer Bankerverein.

Le mouvement bancaire en Roumanie a d'ailleurs fait l'objet d'une étude remarquable de M. A. Bonafous (1).

Aux Etats-Unis le respect qui inspire à l'Américain la puissance commerciale des « businessmen », la confiance avec laquelle ils confient à ceux-ci leurs capitaux, la surenchère que se font les Etats fédérés pour libérer le plus possible les sociétés d'une législation stricte, enfin les possibilités de production du sol et du sous-sol, sont les causes qui stimulent l'activité des hommes d'affaires et leur permettent de larges conceptions. On comptait, en 1919, 30.000 banques aux Etats-Unis (2).

Nous croyons intéressant de donner pour terminer ces quelques notes sommaires le tableau ci-après des participations des principales banques des Etats-Unis, pour faire comprendre avec la clarté désirable la position des banques d'affaires aux Etats-Unis.

(1) *Les Banques d'affaires en Roumanie* (Rev. d'Ec. pol., 1922).

(2) D'après John E. Revensky, *Cooperation in International Banking* (The Ann. of the Am. Acad., may 1919, 181).

Tableau dressé par le « Board of Corporations », 1912.

Banques.	Nombre de places de directeurs.	Nombre de corpora- tions.	Capital total des corporations millions et dollars.
J.-P. Morgan et Co.....	63	38	10.036
First National Bank of New-York.	89	48	11.393
Guaranty Trust Co.....	160	76	17.342
Bankers Trust Co.....	113	55	11.184
National City Bank.....	86	47	13.205
Kuhn, Loeb and Co.....	15	12	3.011
National Bank of Commerce.....	149	82	18.165
Hamover National Bank.....	37	29	7.495
Chase National Bank of New-York.	67	48	11.527
Astor Trust Co.....	74	47	12.408
Blain and Co of New-York.....	12	11	1.784
Speyer and Co of New-York.....	10	10	2.443
Continental and Commercial.....	49	27	6.969
National Bank of Chicago.....	55	28	9.021
Trust National Bank of Chicago...	28	22	4.599
Illinois Trust and Saving.....	8	6	2.395
Bank of Chicago.....	11	—	3.199 (1)

(1) Il y a évidemment beaucoup de doubles emplois dans ce tableau, car l'on indique toujours pour chaque firme le capital entier. Si l'on fait abstraction de ces doubles emplois on aboutit au résultat suivant : les chefs de firmes désignées et leurs directeurs au nombre de 180, possèdent les places suivantes : 385 places de directeurs dans 41 banques et sociétés de Trusts possédant un capital propre de 3.832 millions de dollars et de dépôts à concurrence de 2.834 millions de dollars ; de plus, 50 places de directeurs dans 2 sociétés d'assurances qui disposent d'un actif de 2.646 millions de dollars. 155 places de directeurs dans 31 compagnies de chemins de fer possédant un capital total de 12.193 millions de dollars et une longueur de voies de 271.120 km. ; 6 places de directeurs dans 2 compagnies express et 4 places dans une compagnie de navigation à vapeur possédant un capital total de 245 millions de dollars et réalisant un profit brut de 97 millions de dollars, 98 places, etc. *Monopoles et Politique en matière de monopole*, par Eugène von Philippovitch (*Rev. Ec. intern.*, 15-20 juillet 1914.1.10).

CHAPITRE IV

LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS ET LA PUISSANCE PUBLIQUE.

I. — *Le Trust (1) et l'Etat.*

Le dilemme : l'Etat Trust ou le Trust Etat.

Le mouvement économique a fait surgir en face de l'Etat une puissance qui, par les moyens dont elle dispose, peut contrecarrer l'effort de la première (2). Quelle va être la réaction de l'Etat ? Va-t-il admettre auprès de lui son grand rival, en lui faisant partager sa souveraineté, ou bien ne va-t-il pas chercher à fondre en lui cette nouvelle puissance qui doit lui servir ? C'est là le problème politique qui se pose de nos jours. Constatons qu'en fait il existe aujourd'hui deux pouvoirs, l'un régulier et purement national représenté par l'administration et ses formes endormies, l'autre occulte ne disposant que d'armes économiques, d'ententes, mais représentant la force jeune et agissante, l'élé-

(1) Nous prenons ici le mot Trust dans son sens le plus large et comme synonyme de groupement financier, commercial ou industriel.

(2) Il est curieux de noter les marques de respect faites aux dignitaires des principaux groupements industriels.

Signalons le portrait de M. Ch. N. Schwob, ex-président du Trust de l'Acier, tracé par le *Springfield Republican*.

« Le président des Etats-Unis ne fut jamais suivi avec une attention plus soutenue que ne le fut le président d'une société industrielle dont les recettes brutes égalaient le revenu du gouvernement américain ; ses voyages en Europe étaient une marche triomphale ; les rois et les empereurs sollicitaient l'honneur de sa rencontre. » *Journal de Genève*, 24 août 1903.

ment actif et productif de la nation. Ces deux forces peuvent faire semblant de s'ignorer, mais elles sont constamment remises en présence par les événements, et comme, d'autre part, il ne peut subsister longtemps dans une nation de dualité de souveraineté, l'un des pouvoirs doit nécessairement dépendre de l'autre.

Si l'État veut dominer le Trust, il devra contrôler ce dernier; si au contraire il le laisse se développer en toute indépendance et accroître indéfiniment sa puissance politique personnelle, ce sont les Trusts qui dirigeront l'Etat. Des exemples actuels nous montrent que la première politique est suivie par l'Angleterre, la seconde par l'Allemagne.

Les Trusts ont toujours une racine nationale mais, par les mille tranches de productions qu'ils exploitent ou auxquelles ils participent, leurs intérêts s'étendent à travers l'économie internationale (1). Ces intérêts sont si puissants qu'ils tendent à créer une politique du Trust, et cette politique, si elle n'est contrôlée par l'Etat, peut, dirigée dans un but individuel, être contraire à l'intérêt national du pays.

Nous croyons qu'il existe plutôt des « internationalistes de la finance » qu'une « internationale de la Finance »; pour que cette dernière expression soit tout à fait vraie, il faudrait que l'Etat n'ait pas assujetti à sa politique personnelle, dans certains pays, une partie de cette finance; il serait aujourd'hui plus exact de dire qu'il existe à côté des nations des forces actives et entreprenantes qui agissant plus librement constituent les avant-gardes des Etats et leur première arme offensive.

Il est bien difficile de préciser la puissance au juste financière des Trusts et d'établir un rapport entre cette puissance et

(1) « La grande industrie déborde les frontières ; elle ne peut naître et se développer dans une région déterminée qu'en raison des facilités qu'elle y trouve pour obtenir dans de bonnes conditions des matières premières et assurer la vente de ses produits. » *Japy*, 15 mai 1922.

l'Etat. Le Trust, en effet, ne vit que si l'Etat le permet, car seul il possède la force armée ; et si au Mexique et dans l'Amérique centrale les Trusts ont quelquefois forgé de toutes pièces des révolutions politiques, ils avaient toujours derrière eux un cuirassé et quelques compagnies de débarquement qui, par hasard, croisaient dans ces parages, pour « protéger leurs nationaux ».

Les statistiques, assez expressives du reste, permettent cependant d'affirmer que les Trusts : Standard Oil Cy, Royal Dutch-Schell, United States Steel Corporation, British controlled Oilfields, le groupe Stinnes concentrent un capital représentant chacun 1 milliard de dollars.

La Standard Oil contrôle 60 à 80 % de la production pétrolière des Etats-Unis ; elle possède, comme nous l'avons vu, des gisements, des usines, des lignes de chemins de fer, une flotte nombreuse ; des participations considérables dans des entreprises cuprifères « Amalgamated Copper Cy ». Son capital qui n'était primitivement que de 70.000.000 de dollars s'est élevé en moins de 50 ans à 1 milliard de dollars (1).

La Royal Dutch, constituée en 1890 au capital de 2.300.000 florins, contrôle aujourd'hui quelques 2 milliards de dollars de capital ; on estime généralement qu'elle a investi dans ses entreprises plus de 6 milliards (2) ; sa production est de 15.000.000 de tonnes de pétrole ; sa flotte comprend 1.400.000 tonnes. Nous donnons en note la liste de ses principales filiales (3).

(1) Le Page, *le Producteur*, 1921, 8.

(2) En ce sens : déclaration de Decamp, chef du service des études de la Banque de France. — V. aussi Le Page : 12 milliards de francs. Cf. Liefmann, p. 149.

(3) Shell Transport and Trading Cy ; Asiatic Petroleum Cy ; Anglo-Saxon Petroleum ; Bataafsche Petroleum Maatschappy ; Société pour la transformation du pétrole et du charbon. — Aktien Gesellschaft feu Petroleum Industrie ; Deutsche Bergin A. G. ; Société Anglo-Suédoise des Pétroles Asiatic ; Petroleum : Ceylan, Egypte, F. M. O., Indes,

La British controlled Oilfields contrôle également un milliard de dollars de capital (1) ; l'United States Steel Corporation 2 milliards de dollars ; le groupe Stinnes étend son contrôle sur 125 sociétés diverses dont la valeur (1) or n'a pas jusqu'ici fait l'objet d'affirmations bien certaines.

Nous pourrions multiplier les détails sur ces organisations, mais ici les statistiques seule nous suffisent et elles nous montrent d'une part que l'Etat doit compter avec les consortiums et d'autre part qu'il doit assurer la conduite vers un but national de ces jeunes forces productives.

L'histoire parlementaire des cinquante dernières années aux Etats-Unis n'est qu'une suite de mouvements contre les Trusts ; le succès des démocrates précédemment aux dernières élections où d'autres facteurs entrèrent en jeu (2), fut toujours contre les Trusts ; ceux-ci ne disparurent pas, au contraire ; mais du moins le pouvoir politique national avait-il pu réfréner les ambitions individuelles et discipliner dans un sens américain ces entreprises.

En Angleterre, c'est l'Etat qui a lié les Trusts. La question, comme nous le verrons plus loin (3), est donc résolue en son entier profit.

En Allemagne, par contre, les bouleversements politiques et économiques amenés par la défaite ont groupé au pouvoir les industriels, les Stinnes, les Cuno ; seules puissances qui aient pu résister à l'écrasement général et

Chine septentrionale, Philippines, Siam, Chine méridionale, Etablissement des Détroits ; Anglo-Egyptian Oilfields ; British Imperial Cy ; Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud ; Astra Romana ; Barri bean Petroleum ; Dordesche Petroleum Industrie Maatschappy ; Dordesche Petroleum.

(1) V. *infra*, p. 92.

(2) Le succès complet des républicains aux élections présidentielles de 1920 fut dû en grande partie au nationalisme de ces derniers et au refus par les Américains de poursuivre la politique pacifique et interventioniste de Wilson.

(3) V. *infra*, p. 92.

même profiter de cette misère. Les résultats obtenus en Allemagne par la politique menée par ceux-ci ont montré :

1^o Que ces industriels n'avaient pas la notion politique et que bien loin de diriger la nation comme leurs entreprises, ils tendaient à alimenter leurs entreprises aux dépens de la nation ;

2^o Que le gouvernement était toujours pour eux une source de profits bien plus que de devoirs.

L'opinion allemande était pourtant confiante en ses industriels ; elle estimait que la puissance que possédait ceux-ci leur servirait à développer l'influence de l'Allemagne et son expansion commerciale.

Elle espérait qu'ils pratiqueraient, avec plus de brio encore qu'avant guerre, la politique du Dumping qui leur avait si bien réussi (1) et c'est dans un but de ménagement que le gouvernement avait accordé aux sociétés de matières colorantes, de produits chimiques et pharmaceutiques, la remise de la plus grande partie de l'impôt sur les béné-

(1) Le « Dumping » a la tactique économique qui consiste à vendre sur le marché étranger à un prix inférieur à celui établi sur le marché du pays producteur.

Le Dumping allemand avait presque tué avant la guerre la métallurgie écossaise et l'industrie française des locomotives.

En Italie, les poutrelles allemandes se vendaient 75 marks et en coûtaient 85 à l'Allemagne. Le coke 17 marks en Allemagne et 8 en Autriche.

Les « Key industries », les industries essentielles, étaient les plus visées (comme la fabrication de l'acide phosphorique) dans l'intention de rendre les pays étrangers tributaires de l'Allemagne pour leurs fournitures les plus indispensables.

C'était un véritable plan stratégique.

L'aide déguisée « Overdumping » que l'Etat allemand accordait aux dumpers en dehors de la protection douanière, et grâce à sa politique d'agression économique perfectionnée, par des prix de transports diminués (tarifs soudés), parfois entièrement remboursés, par l'indemnisation du droit de douane acquitté à l'entrée dans les pays étrangers, par le dégrèvement à l'entrée des matières importées pour être transformées dans les usines allemandes en vue de l'exportation. Enfin par le système des bons d'importation qu'inaugura le dumping agricole ; tout exportateur de céréales ou de farines obtient à la sortie un bon « Einfurschein » qui

fices de guerre et aux industriels des délais pour le paiement des droits sur le charbon. Cette politique espérée avait reçu un commencement d'exécution par la création de la Deutsche Lichtbild Gesellschaft, société pour la propagande allemande par le film à l'étranger ; il ne semble pas toutefois qu'elle ait été de nature à sortir l'Allemagne des difficultés qui l'écrasent.

En fait les industriels allemands ont profité de leurs immunités fiscales et profité pour leur compte également des débouchés que la baisse du mark avait pu créer, mais l'Etat allemand y a-t-il gagné quelque chose ? Un principe nous paraît certain : La politique doit dominer l'économie ; l'art de diriger une nation et de lui imposer une direction en conformité avec ses désirs et ses possibilités nationales ne peut être que l'œuvre de personnes parfaitement désintéressées.

Mais si l'industrie et le commerce doivent rester dans un lien de subordination vis-à-vis du pouvoir politique, elle doit être une arme dans les mains de l'Etat, arme dont celui-ci se servira d'abord pour se créer une économie nationale, ensuite pour pousser des reconnaissances autant que son intérêt l'exige. De cette façon les deux puissances s'entr'aidant chacune, aucune ne sera sacrifiée ; l'une obtiendra ses bénéfices dans tel domaine au lieu de tel autre, mais en compensation elle acquerra toute l'influence de l'Etat à son service. L'Etat, d'autre part, verra l'industrie renforcer par son action sa politique.

Dans le cas contraire, l'intérêt national disparaît derrière la politique d'industriels dont la pensée n'a jamais été dirigée que vers le lucre ; et l'industrie, en disloquant

lui permet d'importer en franchise une quantité égale de céréales ou de farine ou certaines autres denrées.

En 1910, l'Allemagne a exporté de cette façon 800.000 kg. de seigle. L'Etat visait par ce moyen de se rendre maître du marché danois.

V. *Le Dumping et les mesures prises ou préconisées pour en combattre les effets*, par van Esegghem (*Rev. Ec. Int.*, 1921, 3, 327).

l'Etat dépourvu de ses véritables défenseurs, tend à détruire la base nationale et l'appui certain de sa puissance.

II. — *Action du gouvernement anglais pour le contrôle des sociétés pétrolières.*

L'action du gouvernement pour le contrôle des sociétés auquel il juge bon de s'intéresser peut être soit occulte, soit positif, c'est-à-dire poursuivi par une voie commerciale normale ou extraordinaire.

Le contrôle occulte, presque impossible à discerner tant ses transformations sont multiples et fréquentes, ne nous arrêtera pas ; on peut simplement affirmer que le gouvernement anglais est par principe derrière ses nationaux partout où leurs agissements à l'étranger tendent à préciser une influence britannique. Aujourd'hui d'ailleurs cette forme de contrôle n'est qu'une voie de pénétration ; elle ne suffirait pas aux gouvernements pour créer les armes économiques dont elles prétendent se servir. Nous avons dit tout à l'heure que pour ne pas être brisé par la puissance de la finance, l'Etat doit lui-même dans le rayon qui lui est propre devenir une puissance financière ; aucun Etat n'a mis en vigueur ce principe avec un sens des réalités aussi prompt et aussi puissant que l'Angleterre. On peut même dire qu'il a agi d'instinct et bien avant que des discussions forcément fragiles, la politique et l'opinion, aient préjugé de l'utilité de la méthode, le gouvernement avait pris position.

C'est qu'il existe des points vitaux pour l'empire britannique, sa puissance fondée sur une liaison étroite des colonies et des Dominions avec la métropole, nécessite une politique vigilante des forces de la mer.

On peut dire que tout l'intérêt national britannique se concentre dans la « Home Fleet » ; l'empire ne tient que par elle ; sa première défaite laisserait sans doute intactes dans leur attachement réel à la patrie, les races anglaises

essaimées sur les continents, mais chacune d'elles reprendrait par la force des événements la lutte pour sa vie propre. Le jour où le pavillon anglais ne flotterait plus en maître incontesté sur les mers il existerait des sociétés anglaises, mais où serait l'Empire ?

C'est pourquoi toutes transformations techniques soit dans la composition de la flotte, soit dans son armement ou ses moyens d'action, sont suivies avec une attention extrême par les gouvernements anglais. Sur ce point d'ailleurs, point de controverses ; il y a unité de vue chez tous les dirigeants de quelque côté de la politique qu'ils viennent.

On comprend facilement pourquoi la révolution, causée dans l'industrie par la découverte d'un moteur Diesel, causa une profonde impression dans l'amirauté. La chauffe au mazout, c'était la possibilité de restreindre dans des proportions considérables l'espace réservé sur les navires aux provisions de charbon (1). Mais c'était obliger la marine à créer rapidement des bases de ravitaillement en pétrole sur toutes les routes du globe, comme elle avait réussi précédemment à le faire pour le charbon lorsque ses navires n'usaient que de ce combustible (2).

La supériorité navale de l'Angleterre, dit excellemment M. André Fuel, tient à l'abondance dans son sous-sol de la

(1) Le moteur Diesel fut exposé pour la première fois à Dusseldorf, en 1903, par une firme allemande ; comme on ne parvenait pas à lui faire développer pratiquement plus de 20.000 H. P., on eut l'idée de chauffer ces chaudières directement au mazout. Les résultats furent pleinement heureux.

Ces moteurs développent 21.000 H. P. et n'occupent que 7.000 mc. au lieu de 17.000 H. P. pour une machine à vapeur de même puissance. On compte outre la réduction de poids à transporter une réduction de personnel des 2/3. De plus le pouvoir calorifique du mazout est de 10.500 calories quand celui du charbon n'est que de 6.500 calories. Il y a donc pour l'emploi du mazout augmentation de 35 à 60 % du rendement des chaudières. V. J. Lepoutre, *la Politique du pétrole* (*Rev. Ec. intern.*, 1921.1.428). Cf. H. Deforges, *De l'emploi des combustibles liquides*.

(2) Ce n'était pas d'ailleurs sans une certaine appréhension que les

houille qui lui permet d'approvisionner une flotte considérable, de constituer des dépôts de combustibles dans toutes les régions du globe; la substitution du pétrole au charbon, c'était, on pouvait le craindre, la fin de la prépondérance maritime de la Grande-Bretagne (1).

Aussi ce fut sans grand bruit mais avec une volonté inébranlable que le gouvernement anglais partit à la conquête du pétrole. Il s'agissait de ne pas inquiéter le nationalisme américain, tout en s'établissant sur des points stratégiques importants; il fallait contrôler les sociétés pétrolières nécessaires à la vie même de la Home Fleet (2).

En moins de 10 ans le résultat a été obtenu et l'Angleterre, grâce à des hommes comme sir Marcus Samuel, lord Cowdray, lord Curzon, sir John Cadmann, lord Strathcona et surtout l'amiral Fischer, est parvenu à édifier à travers le monde un formidable réseau de participation directe et d'ententes avec les sociétés pétrolières qui pouvaient devenir indispensables à la vie même de sa flotte (3).

Anglais voyaient leur sous-sol diminuer peu à peu en productivité de houille, pendant que celle des nations rivales augmentait.

Voici en long tons de 2.240 ils une statistique de variations de la production de la houille.

	1901	1913	1918
Etats-Unis	651	729	1.012
Nouvelle-Ecosse	642	651	641
Grande-Bretagne	357	331	301
Belgique	222	212	185

(1) André Fuel, *la Question du Pétrole et le Consommateur français*, op. cit.

(2) « Le grand point pour la marine est de s'assurer d'un groupe qui peut tirer sa production de beaucoup de points géographiques parce qu'on ne peut compter sur aucun champ pétrolifère. Mon expérience est que les régions qui produisaient régulièrement 18.000 barils (le baril = 42 gallons 258 litres 97) par jour sont descendues à 3.000 sans aucun avertissement préalable. » Déclaration du Deterning au Comité de guerre britannique en mars 1913 (rapportée par Le Page, *l'Impérialisme du Pétrole*, p. 22).

(3) Au 1^{er} janvier 1921, la flotte pétrolifère du monde comptait :

« Sauf le Mexique et une petite partie de l'Amérique centrale, concluait sir E. Mackay, dans un article paru dans le *Sperking Journal* (1), le monde est « solidement barricadé » contre une attaque en force des Américains.

Ils pourront risquer peut-être quelques escarmouches, mais jamais d'attaques sérieuses. La position anglaise est imprenable. »

Nous ne pouvons développer ici les différentes raisons qui ont créé le mouvement d'enthousiasme débordant sur l'avenir du pétrole (2) ; contentons-nous de préciser qu'en dehors de l'usage du mazout pour la chauffe des navires de

	Navires.	Tonnages.
Angleterre.	252	1.300.390
Etats-Unis.	171	1.003. 55
Autres pays.	88	304.818

(Chiffres fournis par la Chambre de Commerce américaine de Paris.)

Sir David White, *De la Commission géologique américaine*, résumait ainsi la part des gisements réservée au contrôle britannique.

Milliers de barils.

Canada = l'ensemble.	225
Algérie, Egypte = la moitié.	462, 5
Perse, Mésopotamie = 75 %.	4.365
S. E. Russie. — S. O. Sibérie, Caucase = 50 %..	2.925
Roumanie, Galicie Europe = 50 %.	1.567, 5
Nouvelle Russie et Sakhaline = 50 %.	462, 5
Indes Néerlandaises = 50 %.	753,75
Indes = Totalité.	995

(1) Septembre 1919.

(2) « Qui aura le pétrole aura l'Europe », disait prophétiquement M. Henri Béranger ; « empire des mers par le pétrole ; empire des cieux par les essences légères ; des continents par les gazolines et les pétroles lampants ; empire du monde par la puissance financière attachée à une matière plus précieuse, plus enveloppante, plus dominatrice que l'or lui-même. »

(Note diplomatique à M. Clémenceau, le 12 décembre 1919, à la veille de la Conférence de Londres.)

Et Elliot Alves, chef de la British Controlled Oil Fields : « Le pays qui dominera par le pétrole, commandera en même temps le commerce mondial. Armées, marines, argent et même des populations entières ne pèseront rien devant le manque du pétrole ».

guerre, l'essence est utilisée pour l'aviation, arme aujourd'hui indispensable à toute flotte.

L'action du gouvernement anglais a consisté d'une part à s'assurer des ententes avec ceux des groupes pétroliers dont la politique pouvait se concilier avec l'intérêt anglais ; et d'autre part à entreprendre par lui-même la création de sociétés ayant pour but de soustraire pour le moment les besoins indispensables à la vie de l'empire, au contrôle de l'étranger.

En ce qui concerne les ententes, l'Angleterre n'avait qu'un choix restreint ; le marché mondial du pétrole était partagé à peu près entièrement entre les deux compagnies rivales ; la Standard Oil et la Royal Dutch Schell (1). Mais tandis que la première avait établi sa puissance principalement sur la production américaine, la seconde, société hollandaise, avait étendu son champ d'action sur toutes les parties du monde (2) où des prospections étaient susceptibles d'un rapport pour demain à l'heure où le pétrole serait devenu indispensable ; de plus la Standard Oil était incontestablement liée aux intérêts des Etats-Unis.

La guerre devait créer l'entente entre l'Angleterre et le groupe Royal Dutch. Le président de ce groupe, Deterning, sembla attendre pendant la première partie de la guerre une décision des événements pour prendre partie dans la lutte. En 1917 cependant l'accord se fit, dans quels termes, il est bien difficile de le préciser, mais le fait seul importe, c'est qu'à partir de ce jour la politique du gouvernement anglais et celle de la Royal Dutch Schell

(1) Aux Etats-Unis certains groupements ont pu soutenir la lutte contre les trusts géants et ont même une clientèle étendue ; mais ils ne peuvent en rien se comparer par leurs moyens d'actions aux deux rivaux.

Ces sociétés sont notamment : la Pure Oil, la Sinclair Oil, etc.

(2) V. sur cette question et sur la lutte homérique qui s'est établie entre la Standard Oil et la Royal Dutch, L'espagnol de la Trameyrie : *la Lutte mondiale pour le Pétrole*.

font partie d'un même plan. Pendant ce temps la Standard Oil semblait surtout pressée d'écouler ses produits et d'acquérir dans l'océan Pacifique une omnipotence décisive. Notons en outre que le groupe Pearson and Sons semblait agir en toutes occasions comme agent du gouvernement anglais (1).

Nous constatons ici une sorte de contrôle par ententes du gouvernement britannique sur la Société Royal Dutch Schell. Un autre point va surtout retenir notre attention, c'est celui de la participation effective des capitaux budgétaires à des entreprises industrielles pétrolifères; nous allons examiner brièvement comment le gouvernement anglais a su se faire industriel par nécessité et comment il a mené à bien son entreprise.

Bien avant la guerre, l'amirauté britannique, soucieuse d'affranchir la « Home Fleet » de la tutelle des Trusts, avait obtenu du Parlement les crédits nécessaires pour s'intéresser aux affaires de la « Burmah Oil », s'assurant de ce fait une partie de la production des pétroles de Birmanie. Cette société, inspirée par lord Fischer, organisa en 1909 la constitution de l'Anglo Persian Oil pour reprendre à d'Arcy les concessions pétrolifères qu'il avait obtenues en Perse pour une durée de 60 ans (à compter de 1901). Lord Strathcona fut nommé président du conseil d'administration sous l'instigation de Pretyman, lord de l'Amirauté.

En 1914, après des débats orageux, le gouvernement obtint du Parlement britannique le vote de crédits nécessaires pour obtenir par la possession de la majorité d'un capital action le contrôle de la Persian Oil. En 1919, sur un capital de 4.000.000 £, le gouvernement anglais possédait 2.000.000 £ d'actions de préférence lui donnant une majorité de 2.000 voix dans les assemblées générales. Les autres 2.000.000 £ d'actions étaient réparties comme suit :

(1) V. Delaisi, 43.

1.000.000 £ d'actions ordinaires ; 900.000 £ d'actions cumulatives de préférence et 100.000 £ d'actions à émettre (1). Le principal actionnaire de la société est, après l'Angleterre, la Burmah Oil, société qui, comme nous venons de le voir, est déjà liée d'intérêt avec l'amirauté (2).

Possédant la majorité dans les assemblées, le gouvernement anglais contrôle la société, en fait, d'une façon originale qui montre avec quelle intelligence des choses elle a su comprendre son rôle.

La société est dirigée commercialement, comme toute autre société ; mais au lieu de chercher ses intérêts et ses participations dans les domaines où elle peut trouver le plus de gain, elle fait entrer en ligne de compte la politique qui lui est suggérée par l'amirauté.

Cette dernière est représentée au conseil d'administration par deux délégués (3) qui possèdent sur toutes les décisions un *droit de veto absolu*. Il n'y a donc pas de surprise possible et la Société ne trouve pas son action enrayée, d'autre part, par une organisation administrative qui serait inconciliable avec les nécessités économiques.

La situation des concessions acquises par l'Anglo-Persian Oil est stratégiquement de premier ordre, avec débouché sur le golfe Persique où l'Angleterre est toute-puissante (4).

(1) Delaisi, *la Politique du Pétrole (le Producteur, 1920, 416)*.

(2) Le gouvernement a également souscrit à 199.000 £ d'obligations sur les 799.000 émises.

(3) Lord Inchcape et sir E. H. Packe.

(4) Un incident soulevé récemment à la Chambre des Communes montre combien la situation créée par l'Anglo-Persian est chère aux Anglais. « A la Chambre des Communes, hier (dit une dépêche de Londres), en réponse à une question du colonel Clay, M. Baldwin, chancelier de l'Echiquier, a déclaré que la question de l'opportunité de vendre toutes les actions actuellement possédées par le gouvernement britannique avait naturellement été examinée ; questionné sur les résultats de cet examen, il a répondu, au milieu des rires de l'assemblée, qu'il préférerait ne pas le dire. » (*Information, 2 décembre 1922.*)

La production de la société est généralement considérée comme pouvant fournir 50 à 80 % des besoins de l'Angleterre ; sa flotte est de 1 million de tonnes (1). Son contrôle s'étend à des sociétés en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Hongrie ; en France elle a constitué la Société Générale des Huiles et Pétroles (2) avec le concours de la Banque de la Seine (Sir Basil Zaharoff) ; en Hongrie elle a remis sur pied la Hungarian National Petroleum Cy et a souscrit 500.000 £ d'actions privilégiées (donnant droit à 20 voix par action) d'une augmentation de capital ; en Autriche elle a constitué la Commonwealth Oil Refineries » (3).

Le gouvernement anglais a, d'autre part, fondé en 1918, dans une partie opposée du monde, en Amérique, la British Controlled Oilfields ; cette société, créée sous le régime de la loi canadienne, est dans la main de l'Angleterre non plus par l'acquisition du capital action, mais par la possession des droits de vote attachés aux actions. C'est l'application la plus fameuse du « Voting Trust » dont nous avons analysé le caractère juridique dans un précédent chapitre. Le capital initial de la British Controlled Oilfields était de 12 millions de £ ; il a été porté à 40 millions et est susceptible d'être augmenté jusqu'à 159 millions de £ (4).

Cette société étend son action de contrôle sur des filiales dans les deux Amériques (5) ; les concessions de ces dernières sont le plus souvent situées au bord de la mer, sur l'Atlantique ou le Pacifique ; elles encerclent les deux

(1) L'Anglo-Persian Oil possède des dépôts dans tous nos grands ports : Dunkerque, Rouen, Bordeaux, Casablanca, Marseille, Bizerte, Alger, Dakar.

(2) Elle a souscrit 45 % du capital.

(3) Ses participations s'étendent en outre à de multiples entreprises dont la British Oil Bunkering ; elle constitue en outre des sociétés en Espagne, en Nouvelle-Zélande, dans le nouveau Brunswick.

(4) Ce qui représente environ 4 milliards de francs-or.

(5) Propriétés Brésil, en Equateur, au Vénézuéla, à Costa-Rica, au Mexique, etc., etc.

tiers de la mer des Antilles dont la situation stratégique vis-à-vis du canal de Panama n'a pas besoin d'être rappelée. Dans l'isthme de Panama même, elle possède de grandes concessions dans les Etats de Panama, du Nicaragua ; elle contrôle la presque totalité des concessions du Honduras (1).

Il est enfin une région sur laquelle le gouvernement anglais a jeté les plus actives convoitises ; la Mésopotamie et particulièrement Mossoul. Cette région est à la fois d'une importance stratégique remarquable comme voie de pénétration de l'Asie Mineure ; en outre sa production pétrolifère dont l'importance n'est pas encore estimée, mais sans nul doute considérable, peut être envisagée par l'Angleterre comme constituant un réservoir nécessaire où ses bâtiments pourraient venir se ravitailler dans la plus entière sécurité.

Nous avons vu en effet que le golfe Persique est ravitaillé par l'Anglo-Persian Oil ; posséder les gisements de Mossoul serait donc achever un plan économique-militaire préparé et suivi avec une inlassable ténacité.

Les concessions de Mésopotamie étaient avant guerre exploitées par la *Turkisch Petroleum*, société internationale formée pour 1/3 de capitaux fournis par l'Anglo-Persian Oil, 1/3 par la *Royal Dutch*, 1/3 par des capitalistes allemands.

Lorsque après la guerre les biens allemands ayant été mis sous séquestre, les gouvernements alliés décidèrent de reprendre la part détenue par l'Allemagne, les ambitions de l'Angleterre se dévoilèrent. Nous ne reviendrons pas ici sur les négociations diplomatiques qui n'ont pu encore aboutir en fait ; qu'il nous suffise de signaler qu'après avoir acquis sur la région de Mossoul un droit général de

(1) A Costa-Rica, le gouvernement a même essayé de créer un mouvement révolutionnaire qui aurait aidé ses vues. Ce mouvement a avorté. V. Lespagnol de la Trameyrie.

contrôle, la France s'en vit priver par les accords de San-Remo qui, bouleversant la situation des contractants, fit passer aux Anglais un droit de contrôle absolu sur les entreprises pétrolifères (1).

En retour il était entendu que les deux gouvernements agiraient par une politique commune (2).

(1) « Le Gouvernement anglais s'engage à accorder une part de 25 % aux prix courants des marchés dans la production de l'huile brute, au cas où les concessions seraient exploitées par voie gouvernementale.

« Au cas où une société privée exploiterait ces concessions, la France n'aurait qu'un droit de participation de 25 %. Mais dans ce cas, il était entendu que la société serait sous le contrôle britannique permanent. » (*Le Temps* des 25 mai et 25 juillet 1920.)

(2) « Voici les principales dispositions des concessions de San-Remo.

Le présent accord est basé sur le principe de la coopération cordiale et de la réciprocité dans tous les pays où des intérêts pétroliers des deux nations peuvent pratiquement se combiner.

Roumanie. — Les gouvernements britannique et français soutiendront les ressortissants respectifs dans toutes les négociations communes qui seront engagées avec le gouvernement roumain en vue de : a) l'acquisition de concessions pétrolifères, actions ou autres intérêts appartenant aux sujets ou sociétés anciennement séquestrés par exemple : Steaua Romana, Concordia, Vega, etc., qui constituaient dans ce pays les groupes pétrolifères de la Deutsch Bank et de la Disconto Gesellschaft, en même temps que tous autres intérêts qui pourront être obtenus ; b) la concession de terrains pétrolifères appartenant à l'Etat roumain.

Toutes les actions appartenant à des concessions ex-ennemies qui pourront être acquises et tous autres avantages résultant de ces négociations seront partagées dans la proportion de 50 % en faveur des intérêts britanniques et 50 0/0 en faveur des intérêts français. Il est entendu que dans la ou les sociétés à constituer en vue de la direction et de l'exploitation desdites actions, concessions et autres avantages, les deux pays jouiront de la même proportion de 50 %, pour tout autre capital souscrit, aussi bien que pour les représentants au Conseil d'administration et le nombre de voix.

Territoire de l'ancien empire russe. — Appui commun aux ressortissants respectifs dans leurs efforts communs.

Afrique du Nord et autres colonies. — Le gouvernement français accordera des facilités à tout groupe ou groupes franco-britanniques de bonne réputation, présentant des garanties nécessaires pour la question des concessions pétrolifères sous réserve de 67 % d'intérêts français qui doivent être représentés.

Colonies britanniques de la Couronne. — Autant que les règlements actuels le permettent, le gouvernement anglais accordera des avantages identiques.

Ce partage « d'amis » des ressources pétrolifères de Mésopotamie souleva en France une émotion considérable ; bien plus les Etats-Unis eux-mêmes s'émurent et sortant de la réserve où l'utile doctrine de Monroë semblait les contenir, ils notifièrent par différentes voies aux alliés que ce petit marchandage n'avait pas du tout leur faveur. Le 21 février 1921, la note Colby demande une intervention de la Société des nations sur la question des mandats, pendant que l'officieux *Washington Post* publie cette note équivoque :

« L'arrangement complaisant entre la France et l'Angleterre pour le partage des ressources pétrolifères des territoires qu'elles ne possèdent pas (Mésopotamie, pétrole d'Asie) est sujet à revision à la demande des Etats-Unis désireux de poursuivre leur politique nationale (1). »

Nous ne pouvons oublier de noter en terminant que l'Angleterre ou ses Dominions ferment aux étrangers le droit aux prospections pétrolifères. Ce droit leur est notamment refusé : dans le Royaume-Uni (2), en Australie, en Guyane britannique, en Afrique orientale britannique, aux Indes, en Birmanie, à la Trinité ; il faut, pour obtenir une concession, l'autorisation écrite du gouverneur (3).

Aussi nous voyons soit par voie directe, soit par voie indirecte le gouvernement anglais poursuivre sa politique nationale ; rien ne l'arrête, pas même de faire participer le budget à une entreprise purement commerciale.

(1) Le sénateur Philon proposa même au Sénat américain la création d'une société United States Oil Co pour l'exploitation du pétrole à l'étranger. Cette société, conçue sous la forme d'une société libre commercialement et financièrement, aurait été sous le contrôle constant du gouvernement. Le capital aurait été entièrement américain ; les administrateurs nommés par le président des Etats-Unis. Cette motion fut repoussée. V. également le rapport du sous-secrétaire d'Etat A. Polk. (*Journal du Commerce*, 18 mai 1920).

(2) Du moins faut-il obtenir une autorisation du Board of Trade ou du Ministre des Munitions. V. Delaisi, 437.

(3) De plus, les étrangers ne peuvent fournir que 25 % du capital des entreprises.

Mais avec une grande intelligence des affaires et une parfaite compréhension de son rôle, il laisse les sociétés se gérer commercialement et n'intervient que pour les soutenir et les faire profiter de sa puissance politique, de là son succès.

Aujourd'hui il n'est pas un point stratégique du monde qui ne soit sous le contrôle de la Persian Oil, de la Royal Dutch Schell, de la British Controlled Oilfields, ou de leurs filiales. Le groupe Pearson, le groupe Alvez, autant de forces anglaises souvent déguisées.

On a beau parler d'entente entre la Royal Dutch et la Standard Oil (1) ; celle-ci pourra peut-être se produire dans un intérêt commun, mais à la base il y a deux nations qui se jalourent, l'Angleterre et les Etats-Unis.

L'Angleterre a su, en moins d'un an, s'assurer à côté de sa production de charbon l'aliment de sa flotte de demain, le pétrole, et nous ne saurions qu'admirer les hommes d'Etat qui surent prévoir et mener à bien une tâche aussi formidable (2).

(1) A. Fuel, p. 172. — *Addé Agence Economique et Financière*, 13 mars 1921, sur un prétendu accord entre l'Anglo-Persian et la Standard Oil.

(2) Voici dans un raccourci saisissant les places où dominant le contrôle britannique, soit par ses capitaux, soit par ses ententes (emprunté à M. Lespagnol de la Trameyrie).

EUROPE	
Russie.....	Dutch.
Roumanie.....	—
Hongrie.....	Anglo-Persian.
AMÉRIQUE	
Nouveau-Brunswick.....	Anglo-Persian.
Californie.....	Dutch.
Oklahoma.....	—
Texas, Louisiane.....	—
Mexique.....	—
Amérique centrale.....	British.
Trinité.....	Dutch.
Venezuela.....	—
Guyane.....	British.
Brésil.....	—
Colombie.....	—
Equateur.....	—

III. — *Action du gouvernement français.*

a) SOCIÉTÉS PÉTROLIFÈRES

Il nous paraît intéressant de commencer ce chapitre par un parallèle entre les conceptions gouvernementales anglaises et françaises sur le problème qui les intéresse toutes deux : le pétrole.

S'il est en effet indispensable et vital pour la nation anglaise de posséder sur toutes les côtes des dépôts pour alimenter sa flotte, il n'est pas moins vital pour le gouvernement français de s'assurer par lui-même le contrôle d'une production suffisante de pétrole pour n'être pas tributaire de l'étranger au cas où un conflit viendrait à surgir.

Il n'est pas, il ne peut y avoir de politique nationale dont la base ne soit fondée sur une armée puissamment organisée et disposant de son mouvement.

Or, de nos jours, il n'est plus d'armée forte sans approvisionnement en pétrole; les avions, les camions automobiles, les tanks en consomment des quantités qui en temps de guerre deviennent considérables. « Une goutte

ASIE

Caucase.....	Dutch.
Perse.....	Anglo-Persian.
Mésopotamie.....	Turkik Pétrol.
Indes anglaises.....	Burnah Oil.
Indes néerlandaises.....	Dutch.
Etablissement des Dest.....	—
Chine.	—

Océanie

Australie.....	Anglo-Persian.
Nouvelle-Zélande.....	—
Papouasie.....	—

MEXIQUE

Egypte.....	Dutch
Madagascar.....	—
Afrique du Sud.....	—

d'essence vaut une goutte de sang », dira Clémenceau dans un télégramme désespéré (1), adressé au président Wilson, et Ludendorff déclarera dans ses *Mémoires* : « Grâce à son énorme industrie, il devenait de plus en plus facile à l'Entente, non seulement de placer ses réserves à l'aide d'automobiles, mais encore de transporter un grand nombre de leurs cantonnements aux champs de bataille et de les ramener à leurs cantonnements. Cela présentait pour les troupes une extraordinaire économie de forces morales et physiques (2). »

(1) 15 décembre 1917. Clémenceau câble à Wilson :

« Au moment décisif de cette guerre où l'année 1918 va ouvrir des opérations militaires capitales sur le front français, les armées de la France ne doivent à aucun moment être exposées à manquer de l'essence nécessaire aux camions automobiles, à l'aviation et à l'artillerie de campagne par tracteurs.

« Toute défaillance d'essence amènerait la paralysie brusque de nos armées et pourrait nous acculer à une paix inacceptable pour les alliés.

« Or le stock minimum d'essence fixé pour les armées de la France à son général en chef doit être de 44.000 tonnes et la consommation mensuelle établie à 30.000 tonnes.

« Ce stock indispensable est tombé aujourd'hui à 28.000 tonnes et risque de tomber d'ici peu à néant, si des mesures immédiates et exceptionnelles ne sont pas prises et exécutées par les Etats-Unis.

« Ces mesures peuvent et doivent être prises sans un jour de retard pour le salut commun des alliés, à la seule condition que le Président Wilson obtienne des Compagnies américaines le tonnage supplémentaire de 100.000 tonnes permanentes en bateaux-citernes qui est nécessaire aux armées et aux populations de la France.

« Ces bateaux-citernes existent. Ils voyagent en ce moment dans l'océan Pacifique au lieu de voyager dans l'océan Atlantique.

« Une autre partie peut être prélevée sur le contingent des nouveaux bateaux-citernes en construction aux Etats-Unis.

« Le Président Clémenceau demande personnellement au Président Wilson de faire l'acte d'autorité gouvernementale nécessaire pour la mise en marche immédiate des 100.000 tonnes de bateaux-citernes sur les ports français.

« Il y a là une question de salut public international. Si les Alliés ne veulent pas perdre la guerre, il faut que la France combattante, à l'heure du choc germanique, possède l'essence aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain. »

(2) Citons ces autres passages qui présentent un intérêt considérable, et dont la conclusion permet à Ludendorff d'affirmer que c'est en grande

Quelques chiffres vont d'ailleurs nous prouver la réalité de ces affirmations.

partie faute d'approvisionnement en essence que la stratégie allemande dut s'incliner.

« Outre le charbon, le fer et l'acier, les carburants pour les sous-marins, les automobiles et les avions, comme les huiles de graissage, étaient de la plus haute importance pour la conduite de la guerre en général. Nous étions sur ce point réduits à l'Autriche-Hongrie et à la Roumanie. Comme l'Autriche ne pouvait fournir assez de pétrole et comme tous les efforts entrepris en vue d'élever sa production étaient demeurés sans résultat, le pétrole de Roumanie était pour nous d'une importance décisive. Mais, même avec les livraisons de pétrole de la Roumanie, la question des carburants resta toujours très grave et nous causa les plus grandes difficultés, tant pour la conduite de la guerre que pour la vie du pays. Les stocks du Caucase ouvrirent, en 1918, des perspectives favorables. Notre propre fabrication de benzol, considérée dans l'ensemble de notre production de guerre, ne pouvait être augmentée facilement. En outre le benzol ne convenait guère aux sous-marins ni aux avions.

« Quand nous résolûmes, à la fin de la guerre, de donner du benzol aux aviateurs pour leurs appareils, nous le fûmes à cause du manque d'essence, mais nous savions très bien qu'ils perdraient de leur puissance et qu'ils auraient à traverser une longue période critique. Il fallait surveiller constamment les stocks et les consommations que faisaient les troupes. Nous fûmes obligés de limiter toujours davantage la circulation des automobiles transportant les personnes ; il fallait également réduire, dans les périodes calmes, le trafic des camions automobiles, pour pouvoir lui faire donner son plein rendement dans les périodes critiques. Je ne pouvais réclamer davantage pour l'armée.

« La disette de pétrole, à l'intérieur, fut très grande. La campagne n'en reçut pas assez pour l'hiver. Le paysan passait dans l'obscurité les longues soirées d'hiver ; c'était une rude épreuve pour son moral. C'est un des traits caractéristiques de notre situation en Allemagne, que de constater combien l'on parlait peu de ces inconvénients. On dut aussi expliquer pendant un certain temps la crise des transports par la mauvaise qualité de l'huile de graissage employée pour les locomotives ; elle gelait dans les grands froids. La circulation des automobiles privées dans le pays était presque totalement supprimée. Cette question de carburants demeura toujours extrêmement sérieuse. Il fallait y prêter sans cesse la plus grande attention. »

« Notre contingent de chevaux diminuait toujours de qualité et leur remplacement devenait difficile. Nous fûmes obligés de fabriquer des camions automobiles pour en tenir lieu. Nos services d'exploitation connaissaient de nouveau les difficultés au sujet de leur approvisionnement en matières premières nécessaires à leur fonctionnement. Mais il nous fallait des camions automobiles pour les transports de troupes. »

Le 1^{er} août 1914, notre armée possédait 110 camions, 50 tracteurs et 132 avions ; en 1915 ces chiffres s'élevaient à 8.500 camions et 4.000 avions ; en 1918, nous avions 70.000 camions et 12.000 avions. L'armée britannique avait encore derrière elle plus de 100.000 camions et 4.000 avions (1).

Or il faut bien remarquer que nous ne possédions aucune source pétrolifère en France ni dans nos colonies ; nous ne raffinions même plus le pétrole. L'apport des richesses pétrolifères de nos alliés et leur flotte de navires-citernes était donc aussi indispensable à la victoire que l'avait été l'appui de leurs soldats. La Standard Oil elle-même dut venir à notre secours lorsque, comme l'annonçait Clémenceau dans son câblogramme, « nous ne possédons plus que 28.000 tonnes d'essence quand notre consommation mensuelle était de 30.000 ».

Peut-on représenter la situation qui aurait été la nôtre seuls à seuls avec les Allemands si nous n'avions possédé comme tous moyens de transports de pétrole que les unités de 60.000 tonnes qui représentait en 1914 notre flotte de vaisseaux-citernes (2) !

Qui pourrait certifier qu'un jour ce même problème ne se posera pas et qui peut présumer que notre situation serait, au point de vue des alliances, aussi favorable ?

Or jamais le gouvernement n'a semblé vouloir se créer sur ce point une politique nettement française ; jamais il n'a tenté de contrôler les sources de ces produits de première nécessité ; est-ce parce qu'il redoutait une action dite « étatiste » ou parce qu'il n'entrevoyait pas le péril ? On ne sait ! En tout cas un seul fait nécessite de retenir l'attention : c'est que nous ne possédons encore aujourd'hui aucune entreprise nationale de pétrole. Notre politique a consisté

(1) Le Page, p. 55.

(2) Sur ces 12 vaisseaux, 3 seulement naviguent sous pavillon français.

à protéger un consortium (1) de pétroliers derrière une forte barrière douanière; à permettre à ceux-ci, sans qu'ils aient eu même à raffiner le pétrole, de le revendre aux consommateurs avec des bénéfices qui ne correspondent ni à un travail, ni à un risque, et à livrer la France à tous les périls

(1) V. Delaisi ; Dolléans ; A. Fuel (*Rev. Pol. et Parl.*, 19-20 août) ; V. égal. Le Page, précité.

Le consortium est formé des sociétés : Raffinerie de pétrole du Nord ; Penailles et Despeaux ; Desmarais père et fils, à Deutsch ; la Compagnie industrielle des pétroles ; Raffinerie du Midi ; la Société Lille-Bonnières et Colombes ; M. Paix et C^{ie} ; G. Lesieur et fils ; Compagnie générale des pétroles.

Le consortium formé par ces sociétés est protégé par l'établissement d'un tarif prohibitif de 1893, maintenu par la loi du 30 août 1919. Depuis longtemps ces sociétés ont trouvé plus simple d'être uniquement les intermédiaires nécessaires entre les producteurs étrangers et le consommateur. Leur rôle consiste à répartir l'importation et à prélever de copieuses commissions.

Louis Le Page a, dans un article remarquable, dénoncé ces agissements. « Nos pétroliers, dit-il, hypnotisés seulement par l'idée du bénéfice à réaliser et du marché intérieur à dominer, ont profité des conditions exceptionnelles qui leur étaient faites, par notre législation douanière, jusqu'au jour où elles leur ont paru, quelque favorables qu'elles fussent, encore réellement insuffisantes pour leurs ambitions financières. Alors ils n'ont pas hésité à transformer l'alliance avec le Trust Américain en étroite dépendance. Ils se sont coalisés à la fois pour dicter leurs conditions au consommateur et, sous l'apparence d'obtenir de meilleurs résultats à l'étranger, ils se sont mis à sa dévotion.

« S'il fallait encore une preuve de la pensée qui les a toujours guidés, on la trouverait dans ce fait que la raffinerie française, quand elle raffinait, n'a jamais songé à modifier les méthodes d'exploitation et a toujours négligé de tirer profit du traitement des sous-produits, qui, en permettant de baisser le prix du pétrole livré à la consommation, eût été moins rémunérateur que le maintien des hauts cours. Les résidus acides étaient brûlés dans les chaudières et les résidus alcalins étaient jetés dans la rivière.

« De la protection douanière les pétroliers ont recueilli d'immenses avantages sans qu'elle les initiât à autre chose qu'à la routine industrielle.

« Quand ils ont cru devoir se passer de cette tutelle, ils lui ont substitué celle des fournisseurs étrangers, qui n'est au fond qu'une servitude dorée. Le pétrole et l'essence leur étant désormais apportés à leurs entrepôts qui, de plus en plus ont remplacé leurs raffineries, ils se sont contentés de pratiquer une politique d'« épicier ». Ils ont été des débiteurs d'huiles minérales, comme d'autres sont « débiteurs » de boissons et de fromages.

Louis Le Page, *l'Impérialisme du Pétrole*, p. 44.

que comporte une situation aussi paradoxale. Certes, dirait-on, si l'Etat n'a pas pris sur lui-même d'organiser et de contrôler la production, il a du moins, par des dispositions législatives, empêché que le contrôle des sociétés pétrolifères coloniales passât aux mains de l'étranger. Mais le décret du 8 janvier 1916 qui refuse aux étrangers le droit de former plus du quart des membres du conseil d'administration des sociétés minières coloniales est tout à fait insuffisant. Rien n'assure que par des ententes ou par l'interposition de personnes, des étrangers ne pourront obtenir en fait la direction de ces entreprises.

Il n'y a qu'une façon certaine de contrôler une société, c'est de posséder sur ses actes un droit de veto, contre-partie soit d'une participation financière, soit d'une commission de concession obtenue. Les Anglais l'ont bien compris et nous avons vu comment ils ont su disposer de cette possibilité.

La France ne semble pas jusqu'à présent s'être préoccupée d'un problème qui pourrait devenir pour elle vital. Est-ce l'effet d'une certaine lassitude qui semble s'être emparée de la nation après les longs efforts et la tension créés par la guerre ; est-ce le peu d'empressement du public français à s'aventurer dans des entreprises lointaines ?

Cette dernière raison semble bien peu plausible, car les banques d'affaires, plus près des réalités, n'ont pas hésité à se lier avec les entreprises anglo-américaines pour la création de sociétés pétrolifères fondées en partie avec des capitaux français. Nous voyons que le problème du pétrole, très nouveau pour le grand public, n'a pas été envisagé sous son véritable jour et qu'il suffirait d'un mot ou d'une attention gouvernementale pour que les capitalistes français constituent dans nos colonies et à l'étranger des sociétés françaises ayant exclusivement pour but de pourvoir à l'approvisionnement national.

Si nous passons en revue les sociétés pétrolifères qui se partagent actuellement le marché français, nous trouvons

en premier lieu le Cartel des Pétroliers dont il a été fait mention ; mais celui-ci est fort éprouvé par la concurrence qui lui est faite sur notre territoire par les sociétés franco-anglo-américaines créées sous la législation française ; on a même parlé de désagrégation de ce cartell ; cela n'est pas pour nous surprendre, car un de ses plus considérables participants Deutch (de la Meurthe) est déjà entré comme administrateur dans une société franco-anglaise rivale.

Comme sociétés franco-étrangères, citons d'abord les sociétés fondées sous le contrôle de la Standard Oil et de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; la Standard Franco-Américaine, l'Economique (20 millions) et la C^{ie} Commerciale des Produits pétrolifères (35 millions), qui a elle-même pour filiale la Vacuum Oil et la Bedford Petroleum. Notons dans le conseil d'administration de la Standard Franco-Américaine la présence de M. Rein, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et de M. Jules Cambon, ancien ambassadeur, administrateur actuel de la Banque de France.

La Royal Dutch, d'autre part, a fondé en France avec le concours de l'Union Parisienne (président François Marsal), la Société maritime des Pétroles (qui a Mossoul pour visée) et la Société pour l'exploitation des pétroles. Ces sociétés sont nettement contrôlées par les Anglo-Hollandais qui possèdent dans la Société maritime des Pétroles cinq administrateurs sur sept (dont 3 hollandais et 2 anglais) ; l'un des deux membres français était M. G. Bénard, du sous-secrétariat aux essences, et dans la Société pour l'exploitation des pétroles cinq administrateurs sont également anglais et hollandais (dont M. Deterning en personne, président de la Royal Dutch, « le Napoléon du Pétrole ») ; la participation française a notamment pour représentant M. Deutch (de la Meurthe), du Cartel des Pétroliers.

Enfin l'Anglo-Persian Oil aidée de la Banque de la Seine (sir Basil Zaharoff) a créé en France la Société navale de l'Ouest et la Persian Oil Franco-Anglaise dont l'amiral Ron'arch est administrateur.

Il ne faudrait pas cependant laisser sous silence les vues très heureuses de certains hommes politiques et les louables efforts qu'ils ont tentés pour donner à l'Etat la place qui lui revient dans le contrôle des sociétés d'intérêt national. « Nous ne pouvons, disait M. Laurent Eynac, nous résoudre à une vassalité définitive du pétrole qui peut paralyser la France dans ses efforts actuels et futurs d'affranchissement et dégénérer en vassalité politique. Le problème du pétrole n'est pas seulement commercial, c'est avant tout un problème d'activité nationale... ; il s'agit essentiellement de notre puissance politique et de notre défense nationale », et il proposait d'acquérir des terrains pétrolifères, de faire vivre et grandir nos entreprises, de canaliser vers la France une part de leur production et d'en assurer l'écoulement ; « il faut amener sous notre pavillon une flotte-citerne en rapport avec nos besoins ; de telles directives doivent être maintenues sous peine d'abandonner définitivement tout effort d'indépendance pour le pétrole (1). »

Quels que soient cependant les projets que certains hommes aient pu tenter de réaliser, un fait brutal se pose à nos yeux : l'inexistence de toute politique française du pétrole. Il serait difficile de trouver dans l'action du gouvernement un signe précurseur d'un changement d'attitude, les hommes d'affaires, d'autre part, semblent avoir trouvé plus sûr de s'associer aux puissants rivaux ; quant aux pétroliers leur activité semble si faible, même avec les pos-

(1) La consommation de pétrole en France est : essences : 500.000 tonnes ; pétroles : 200.000 tonnes ; mazout : 200.000 tonnes ; huiles de graissage et divers : 100.000 tonnes.

Ces chiffres sont d'ailleurs susceptibles de plus-values considérables, vu l'usage de plus en plus répandu du pétrole et de ses sous-produits.

D'autre part, de cette consommation qui, d'après des pronostics assez certains, monte à 1.800.000 tonnes et qui en temps de guerre s'élevait sans doute à 2.500.000 tonnes, nous ne produisons (Puits de Pechelbromm) grâce à l'Alsace, que 110 à 120.000 tonnes.

V. *Inf. financ.*, 2 décembre 1922.

sibilités dont ils pourraient disposer pour prospecter dans nos colonies qui, de toute évidence, possèdent bien ça et là des gisements pétrolifères, puisque ceux-ci sont répandus dans tout le globe, leur action semble devoir être bientôt réduite par l'activité des sociétés anglaises et américaines.

Il y a là vraiment un phénomène inquiétant, un laisser-faire difficilement justifiable (1).

Ce que nous venons de dire pour le pétrole, nous pouvons le dire pour le brome (2) et pour d'autres matières ; qu'il nous suffise en terminant de déclarer que le contrôle français sur les entreprises pétrolifères n'existe pas (3).

b) SOCIÉTÉS D'EXPANSION COLONIALE (4)

En dehors du contrôle des sociétés productives des matières premières dont notre territoire est particulièrement pauvre, l'Etat peut estimer qu'il est de bonne politique et de bon rapport de soutenir des sociétés coloniales qui, en créant des intérêts français sur des territoires non

(1) Le danger d'une politique d'abstention nous est clairement montré par un incident survenu en 1919 entre l'Etat français et la Standard Oil.

Pour empêcher celui-ci de donner suite à son projet de monopole, d'achats et d'exportations des huiles minérales, elle lui a formellement refusé tous crédits à longs termes. Ce désir d'acquérir une liberté d'étranglement, comme l'a justement fait remarquer M. Le Page, eut pour résultat de faire cesser, le 22 novembre 1919, tous achats à la Standard Oil. Mais à ce moment nous pouvions être tranquilles car la Royal Dutch était heureuse de cette mésintelligence pour venir s'implanter en France.

(2) V. *le Temps* du 21 décembre 1922.

(3) Le désintéressement du pays est si grand qu'on se demande presque si, pour obtenir les capitaux nationaux et les facilités gouvernementales, il ne serait pas nécessaire de se dire étranger.

Et cette conclusion nous rappelle les firmes chinoises qui, pressurées par les autorités chinoises, estiment nécessaire de se faire autoriser à titre de firme étrangère pour échapper aux exactions de leur propre pays.

(4) V. pour toutes précisions Le Page : *l'Achat des actions de Suez ; l'Invasion anglaise en Egypte*.

Minost : *l'Intervention gouvernementale ou diplomatique dans les grandes entreprises contemporaines*.

encore soumis à notre influence, pourrait lui offrir l'occasion d'interventions motivées et fructueuses.

Les gouvernements anglais et américains (1) jouent de ces procédés à leur plus grand profit ; en France, on semble avoir longtemps hésité à en user et l'abstention de l'Etat a bien souvent causé, comme nous allons le voir, de véritables désastres nationaux ; toutefois, on peut citer quelques exemples d'intervention sous forme de contrôle, notamment dans les Chemins de fer éthiopiens et dans la Banque du Maroc.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici les grandes lignes de l'affaire de Suez. Ferdinand de Lesseps avait fondé le projet de percer l'isthme de Suez et à cet effet il avait su attirer la confiance de puissants groupes capitalistes tant français, que turcs, espagnols, hollandais. Les Anglais suivaient des yeux les progrès des travaux, ne voulant pas risquer de capitaux dans une entreprise qu'ils préoyaient aventureuse, mais se promettant bien d'intervenir en cas de succès. La position stratégique du canal de Suez était indéniable. « Un simple coup d'œil sur la carte, disait Palmerston dans une lettre à John Russell (6 décembre 1861), suffit pour apercevoir combien grand serait l'avantage naval et militaire pour la France dans une grande guerre avec l'Angleterre, d'avoir une traversée si courte avec les mers indiennes, tandis que nous serions obligés d'envoyer des navires et des troupes par le Cap... Au surplus une si forte barrière militaire entre la Syrie et l'Egypte ajouterait grandement aux moyens du pacha pour se déclarer indépendant de la Turquie, ce qui signifie qu'il serait un vassal de la France, et enfin si le canal est jamais fait, la Compagnie française aura une grande concession territoriale dans le centre de l'Egypte et établira en Egypte une colonie dont les réclamations,

(1) Notamment au Mexique et en général dans tous les Etats de l'Amérique, hormis le Canada. Nous renvoyons à la simple histoire de ces États-

bien ou mal fondées, donneront au Gouvernement français des motifs pour intervenir dans toutes les affaires intérieures. »

Or, lorsque le gouvernement anglais s'aperçut que les principales difficultés vaincues, la Société du Canal de Suez allait permettre à la France de contrôler une des principales lignes maritimes du monde, il fit acheter, le 25 novembre 1875, à l'un des principaux actionnaires de la Société, Ismael Pacha, par l'entremise du consul anglais au Caire, 176.602 actions, moyennant 100 millions. On se trouvait de ce fait dans les assemblées générales, d'une part en présence de groupes capitalistes non soutenus par leur gouvernement et possédant des politiques distinctes, d'autre part, un actionnaire, l'Etat anglais, qui fort de l'homogénéité de son action possédait en fait le pouvoir de contrôle sur la société puisqu'il avait 180.000 actions sur 400.000 émises.

Les résultats ne se firent pas attendre. En 1875, il y avait dans le conseil d'administration trois administrateurs anglais dont l'un devait être nécessairement membre du conseil de direction.

En 1883, l'Angleterre avait sept représentants dans le conseil d'administration.

Aujourd'hui la Société est passée sous le contrôle anglais.

En ne soutenant pas ses nationaux et en ne fortifiant pas sa position, le gouvernement français avait perdu la clef de la Méditerranée.

L'affaire de Panama n'est-elle pas une réédition un peu plus scandaleuse de l'affaire de Suez? En tout cas le résultat fut le même, celui de faire perdre aux nationaux français abandonnés le contrôle des sociétés dont ils avaient su prévoir l'avenir.

Notre action fut plus heureuse dans l'affaire des chemins de fer éthiopiens. L'Ethiopie, pays riche, pacifié depuis l'avènement de Ménélik en 1889, présentait pour nous un intérêt considérable ; sa proximité de Djibouti,

port nécessaire au ravitaillement de notre marine de guerre pour sa surveillance de Madagascar et de l'Extrême Orient, exigeait la pacification et la sécurité de l'arrière-pays ; comme d'autre part cette contrée semblait riche en houille, fer, soufre et or et qu'il était facile de transporter ces valeurs par la mer Rouge, les convoitises des nations intéressées, notamment de l'Italie et de l'Angleterre, se développaient (1).

Cependant, malgré l'influence financière des groupes anglais « Oceana » et sir E. Cassel (2), la France qui avait toujours joui d'une situation privilégiée auprès de Ménélik obtenait le 9 mars 1894 l'autorisation de constituer sous le nom de C^{ie} Impériale d'Ethiopie une société ayant pour objet la construction et l'exploitation d'un chemin de fer allant de Djibouti à Harrar ; de Harrar à Entotto et d'Entotto au Kaffa et au Nil Blanc (art. 1^{er}).

Cette concession était d'autant plus intéressante qu'elle obligeait le gouvernement éthiopien à assurer la sécurité de la voie, à céder de longues bandes de territoires à la Compagnie, à permettre à celle-ci de prélever un droit de douane de 10 % sur toutes les marchandises montant ou descendant (art. 4) (3).

La loi du 6 avril 1902 en même temps qu'elle approuvait une subvention annuelle de 500.000 francs donnée à la C^{ie} par le protectorat de la côte des Somalis faisait passer la société sous le contrôle du gouvernement français par voie d'autorité statutaire et en compensation de l'appui qu'il allait apporter à la société. Tous les membres du conseil d'administration devaient être français et leur nomi-

(1) L'Angleterre considérait l'Ethiopie comme le complément naturel de la vallée du Nil. Sa possession devait faciliter les travaux du projet « Chemins de fer du Cap au Caire ». L'Italie qui dépensait en vain son argent dans l'Erythrée n'aurait pas été fâchée de trouver en Ethiopie une compensation.

(2) Fondateur de la Banque d'Abyssinie.

(3) Lorsque le bénéfice net de la Compagnie atteindrait 7.500.000 francs, le droit de douane devrait être abaissé à 5 %.

nation approuvée par les ministres des Colonies et des Affaires étrangères.

La cession de tout ou partie de la concession devait être approuvée par le gouvernement français, sans compter les modifications ultérieures que ces derniers pouvaient exiger au cours de la société (art. 5).

Pendant les longues négociations qui avaient abouti à cette loi, le groupe Océana, profitant de la situation périlleuse de la société qui avait dû arrêter ses travaux, avait acheté 8.125.000 francs d'actions et d'obligations de la C^{ie} des Chemins de fer éthiopiens et elle avait chargé une société, l'International Ethiopien Railway Trust, de détenir et de gérer ces actions. Puis faute de subventions gouvernementales la Compagnie consentit à l'International Ethiopien Railway Trust un nouvel emprunt de 3 millions ; une clause de ce dernier contrat portait qu'au cas où la Compagnie ne pourrait pas rembourser sa dette au jour fixé, elle aurait à verser au Trust un nombre d'actions tel que le contrôle passerait aux mains anglaises (1).

Cependant, après maintes alertes dont nous ne pouvons développer les phases, et tout en reconnaissant les participations anglaises, italiennes et éthiopiennes, le gouvernement français arrivait à conserver le contrôle de la société (2) en consentant de sérieux sacrifices pécuniaires (3). Les administrateurs et le directeur devaient être agréés

(1) V. H. Le Roux, *Ménélik et nous*.
V. Minost, précité.

(2) La Compagnie impériale des Chemins de fer éthiopiens avait été déchue de ses droits par décret du 8 décembre 1908 ; la loi du 3 avril 1909 transférait à la Compagnie du Chemin de fer (franco-éthiopien) de Djibouti à Addis-Ababa, la concession de l'exploitation des chemins de fer éthiopiens.

(3) Art. 7. — L'Etat français garantit :

1^o L'intérêt à 3 fr. 50 et l'amortissement du capital actions jusqu'à concurrence de 17.300.000 francs, comprenant 2.300.000 francs en actions complètement libérées à remettre à Sa Majesté l'empereur Ménélik, en vertu de la convention du 30 janvier 1908.

L'amortissement commencera 4 ans après la promulgation de la loi

par le ministre des Colonies, les ministres des Finances et des Affaires étrangères entendus (art. 4 de la loi du 3 avril 1909).

Nous pouvions donc estimer avoir remporté une sérieuse victoire en cette occasion bien que l'hésitation du gouvernement eût compromis un long temps la réalisation de notre but colonial. Ce but consistait à créer une zone d'influence française en Abyssinie et à reprendre de ce côté nos vues contrariées à Fachoda.

Notons encore dans le domaine de l'activité gouvernementale pour le contrôle des entreprises d'intérêt colonial la création par les gouvernements allemands et hollandais de la C^{ie} Deutsch Niederlandische Telegraphengesellschaft (2 août 1904). Cette société avait pour but de soustraire l'Allemagne et la Hollande au contrôle que les

approuvant la présente convention et s'achèvera dans un délai de quatre-vingt-quatorze ans à partir de cette promulgation.

2^o L'intérêt et l'amortissement des obligations émises dans les conditions et suivant le type approuvé par le ministre des Colonies, d'accord avec le ministre des Finances.

L'intérêt sera calculé d'après le taux réel de placement résultant du prix de vente de titres par la compagnie sans pouvoir excéder 4 %.

L'amortissement commencera 4 ans après la promulgation de la loi et s'achèvera dans le délai de quatre-vingt-quatorze ans à partir de cette promulgation.

La garantie de l'Etat sera en ce qui concerne les obligations attachée au titre lui-même, et il sera spécifié, sur chaque obligation, que cette affectation par privilège de la garantie restera valable même en cas de déchéance ou de dépossession de la compagnie.

3^o Les intérêts et l'amortissement de la prime d'économie prévue à l'article 9 ci-après, lesdits intérêts calculés au taux moyen résultant du placement des obligations ;

4^o Les quatre-vingt-dix-neuf annuités de 610.748 fr. 10 que la nouvelle compagnie s'engage à servir à la compagnie en liquidation ou à ses ayants droit.

Lorsque les recettes prévues à l'article 23 ne suffiront pas à couvrir les charges ainsi calculées, la différence sera avancée par l'Etat français, sauf, s'il y a lieu, application des dispositions de l'article 24.

Les sommes ainsi avancées par l'Etat français seront remboursées, y compris les intérêts calculés, sans capitalisation, au taux de 3 % dans les conditions fixées aux articles 23, 24 et 29.

gouvernements anglais et russes possédaient sur les câbles sous-marins, notamment en Océanie; elle avait pour premier projet d'établir un câble entre Ménado et les îles Palau, l'île de Jap, l'île de Guam (1).

Les statuts décidèrent qu'à sa tête se trouveraient deux directeurs, l'un allemand et l'autre hollandais, tous deux agréés par leur gouvernement; les deux tiers des administrateurs et les chefs de postes devaient être obligatoirement de nationalité allemande ou hollandaise; les délégués des deux Etats avaient le droit d'assister à toutes les délibérations. Enfin les tarifs que proposerait la société devaient être obligatoirement approuvés par les gouvernements; ceux-ci allouaient en contre-partie de tous ces avantages les subventions nécessaires pour la constitution et la marche de l'entreprise.

Les câbles établis furent répartis après guerre aux alliés.

Ces brèves considérations nous montrent l'arme que peut offrir aux gouvernements le contrôle des sociétés à l'étranger (2); on doit remarquer cependant que cette manière de faire ne sera employée que lorsqu'un État aura le but avoué de s'installer dans un pays; comme cette action est de nature à soulever de grosses difficultés diplomatiques, on usera plutôt d'un contrôle occulte réalisé par entente secrète avec des groupements financiers.

c) SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DIVERSES

Il est peu de questions aussi controversées que celle de savoir quelle position doit prendre l'Etat vis-à-vis des so-

(1) Convention du 24 juillet 1901 :

« Le gouvernement impérial allemand et le gouvernement royal néerlandais s'engagent à faire de communs efforts pour obtenir l'établissement par une entreprise allemande néerlandaise, dont l'administration serait placée sous le contrôle des deux pays contractants, d'un câble sous-marin, etc.

(2) V. sur la lutte pour la Banque du Maroc, Minost, précité. — Jaeger, *la Banque d'Etat du Maroc*.

ciétés qui sans avoir ce rôle national essentiel ont une utilité économique et nationale certaine. Doit-il demeurer un simple policier soucieux d'éviter les heurts sociaux ? doit-il, dans un but fiscal, attirer à lui et contrôler certaines sources économiques productrices dont le rendement servira à diminuer les charges réclamées aux contribuables ? doit-il, même dans un but purement politique, étayer sa puissance financière sur la possession de valeurs industrielles et chercher à grouper dans une unité de vue nationale l'action d'un gouvernement et celle du commerce ?

Autant de problèmes délicats dont il serait d'ailleurs impossible de donner des solutions certaines. Nous nous contenterons de préciser qu'ils sont eux-mêmes fonction du problème politique consistant à se demander si, en dehors de ses pouvoirs d'administration et de police, l'Etat doit étendre son activité au champ propre à l'activité individuelle.

Selon la solution adoptée, l'intervention de l'Etat dans les entreprises auxquelles il impose son contrôle, prendra la forme d'un contrôle purement administratif ou d'un contrôle de la politique économique de la société.

C'est sous la forme du contrôle administratif qu'intervient le gouvernement français dans les sociétés d'assurances et de prévoyance de même que dans certaines sociétés concessionnaires. C'est au contraire sous la forme du contrôle économique qu'il intervient dans les entreprises monopolisées, dans les services publics et dans certaines sociétés détentrices de monopoles de fait.

Le but poursuivi par l'Etat est loin d'être le même dans ces trois cas : dans le premier, il est essentiellement fiscal ; dans le second, social ; enfin, dans le troisième, il peut être considéré soit comme national en tant qu'il rend l'Etat directement maître d'une puissance productive, soit comme social en tant qu'il nécessite l'étatisation partielle d'une source de production ; fiscal enfin puisqu'il est de nature à assurer à l'Etat des revenus à peu près certains.

Nous n'insisterons pas sur le contrôle économique de l'Etat en ce qui touche les monopoles fiscaux, les services publics, les banques d'Etat, tous sujets qui ont déjà fait l'objet d'études approfondies et auxquels la guerre n'a pas apporté de modifications bien sensibles au moins quant à la fonction économique de l'Etat. Il nous semble pourtant indispensable de noter, en quelques mots, sous quelle forme se présente ce contrôle.

Monopoles fiscaux. — Dans les monopoles fiscaux, l'Etat détient l'ensemble de l'organisation productrice ; ceux-ci sont le plus souvent appelés les manufactures d'Etat ou les industries administratives (1), et cette dernière dénomination est heureuse, car elle indique bien les règles qui président à la gérance de l'entreprise, règles rigides qui, en l'absence d'intérêts individuels à une réalisation améliorée des conditions de production, engendrent la routine et l'amollissement des activités les plus dévouées.

Les manufactures d'Etat sont des établissements administratifs en régie dans lesquels l'Etat exploite lui-même le monopole de la fabrication de certains objets de consommation ; cette dénomination ne désigne que les seules manufactures relevant directement du ministre des Finances, manufactures des tabacs et manufactures des allumettes.

La direction générale des manufactures d'Etat, qui dépend du ministère des Finances, a dans ses attributions tout ce qui concerne : 1^o la culture et la fabrication des tabacs ; 2^o la fabrication et la vente des allumettes chimiques.

A la tête de cette organisation, se tient un directeur général, président ; des administrateurs et des ingénieurs en chef, inspecteurs ; elle comprend une administration centrale, un conseil supérieur, des services spéciaux et des services extérieurs.

(1) Truchy, *les Monopoles fiscaux*. Communication à la Société d'Economie politique du 5 juin 1918.

Le monopole des tabacs remonte à 1674 (1), mais jamais l'administration n'a pris soin de cultiver elle-même le tabac; elle laisse ce soin aux personnes munies d'une autorisation administrative et seulement dans certains départements (2).

L'Etat traite dans ses manufactures le tabac dont il est seul acheteur et le revend aux consommateurs français avec d'énormes bénéfices, qui vont sans cesse grossissants. Dans le budget de 1922 le produit de ce monopole figurait pour plus d'un milliard.

Le monopole des allumettes a été créé par la loi du 2 août 1872 et affermé tout d'abord à des concessionnaires puis exploité depuis le décret du 30 décembre 1889 directement par l'Etat.

Mais il existe d'autres manufactures qui appartiennent également à l'Etat et qui se distinguent des manufactures de l'Etat proprement dites, en ce qu'elles produisent surtout pour subvenir aux besoins de certains services publics. Ce sont les manufactures nationales de Sèvres (3), des Gobelins, de Beauvais, de Mosaïque qui dépendent de la Direction des Beaux-Arts; les manufactures d'armes et les manufactures de poudres qui dépendent du ministère de la Guerre. Le décret du 9 mai 1876 rendu après

(1) Le monopole de la vente du tabac remonte à 1674, époque où fut établie la première ferme. De 1719 à 1720 la culture du tabac fut interdite dans tout le royaume et la vente exclusive couverte en droits d'entrée; mais ce ne fut là qu'une interruption rapide d'un régime qui devait reprendre peu après. Les fermiers spéciaux avaient seuls avant la Révolution le privilège d'acheter la récolte, d'opérer la fabrication et le débit. La loi des 20-27 mars 1791 rendit à cette industrie une entière liberté, mais devant les moins-values budgétaires qu'apportait ce régime, les décrets des 29 novembre 1810 et 12 janvier 1911 rétablirent le monopole de la fabrication et de la vente.

(2) Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Dordogne, Gironde, Ille-et-Vilaine, Lot, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Nord, Pas-de-Calais, Haute-Saône, Savoie, Var, Hautes-Pyrénées, Landes, Puy-de-Dôme, Isère, Meuse et Vosges.

(3) V. décret du 15 décembre 1891.

délibération du Conseil d'Etat constitue la base de l'organisation actuelle du service des Poudres. Tout le service de direction et de fabrication appartient aux ingénieurs des poudres, à l'exclusion de la Poudrerie militaire du Bouchet réservée aux officiers de l'artillerie de terre.

Les établissements du service des Poudres sont tous placés sous la direction immédiate du ministère de la Guerre. On peut dire que les monopoles fiscaux constituent une fusion d'entreprises industrielles dans l'administration.

Services publics. — Les services d'intérêts généraux : postes et télégraphes, téléphones, chemins de fer, tramways, eau, gaz, électricité, etc., peuvent faire et font souvent l'objet soit d'une réglementation étroite de l'Etat, soit d'une exploitation personnelle de ce dernier. Il est aujourd'hui avéré, même dans les pays où l'esprit public est le plus hostile à l'intrusion de l'Etat dans les entreprises industrielles, Etats-Unis, Angleterre, qu'un gouvernement ne peut laisser aux libres activités le soin de diriger selon les règles économiques ordinaires les services dont l'arrêt ou la suspension momentanés constitueraient de véritables désastres nationaux. De plus, comme ces industries jouissent d'un monopole de fait inévitable et qu'elles empruntent pour la réalisation de leur objet les voies du domaine public, ou celles qu'y a fait rentrer l'Etat par voie d'expropriation, on comprend que celui-ci, en contre-partie des avantages qu'il alloue, se réserve un contrôle tout-puissant.

L'administration des Postes et Télégraphes a été rattachée par décret du 5 janvier 1889 au ministère du Commerce et de l'Industrie et a été érigée par décret du 25 mai 1896 en sous-secrétariat d'Etat. L'organisation en est réglée par le décret du 29 octobre 1899 (1).

(1) *Addé* le décret du 9 juin 1906 sur la réorganisation du conseil d'administration des Postes et Télégraphes.

V. pour tous détails, Carpentier, *Répertoire*, v^o Postes ; Becquet, *Répertoire de droit administratif* ; Berthélemy, *Traité de droit administratif*.

Dans les chemins de fer le contrôle est exercé soit par l'Etat pour les chemins de fer d'intérêt général (les six grands réseaux), soit par les démembrements de l'Etat, départements et communes pour les chemins de fer d'intérêt régional, les tramways, etc.

C'est la loi du 29 octobre 1921 qui régit l'organisation actuelle des chemins de fer. L'administration centrale est unifiée et à sa tête on trouve le Comité de direction et le Conseil supérieur des chemins de fer. Le Comité de direction est composé de deux représentants de chaque compagnie, mais l'Etat y maintient à demeure le directeur des chemins de fer au ministère des Travaux publics qui joue ici le rôle de ministère public.

De plus, le ministère a le droit, en vertu de l'article 9, « de requérir à toute époque, après approbation du conseil des ministres, l'abaissement des tarifs spéciaux dont le taux lui paraîtrait contraire à l'intérêt national ».

Le Conseil supérieur (1), qui donne obligatoirement son avis sur toutes les questions importantes, est composé de 18 représentants des administrations des réseaux, 12 représentants du personnel et 30 représentants des intérêts généraux nommés par décret (art. 3 de la loi).

Toutes les modifications aux tarifs existants doivent être approuvées par le ministre. On voit par ces notes sommaires que ces entreprises se trouvent sous la dépendance étroite de l'Etat.

Notons que l'Etat exploite directement un réseau spécial d'une étendue considérable ; ce réseau a un budget séparé comme s'il était administré par une compagnie, son organisation est formée sur le même modèle que celles-ci (2).

Enfin les sociétés qui distribuant l'eau, le gaz et l'élec-

(1) Voir sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur des chemins de fer et du Comité technique et commercial, décret du 11 février 1922. (*J. off.* du 15.)

(2) V. E. Coquet, *l'Organisation administrative et financière des Chemins de fer de l'Etat* (*Rev. Sc. et lég. fin.*, oct. 1911).

tricité, sans être directement soumises au contrôle de l'Etat, doivent respecter comme contre-partie de la concession qui leur est offerte, le cahier des charges type des entreprises qu'elles exploitent ; il y a plutôt dans ce cas contrôle administratif.

Banques d'Etat. — Les banques d'Etat sont des organisations financièrement autonomes qui ont dans les nations un but régularisateur ; leur puissance et leur équilibre étayent le crédit de l'Etat et permettent à ce dernier soit de sortir de grosses difficultés sans imprimer à la nation des secousses trop vives, soit de subventionner en temps normal les entreprises nationalement utiles et de constituer au-dessus de l'organisation bancaire du pays l'organe que les crises les plus graves ne peuvent ébranler. De plus, comme ces banques ont le privilège de l'émission des billets, on comprend que l'Etat se réserve par l'acte qui les constitue un contrôle certain.

La Banque de France, dont le privilège vient d'être renouvelé pour 25 ans, par la loi du 20 décembre 1918 (1), est encore régie de nos jours dans ses dispositions essentielles par la loi du 24 germinal an XI.

La direction et l'administration de la Banque de France sont confiées à un gouverneur assisté de deux sous-gouverneurs et du conseil général qui comprend, outre le gouverneur et les sous-gouverneurs, des régents et des censeurs, ces derniers n'y ayant pas voix délibérative (2).

Le gouverneur et les deux sous-gouverneurs sont nommés par le chef de l'Etat (art. 10 à 12). Le conseil général ou

(1) V. *J. off.* du 22 décembre. Cette loi porte également approbation des conventions passées le 26 octobre 1917 et l'avenant du 11 mars 1918 ainsi que les conventions additionnelles passées les 11 mars et 26 juillet 1918 ; celles-ci ont principalement pour but de faire remise à l'Etat d'une partie de l'intérêt perçu sur les avances temporaires par la banque (taux de 1 % réduit à 0,50 %) et d'une partie de l'escompte des bons du Trésor français.

(2) V. L. du 24 germinal an XI. Cf. loi du 22 avril 1806, statuts du 16 janvier 1808.

conseil d'administration comprend, outre ces hauts administrateurs, 15 régents élus chaque année par l'assemblée générale des actionnaires (1), dont trois doivent être pris parmi les receveurs généraux des contributions publiques (2).

Le gouverneur a tous pouvoirs pour nommer et révoquer le personnel dont tous les membres doivent être obligatoirement français (3). Il possède de plus un droit de veto absolu sur les délibérations du conseil général.

Le Crédit foncier de France, régi par le décret du 10 décembre 1852, a été organisé sur les mêmes bases ; à sa tête se trouve un gouverneur nommé par décret dont le rôle consiste à approuver et à rendre exécutoires par sa signature les délibérations du conseil d'administration ; il exerce un droit de veto analogue à celui du gouverneur de la Banque de France.

Nous croyons utile de donner également quelques très brefs aperçus sur l'exercice du contrôle de l'Etat français sur les banques coloniales.

Dans la Banque de l'Algérie, régie par les statuts de la loi du 3 janvier 1880, le directeur est nommé par le chef de l'Etat et le sous-directeur par arrêté du ministre des Finances. Le directeur a pouvoir de nommer et de révoquer les employés (4).

Dans les banques coloniales (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Sénégal), dont les statuts datent du 24 juin 1874, la direction et l'administration de chaque banque est confiée à un directeur et à un conseil d'administration et des censeurs qui assistent à ce conseil sans voix délibérative.

(1) Les actions de la banque sont obligatoirement nominatives.

(2) Loi du 22 avril 1806, art. 9.

(3) Loi du 17 novembre 1897.

Cette même loi est venue décider (art. 3) que les fonctions du gouverneur et de sous-gouverneurs étaient incompatibles avec le mandat législatif.

(4) Pour tous renseignements complémentaires, voir les ouvrages spéciaux et les *Répertoires Becquet et Carpentier* au mot « Banque ».

Les directeurs sont nommés par décret du chef de l'Etat ; leur nomination a lieu sur une liste de présentation de trois noms fournie par la commission de surveillance des banques coloniales et sur le rapport tant du ministre des Colonies que du ministre des Finances.

Le gouverneur de la colonie, en conseil, a le droit de prononcer la suspension d'un directeur de banque (art. 46). C'est le conseil d'administration qui nomme, dans les banques coloniales, le personnel.

Sur les quatre administrateurs que possèdent chacune d'entre elles, l'un d'eux est obligatoirement le trésorier de la colonie (art. 36).

La Banque de l'Indo-Chine, au contraire, rentre dans le domaine des entreprises dont on ne saurait dire exactement si elles sont contrôlées économiquement ou seulement administrativement par l'Etat. C'est en effet le conseil d'administration qui cependant choisit lui-même son président ; le conseil ne peut nommer qu'avec l'agrément d'un inspecteur des colonies, les directeurs chargés sous son autorité de la gestion des affaires sociales, c'est-à-dire les directeurs des succursales établies dans les colonies.

Le Conseil d'administration est en outre assisté d'un commissaire du gouvernement qui doit être convoqué à chaque séance et joue le rôle qu'occupent les censeurs dans les banques coloniales.

Monopoles de fait. — Alors qu'avant guerre l'Etat se contentait d'exercer un contrôle administratif, quitte à exiger un certain pourcentage dans les superbénéfices des sociétés industrielles concessionnaires de monopole de fait, un mouvement a pris naissance depuis quelques années qui tend à permettre à la puissance publique soit d'exploiter directement les richesses qu'elle détient dans son domaine ou celles qu'on ne peut exploiter sans son autori-

(1) V. Statuts de 1875, art. 50, 55, 59 et 64 modifiés par la loi de 1888, art. 50 et 64. *Adde* décret du 21 janvier 1875.

sation soit de contribuer à côté des capitalistes et par des procédés semblables à ceux qu'ils emploient à la formation, à l'exploitation et au contrôle économique de ces entreprises.

La loi du 9 septembre 1919 (1), portant modification de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, présente quelques particularités fort intéressantes ; en dehors du droit aux super-bénéfices que se réserve l'Etat au cas où les profits d'exploitation dépasseraient un certain maximum calculé en fonction du capital (art. 2, 8^o de la loi), celui-ci se réserve la possibilité d'exploiter lui-même les nouvelles concessions minières et de reprendre les anciennes sous son contrôle propre au cas où le concessionnaire aurait encouru la déchéance.

L'article 1^{er} § 3 de la loi déclare expressément que l'Etat peut être concessionnaire et qu'il lui faut à cet effet une double autorisation du Parlement, une pour conserver l'exploitation du nouveau gisement, découvert, l'autre pour organiser financièrement et industriellement l'entreprise.

De plus, lorsque l'exploitant aura encouru la déchéance, c'est-à-dire au cas où l'exploitation aura été restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins du consommateur (2) et lorsque toute possibilité de recours devant le Conseil d'Etat, par la voie contentieuse, aura été épuisée (art. 2-6^o), *la mine reviendra à la Nation*.

L'examen des travaux préparatoires nous montre que certains hommes politiques avaient voulu faire un pas de plus et introduire dans les conseils d'administration des sociétés minières des représentants de l'Etat, même au cas où ce dernier n'aurait pas participé à la constitution

(1) V. le *Journal officiel* du 11 septembre 1919.

Consulter pour toutes précisions, notamment : *Notre nouvelle Législation minière*, par Léon Ledoux (*Rev. pol. et parl.*, 10 septembre 1922, p. 384).

(2) Art. 49, loi 1810. Cf. Rapport Jenouvrier, n^o 36.

de leur capital, mais M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, fit échouer ce projet (1).

Bien plus instructive encore se présente pour nous la loi du 16 octobre 1919 sur l'utilisation de l'énergie hydraulique ; ici l'Etat est considéré comme un simple particulier (2) qui fait apport à une société du cours d'eau qu'il possède et en rémunération duquel on lui délivre des actions d'apport ; outre cet apport il peut souscrire des actions de numéraire, consentir un emprunt, etc. (3).

L'article 10-8° de la loi déclare, en conséquence, que, outre les actions qui devront être remises à l'Etat, en rémunération de son apport immeuble, celui-ci pourra exiger l'obtention d'actions de priorité au cas où il consentirait à souscrire une partie du capital social ; des actions dites ordinaires au cas de subventions, et des obligations au cas où il contribuerait sous forme d'avances aux frais d'établissement de la société. Dans tous les cas où il participera

(1) V. Ch., Débats parl., 1918, p. 3, 367.

Le chef de l'Etat n'a pas le droit de « trafiquer de sa fonction d'autorité », ajoute M. Berthelémy.

(2) Sous certaines réserves que nous examinerons *infra*, p. 132.

(3) Nous trouvons dans les travaux préparatoires de la loi l'explication de la différence de régime existant entre les sociétés minières et hydro-électriques.

« La situation de la concession minière et de la concession hydraulique n'est pas la même, précisait le rapporteur de la Commission de la Chambre.

« Il s'agit bien dans les deux cas de l'octroi du droit et d'exploiter une richesse naturelle au profit d'un particulier ; mais tandis qu'en ce qui concerne les gisements miniers, l'Etat ne concède qu'une « espérance de richesse »... lorsqu'il s'agit de forces hydrauliques, ce sont des droits tangibles et chiffrables qu'il accorde, lorsqu'il remet à un industriel une chute dont les débits sont connus, grâce aux travaux et aux publications des administrations intéressées. Ainsi par cela seul qu'il apporte du concessionnaire de forces hydrauliques une richesse connue, préalablement inventoriée par ses soins, l'Etat a droit à une rémunération et cette rémunération se conçoit sous la forme d'attributions d'actions d'apports donnant les mêmes droits que les actions souscrites, à l'exception toutefois du droit au remboursement et à la transformation en actions de jouissance, qui pourra être prévue aux statuts...)

financièrement à l'entreprise, l'Etat a le droit d'avoir des places dans le conseil d'administration.

Art. 10. — Le cahier des charges détermine notamment :

8° Les conditions financières de la concession et fixe :

c) Le montant des actions d'apport, entièrement libérées, qui pourront être attribuées à l'Etat en quantités variables, notamment selon la classification du cours d'eau dont dépend la chute concédée, la puissance et la destination de l'usine ;

d) Lorsque l'Etat contribuera, sous forme d'avance, à l'aménagement de la chute d'eau dans les conditions prévues à l'article 7 le montant des obligations qui pourront lui être attribuées en proportion de sa contribution ;

e) Lorsque l'Etat contribuera, sous forme de subvention, à l'aménagement de la chute dans les conditions prévues à l'article 7, le montant des actions de second rang (dites ordinaires) qui pourront lui être attribuées en proportion de sa contribution ;

f) Lorsque l'Etat souscrira une partie du capital social, le montant des actions de premier rang (dites privilégiées) qui lui seront remises en représentation de sa participation ;

g) Dans tous les cas où l'Etat contribuera financièrement à l'entreprise, le nombre des représentants au conseil d'administration qu'il pourra exiger.

Il sera stipulé dans l'acte de concession que, s'il était ultérieurement établi, à la charge des usines hydrauliques, un impôt spécial instituant une redevance proportionnelle aux kilowatts-heure produits ou aux dividendes et bénéfices répartis, les sommes dues à l'Etat au titre des redevances contractuelles résultant des dispositions de l'article 9 et de celles qui précèdent seraient réduites du montant de cet impôt... »

Quelques-unes de ces conditions manquent d'ailleurs de clarté; il est difficile d'envisager ce que le législateur a bien voulu entendre par actions ordinaires. De l'étude

des travaux préparatoires, il résulte que ces actions de second rang donnent droit à une part du bénéfice et du capital quand le rendement de l'entreprise *dépasse les prévisions premières* (1)... Les actions privilégiées sont celles qui donnent à l'Etat le caractère de « véritable associé de l'affaire ». — Il y a évidemment dans ces explications et dans ces termes un flottement difficilement intelligible.

La loi de 1919 prévoit le cas de la gérance directe par l'Etat des usines hydro-électriques ; ce serait alors le ministre des Travaux publics qui prendrait la direction de l'exploitation (art. 30).

Ce dernier mode de contrôle n'a pas encore été employé et il semble jusqu'ici avoir eu peu de faveur ; par contre un exemple de concession avec participation de l'Etat, selon les modalités que nous venons d'indiquer, nous est fourni par la concession accordée, le 24 septembre 1922, à l'Union hydro-électrique pour la mise en jeu d'une usine exploitant le débit de la Creuse. L'Etat s'est fait attribuer 4.000 actions d'apport et un poste d'administrateur (2).

(1) Le rapporteur de la loi à la Chambre des députés s'exprimait ainsi : « ... L'Etat, désireux de mettre en valeur cependant des richesses naturelles, désireux d'éviter l'importation de charbon correspondant, peut et doit, semble-t-il, intervenir alors, sous forme de subvention, mais nous considérons que cette subvention ne doit pas être à fonds perdus et qu'en retour l'Etat peut et doit recevoir des actions de second rang quant au dividende et au remboursement..., si dans le cours de l'année le rendement de la chute dépasse les espérances, si le développement du prix de vente du kilowatt-heure amène des bénéfices que ne pouvaient pas envisager les promoteurs de son aménagement, l'Etat se trouvera, à ce moment, participant aux bénéfices et possédant aussi une part de propriété... » Peut-on imaginer plus étrange pathos juridique ? conclut M. E. Antonelli, *les Sociétés anonymes d'économie mixte* (Rev. Sc. éc., 1923, 52.)

(2) Nous donnons ici quelques-uns des articles les plus intéressants de l'acte de concession.

Art. 3. — Le concessionnaire prendra à sa charge, à partir du 30 juin 1920, le paiement des annuités d'intérêt à 5,75 % et d'amortissement en

On semble aujourd'hui tendre à s'écarter quelque peu des principes contenus dans la loi de 1919 ; l'idée que l'Etat et les collectivités administratives doivent collaborer avec l'industrie privée pour la mise en œuvre des richesses naturelles nationales fait de grands pas (1) ; on en vient, non plus alors à chercher le contrôle de l'Etat par des méthodes économiques normales, mais on cherche à imposer ce contrôle économique dans l'acte de concession même, en dehors du pouvoir de contrôle possédé par l'Etat eu égard à sa participation en actions de numéraire ou d'actions d'apport.

C'est ainsi que la loi du 27 mai 1921 (2) approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, sans

huit ans de l'avance de 5 millions de francs consentie par l'Etat à la P. T. D. E. par le contrat 3671 D/L du 20 juin 1917 du sous-secrétaire d'Etat des fabrications de guerre.

La P. T. D. E. devant faire remise à l'Etat, conformément à l'engagement qu'elle a pris par sa lettre du 26 mai 1921 dont ci-joint copie, de 4.000 actions à prélever sur les 17.800 actions d'apport qui lui ont été attribuées lors de la constitution de l'U. H. E., cette remise aura lieu par voie de transfert régulier et de délivrance à l'Etat d'un certificat nominatif, le tout à l'expiration seulement des deux années pendant lesquelles les actions d'apport doivent rester à la souche. Les frais correspondants seront à la charge de l'Etat. Aussitôt que l'Etat aura été mis en possession des 4.000 actions qui lui sont ainsi attribuées, il sera appelé, conformément aux prescriptions de l'article 10, paragraphe 8, de la loi du 16 octobre 1919, à siéger dans le conseil d'administration, où il aura un représentant. Le mode de désignation de ce représentant, ainsi que toutes les autres dispositions relatives à ses attributions, seront fixées ultérieurement par un règlement d'administration publique à intervenir en exécution de l'article 28 de la même loi.

Art. 48. — Le nombre de représentants au conseil d'administration que l'Etat exige, par application de l'article 10, paragraphe 8 (g) de la loi du 16 octobre 1919, est fixé, dans le cas présent, à un.

Le mode de désignation de ce représentant, ainsi que toutes autres dispositions relatives à ses attributions, seront fixés ultérieurement par un règlement d'administration publique à intervenir, en exécution de l'article 28 de la même loi.

(1) V. Emile Mireaux, *les Nouvelles Formules d'organisation économique*, (Rev. pol. et parl., 1923, 365), et surtout E. Antonelli, *les Sociétés anonymes d'Economie mixte*, précité.

(2) V. J. O., du 28 mai.

parler de souscription par l'Etat au capital-actions de la société concessionnaire, en dehors des actions d'apport qui lui sont réservées ou de subventions lui donnant droit à des « actions ordinaires », tout en s'en tenant à la garantie d'intérêts du capital-obligations, stipule cependant dans son article 3 que l'Etat devra être représenté au conseil d'administration de la société concessionnaire par les deux cinquièmes des administrateurs (1).

Si nous jetons maintenant un rapide coup d'œil sur les conditions financières dans lesquelles doit se constituer la Compagnie Nationale du Rhône, nous notons que son capital, dont le montant doit être de deux cent soixante-dix millions, comprendra soixante-huit millions d'actions d'apport remises à l'Etat. Sur les deux cents millions d'actions de numéraire, un quart sera fourni par l'ensemble des collectivités administratives de la région du Rhône, un quart par des collectivités de la région parisienne (départements, villes, chambres de commerce), un quart par la Compagnie P.-L.-M. et un quart par les industriels désireux de souscrire.

La société pourra émettre 915 millions d'obligations dont l'intérêt sera garanti par l'Etat.

Le conseil d'administration de cette société anonyme sera composé d'un président choisi par l'Etat parmi les administrateurs qu'il aura désignés et de soixante administrateurs dont 24 représentants de l'Etat (2). Ces derniers auront un mandat de six ans ; ils seront sur un pied d'égalité avec leurs collègues nommés par l'assem-

(1) *Adde* l'article 6 : « les actions de l'Etat (actions d'apport) constitueront une catégorie spéciale se distinguant des actions souscrites contre espèces, en ce qui concerne leur transmission, leur droit de représentation et de vote aux assemblées générales et leurs droits dans les bénéfices et dans la liquidation de la société à sa dissolution. Les droits attachés à ces actions seront indiqués dans le décret de concession... »

(2) Ces administrateurs seront désignées par le ministre des Travaux publics.

blée générale, quoique *dispensés cependant de toute garantie de gestion*.

L'assemblée générale composée de tous les actionnaires (particuliers ou collectivités) possédant ou représentant au moins vingt actions ; le nombre des représentants de l'Etat reste indéterminé. Le nombre de voix que posséderont les actionnaires présents sera proportionnel au nombre d'actions qu'ils détiendront ou représenteront ; l'Etat n'aura droit qu'aux deux cinquièmes des voix totalisées par les autres actionnaires.

En ce qui concerne le partage des bénéfices, le projet offre des particularités tout à fait exceptionnelles. Une fois la réserve légale de 5 % constituée, les bénéfices seront partagés à raison de 80 % à l'Etat en remboursement des avances faites par lui au titre de la garantie d'intérêts des obligations et 20 % à la disposition de l'assemblée générale. Les actions d'apport appartenant à l'Etat n'auront droit à aucun dividende et seront réputées rémunérées par les versements divers qui lui seront affectés.

« Lorsque l'Etat sera remboursé complètement de son compte d'avances pour garantie, l'excédent sera partagé par moitié entre l'Etat et les possesseurs d'actions souscrites en espèces. »

En cas de dissolution de la société, le passif une fois éteint, le surplus sera partagé entre l'Etat et la société.

On voit par cette brève analyse que le projet de la Société du Rhône s'écarte assez sensiblement des principes admis par la loi du 16 octobre 1919.

Une société analogue dans son organisation à ce que sera la Compagnie Nationale du Rhône est également en formation pour l'aménagement d'un « grand canal d'Alsace » qui, allant de Huningue à Strasbourg, comprendrait huit écluses avec chutes et usines hydro-électriques (1).

(1) Rapporté par M. Antonelli, précité. Cet auteur ajoute qu'à la suite d'une conférence tenue à Paris, le 18 mai 1921, sous la présidence

On peut rapprocher de ce mode de participation et de contrôle de l'Etat le projet de lois sur l'amodiation des mines de potasse d'Alsace (1). D'après ce texte, la société concessionnaire sera une société nationale anonyme à participation ouvrière ; son capital sera souscrit sous forme d'actions par un certain nombre de groupes et jusqu'à concurrence d'un pourcentage fixé par la loi. Au groupe agricole, représenté par les syndicats agricoles et en général toutes associations agricoles, seront réservés 50 % des actions ; au groupe des industries chimiques consommatrices de potasse, 10 % ; aux sinistrés, communes ou particuliers d'Alsace et Lorraine, 5 % ; aux collectivités (départements, communes, chambres de commerce), 15 % ; aux porteurs de « Kuxes », 15 % ; au personnel des mines, 5 %. La représentation de l'Etat dans le conseil d'administration sera de deux commissaires.

Il sera enfin constitué un comptoir de vente pour la potasse dont les statuts seront soumis à l'approbation des ministres de l'Agriculture et des Travaux publics.

Dans un domaine tout différent, celui de la fabrication de l'ammoniaque synthétique, nous relevons un projet de loi, voté par la Chambre (2), et qui tend à constituer, sur des bases ayant certains rapports avec les procédés précédemment envisagés, une société anonyme pour l'exploitation du procédé Habert. « Nous avons pensé, dit M. Loucheur, qu'il fallait faire une expérience analogue à celle que nous avons déjà prévue pour l'utilisation des forces

du ministre des Travaux publics, il a été décidé de former une société d'études du Rhin à laquelle participaient :

- 1° Les Chambres de commerce de la région économique de l'Est ;
- 2° A titre collectif : « La région économique de l'Est » ;
- 3° Les Chambres de commerce des départements riverains ;
- 4° A titre individuel : les sociétés des forces motrices du Haut-Rhin (concession de Kembs), la Société pour la navigation du Rhin et la ville de Strasbourg. V. p. 76.

(1) V. Déb. parl. Chambre, séance du 16 février 1923.

(2) V. séance du 8 février 1923.

du Rhône et par laquelle on associerait l'Etat, les producteurs et les consommateurs, une large part restant réservée également aux ouvriers... »

Cette société serait fondée au capital de 50 millions de francs, représenté par 500.000 actions d'une valeur nominale de 100 francs réparties de la façon suivante :

1^o 200.000 actions de priorité à intérêt cumulatif qui seront souscrites :

a) A raison de 50.000 par les syndicats et associations agricoles ;

b) A raison de 20.000 par les chambres de commerce et à raison de 30.000 par les producteurs de produits chimiques ;

c) A raison de 50.000 par souscriptions publiques ;

d) A raison de 50.000 par les associations ouvrières diverses ;

2^o 300.000 actions ordinaires, dont 250.000 seraient souscrites par l'Etat et dont 50.000 lui seront attribuées en représentation des versements prévus au paragraphe 1^{er} de l'article 10 de la convention du 11 novembre 1919... (art. 4).

On voit ici que l'Etat ne bénéficie pas d'actions d'apport ; c'est qu'il loue seulement pour 500.000 francs par an les établissements de la poudrerie de Toulouse.

La société serait, en outre, gérée par un conseil d'administration de 20 membres qui aurait obligatoirement la composition suivante : 1 représentant des chambres de commerce ; 1 délégué du Conseil supérieur des chemins de fer ; 1 représentant du ministère des Finances ; 1 représentant du ministère de l'Agriculture ; 2 représentants du ministère de la Guerre ; 2 délégués du personnel de la société ; 1 délégué des ingénieurs et chimistes de la société.

Ces quatorze membres qui seraient, par délégation de l'Etat, porteurs de ses actions, seraient nommés par décret... sur présentation.

Les 6 autres membres du conseil d'administration seraient nommés par les actionnaires de priorité et à raison de :

a) 1 membre désigné par chacune des catégories d'actions de priorité ;

b) 2 membres par l'ensemble de ces actionnaires.

Le président du conseil d'administration serait nommé par décret.

Les bénéfices de l'entreprise seraient répartis dans les proportions suivantes :

5 % à la réserve légale ;

6 % cumulatif aux actions de priorité ;

6 % aux actions ordinaires.

Sur le surplus 10 % réserve spéciale.

Le solde : 10 % au Trésor à titre de supplément de loyer ;

30 % aux actions ;

5 % au conseil d'administration et 15 % aux œuvres collectives et sociales désignées par le personnel ;

40 % employés à abaisser le prix normal de la vente l'année suivante (1).

Ces quelques précisions nous permettent d'envisager un mouvement économique tout nouveau, dont on ne sait encore ni l'ampleur ni la répercussion sur l'économie future du pays.

Notons enfin que certains auteurs (2) ont proposé non seu-

(1) Le contre-projet Vincent Auriol et Léon Blum décidait dans un sens d'étatisme absolu que les bilans seraient annuellement soumis au Parlement pour vérification et approbation et les bénéfices répartis ainsi qu'il suit : un tiers au Trésor, un tiers selon un pourcentage à déterminer au conseil d'administration, au personnel de direction et au personnel ouvrier d'exploitation, un tiers aux acheteurs en ristourne proportionnelle à leurs achats annuels.

(2) M. Lévy-Ullmann propose, dans un article paru dans la *Revue de droit public*, l'« établissement judiciaire de monopoles publics, nationaux, provinciaux, départementaux ou communaux » au lieu et place des Trusts.

« Nous ne parlons, ajoute d'ailleurs cet auteur, que de quelques syndicats, ceux qui menacent la chose publique et jettent un trouble parmi les citoyens. »

Voir également : *Proposition de la Section de droit commercial de l'Association du Barreau américain (American bar association)* rapportée par Lévy-Ullmann (*Rev. Dr. publ.*, 1903, p. 243).

lement d'établir le contrôle économique de l'Etat sur ces diverses catégories d'industries mais d'étendre celui-ci aux entreprises dont l'organisation et la puissance sont de nature à menacer la chose publique.

Adde les intéressantes déclarations de M. Klotz à la Chambre des députés, le 23 juillet 1919 : « Il faut voir tout d'abord, dit le ministre des Finances, et c'est là le critérium essentiel, avant de concevoir un monopole d'Etat, si l'on est en présence d'un monopole de fait. Le jour où quelques-uns ont monopolisé à leur profit une industrie quelconque, le chemin du monopole d'Etat est tout tracé. C'est alors l'intérêt collectif qui se substitue au profit personnel. »

CHAPITRE V

LE CONTRÔLE ARME DE DÉFENSE DES SOCIÉTÉS CONTRE L'IMMIXTION ÉTRANGÈRE.

Les disponibilités d'une nation peuvent être inférieures à ses besoins immédiats, soit que le développement de l'industrie et du commerce nécessitent de nouveaux investissements de capitaux, soit que les suites de guerre commandent le relèvement de l'économie nationale, soit enfin que des conditions économiques nouvelles exigent un réajustement onéreux des organisations productives.

Dans tous ces cas le pays doit faire appel aux capitaux étrangers et si ces participations finissent par créer une majorité de capital dans des mains étrangères, on peut craindre que le contrôle qu'elles exerceront ne soit pas toujours conforme à l'intérêt national. On pourrait bien essayer de faire une distinction entre les entreprises d'intérêt national, soit productives de denrées de première nécessité, soit de matériel de guerre et des entreprises d'intérêt purement industrielles (sociétés d'exportations, sociétés textiles..., etc...) mais la guerre a montré que toute industrie peut se transformer aux jours de danger en une arme et qu'il n'est pas de source de production dans l'économie qui doive être considérée comme neutre.

Aussi l'après-guerre a vu les pays les plus éprouvés et principalement l'Allemagne, chercher à drainer à l'étranger les capitaux nécessaires à leur industrie, tout en conservant aux mains de leurs nationaux le contrôle des entreprises qui avaient fait appel à cette aide financière.

Ce résultat ne pouvait être réalisé que par un système juridique permettant à certains actionnaires de posséder la majorité de vote avec un minimum de capitaux ; on aurait pu utiliser à cet effet le « Voting Trust » ou les actions sans droit de vote, mais en présence des législations commerciales strictes des pays occidentaux, ce fut la création d'actions à droit de vote plural qui parut s'accommoder le mieux aux exigences du droit commercial et aux résultats politique et économique escomptés.

D'où le prodigieux développement des sociétés fondées sur ce type en Allemagne.

On trouve d'ailleurs de nombreuses modalités à l'emploi des actions A et B : tantôt les actions A ne peuvent être acquises que par des personnes de nationalité allemande ; tantôt le vote plural ne joue qu'au cas où la délibération porte sur un sujet d'intérêt national ou lorsqu'il s'agit de se défendre contre l'étranger (1) ; tantôt enfin les actions A ont un but économique et national ; économique en tant qu'elles permettent aux fondateurs de conserver le contrôle de l'entreprise et national en tant qu'elles ne peuvent être transmises qu'avec l'autorisation du conseil d'administration de la société.

Certains groupes usent encore d'un moyen plus perfectionné ; ils remettent à une tierce société leurs actions A afin que celle-ci, chargée de veiller à la réussite nationale des entreprises, soit constamment prête à imposer leur volonté au moment voulu par l'appoint de ces actions et que de ce fait aucune surprise ne soit possible ni aucune légèreté des actionnaires préjudiciable (2).

(1) Cf. Norddeutsche Lloyd, de Brême, fondé en 1922. Le capital-actions de cette société comprend 225 millions d'actions ordinaires et 125 d'actions privilégiées. Ces dernières possèdent un droit de vote doublé dans le cas seulement où il s'agit de se défendre contre une intrusion étrangère. V. Antonelli, *op. cit.*

(2) Cf. Deutsche Dampfschiffahrts Gesellschaft. Hansas, Brême.

Compris de cette façon, l'usage des actions à vote plural forme une combinaison qui se rapproche du Trust (1), mais d'un régime plus élastique parfaitement approprié à tous les services qu'on veut bien lui faire rendre.

Nous possédons en France (2) quelques exemples significatifs. La Société des Chemins de fer du Maroc, constituée après convention passée le 29 juin 1920 entre le gouvernement chérifien et quatre sociétés françaises : la C^{ie} Générale du Maroc, la Société Marocaine, la C^{ie} P.-L.-M., la C^{ie} d'Orléans, est constituée avec un capital de 50.000.000 de fr. divisé en 100.000 actions de 500 francs. Dans cette société existent deux catégories d'actions, l'une, catégorie A, comprenant 20.000 actions, l'autre, catégorie B, en comprenant 80.000. Les actions A possèdent dans les assemblées générales 4 voix et sont réparties intégralement entre les 4 groupes fondateurs ; les actions B à souscrire par le public ne possèdent qu'une voix.

De cette façon les actions A possèdent 50 % du total des voix.

Nous citerons encore la Compagnie européenne des Papiers, au capital de 4.000.000 de fr., divisé en 16.000 actions de 250 francs, dont 2.000 actions A donnant droit chacune à une voix et 14.000 actions B, dont il faut 10 pour donner droit à une voix ; répartition qui permet aux actions A d'avoir droit dans les assemblées générales à 2.000 voix et aux actions B 1.400 seulement. La clause statutaire essentielle qui nous intéresse ici est celle en vertu de laquelle « les actions de la catégorie A ne pourront appartenir qu'à des citoyens français ou à des sociétés constituées sous le régime des lois françaises et dont tous les associés en nom doivent

(1) V. *supra*, p. 60.

(2) V. *De la participation des étrangers aux Sociétés commerciales françaises*, par E. d'Eichtal (*Rev. française*, 1917. 1.195). Cf. *Bulletin de la Société de législation*, 1916. Cf. Tchernoff et Landry (*Rev. pol. et parl.*, 1916, juillet et novembre). Et surtout Antonelli et Camille Rosier, précités.

être français, s'il s'agit de société en nom collectif ou en commandite simple » (art. 13).

L'utilité des actions à droit de vote plural n'est plus aujourd'hui contestée lorsqu'il s'agit de défendre les entreprises françaises d'utilité nationale contre le contrôle des capitalistes étrangers. Les adversaires les plus déterminés de ces sortes d'actions, et nous verrons plus loin que leur critique va jusqu'à demander la suppression rétroactive des catégories privilégiées, sont d'accord pour déclarer que lorsque l'intérêt national est en jeu, le gouvernement peut et doit même réserver soit à des citoyens français, soit à lui-même une participation de voix prépondérante.

« Il y a dans certains cas, dit M. Lesaché (1), un intérêt national à pouvoir utiliser les actions à vote plural, par exemple pour les affaires de pétrole, afin de conserver aux capitaux français la direction, les actions de ce type sont utiles.

« Rien n'est plus simple que de sauvegarder les intérêts nationaux en permettant des dérogations à la rigueur du principe (principe qui, selon l'auteur de la proposition de loi, condamne absolument le vote plural), dérogations qui devront faire l'objet d'une intervention gouvernementale, puisque seul l'intérêt public pourra les justifier. »

Par contre, ni dans la proposition Rabier, ni dans le projet libre Daniel Vincent, nous ne trouvons trace de cette utilisation des actions à vote plural, qui semble bien pourtant constituer le point le plus intéressant de toute intervention législative sur la question.

Remarquons que les capitalistes allemands ont eu recours à une autre méthode financière pour permettre aux capitaux étrangers d'affluer, tout en conservant le

(1) Proposition de loi tendant à modifier l'article 34 du Code de commerce (suppression des actions à vote plural) présentée par MM. Lesaché, Gheusi, Chabrun, Edouard Lamoureux, Edouard Eymond, Ternois, députés (V. Doc. parl., 1922, Ch. des dép., annexe 4689).

contrôle de leurs entreprises; par l'organisation des sociétés-mères et des sociétés-filiales « Effekten-übernahmgesellschaften » que nous avons précédemment signalée; (1) la firme-mère contrôle la société-fille et celle-ci possède la prépondérance auprès de la société-mère par la possession d'actions. C'est ainsi que la Reiniger Gebbert et Schall à Erlanger, au capital de 80 millions de marks, a fondé comme « Übernahmgesellschaft » la Inag avec 70 millions de marks; la société Julius Sichel et Co contrôle d'autre part sa filiale qui a été établie à Lucerne avec un capital de 100 millions de marks; celle-ci A. G. für Industriewerte (société pour les valeurs industrielles) détient à son tour la majorité des actions Sichel (1).

(1) Liefman, précité.

CHAPITRE VI

LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS ET LA LÉGISLATION FRANÇAISE.

A. — *Le contrôle et la loi commerciale.*

Les différentes formes de contrôle que nous venons d'envisager sont-elles légales et conformes à l'ordre public, ou bien certaines d'entre elles doivent-elles être considérées comme illégales en présence des textes législatifs qui régissent notre droit civil et commercial? C'est sur cette question que nous nous proposons ici de jeter quelques regards.

La loi des 2 et 17 mars 1791 décide: « A compter du 1^{er} août prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession ou métier qu'elle trouvera bien ». Il en résulte qu'est nulle toute organisation sociétaire dont l'objet est de porter atteinte à ce principe (1). Mais en fait ce texte n'est d'aucune utilité car les sociétés ou groupements de sociétés qui se proposent de détruire la concurrence rendent celle-ci impossible par des moyens purement économiques comme le « dumping » (2) et se gardent bien de déclarer que leur but est de créer un monopole qu'elles défendront par tous les moyens.

(1) Les Trusts et Consortiums sont considérés comme nuls lorsqu'ils portent entrave au droit qui appartient à toute personne d'exercer la profession qui lui plaira. Percerou, *op. cit.* (*Ann. Dr. comm.*, 1897, 281, et note D. 1903.297.2)

(2) V. *supra*, p. 90.

Il est sans intérêt d'insister sur ce point ; d'autre part nous laissons de côté le facteur purement subjectif de l'« intention illicite » dont nous parlerons en étudiant les effets du contrôle au point de vue pénal. Nous ne nous proposons ici que d'analyser si telle organisation sociétaire, ou telle disposition statutaire permettant une forme donnée de contrôle est licite ou ne l'est pas.

Le contrôle par entente ou par la possession d'une majorité de capital (1) est conforme à toutes les dispositions de notre droit commercial ; nous avons vu d'autre part, en passant, que si les formes sociétaires du « Trust » (2) et du « Voting Trust » (3) peuvent être conciliables avec le principe de notre législation, la création d'actions sans droit de vote ne l'est pas (4). La seule question qui soulève aujourd'hui des controverses nombreuses est celle du contrôle de la société obtenu au moyen de la possession

(1) La possibilité pour une société de contrôler d'autres sociétés au moyen de la possession en portefeuille d'une majorité de capital n'est pas contestable. La loi du 3 juillet 1920 concède même certains avantages fiscaux aux consortiums ou « Holding C^{les} ». Les art. 27 et 28 s'expriment ainsi :

Art. 27. — Lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société par actions des actions, des obligations, ou des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière société, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par les lois des 29 juin 1872 (art. 1^{er}) et 29 mars 1914 (art. 31) dans la mesure des produits de ces parts, obligations ou actions touchés par elle au cours de l'exercice, à la condition que ces parts, obligations ou actions soient restées inscrites au nom de la Société.

Art. 28. — Les actions, obligations ou parts bénéficiaires nominatives attribuées à une société française par actions en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société française dans les conditions prévues à l'article qui précède sont, lors de leur conversion au porteur, affranchies du droit établi par le paragraphe 1^{er} de l'art. 6 de la loi du 23 juin 1857, art. 9 de la loi du 26 décembre 1908, et l'art. 41 de celle du 29 mars 1914.

(2) V. *supra*, p. 64.

(3) V. *supra*, p. 67.

(4) V. *supra*, p. 70.

d'actions à droit de vote plural. L'habitude d'avoir recours à ce procédé ne date que de la période de réajustement économique qui a suivi la guerre et que plusieurs projets de lois sont actuellement pendants devant les Chambres pour en limiter les effets ; on voit que nous sommes actuellement dans une période de transition où il est du plus haut intérêt de connaître exactement les éléments du problème.

Auteurs (1) et hommes politiques se sont déjà prononcés ; les premiers avec un désir certain de rattacher cette formule nouvelle aux textes anciens dans lesquels ils prétendaient trouver une réglementation, les seconds avec la volonté d'empêcher les petits actionnaires de se trouver par ce moyen dans une dépendance étroite des groupes financiers qui absorberaient leurs épargnes (2).

De ces deux tendances juridiques et économique-sociales, l'une a déjà été entrevue par nous précédemment ; aussi c'est au problème juridique que nous nous proposons de nous attacher quelques instants.

Les premières constitutions de sociétés avec création d'actions à droit de vote plural datent de 1911 ; à cette époque un texte dominait le problème juridique, l'article 34 du Code de commerce qui s'exprimait en ces termes : « Toute société par actions peut, par délibération de l'assemblée générale, constituer dans les conditions prévues par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, créer des actions de priorité jouissant de certains avantages sur les autres actions ou conférant des droits d'antériorité soit sur les bénéfices, soit sur l'actif social, soit sur les deux, si les

(1) V. Amiaud, *les Actions à droit de vote inégal* ; Danos, *les Actions à droit de vote plural* ; H.-E. Barrault, *la Question des actions A et B* (*Rec. Jur. des Soc.*, 1921, 957) ; Thaller, *Des divers emplois possibles d'actions de priorité* (*Journal Soc.*, 1912, 394) ; Antonelli, *les actions à voix multiples dans les sociétés anonymes en Allemagne et en France* (*Rec. Soc.*, 1922, 85 et 91).

(2) V. projet de Ch. Laurent ; Proposition de loi Rabier ; Proposition de loi Lesaché.

statuts n'interdisent point, par une prohibition directe et expresse, la création d'actions de cette nature.

« Sauf dispositions contraires des statuts, les actions de priorité et les autres actions ont, dans les assemblées, un droit de vote égal... »

De ces dispositions M. Thaller, consulté par la Société centrale des Banques de Province, avait conclu à la possibilité d'émission d'actions à vote plural considérées comme espèces spéciales d'actions de priorité (1). Il semblait bien en effet que le dernier alinéa « sauf dispositions » impliquait tout au moins la possibilité de créer des actions qui jouiraient d'un régime de faveur quant au droit de vote.

La loi du 23 novembre 1913 (2) vint ajouter quelques obscurités de plus dans le problème, l'article 1^{er} § 2 s'exprimait en ces termes : « Nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, tout actionnaire, quel que soit le nombre des actions dont il est porteur, peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède sans limitation. »

(1) Thaller, *Des divers Emplois possibles d'actions de priorité* (*J. S.*, 1912, p. 385 et suiv.).

« Permettre à l'acte de société de diviser le capital en deux masses, dont l'une composée par exemple des actions de numéraire, a le droit d'exercer sur les bénéfices un prélèvement échappant aux actions d'apport, cela n'est d'aucune manière contraire aux bases fondamentales de la société ; cela ne porte aucune atteinte aux droits propres ou individuels de l'actionnaire ; aussi bien tous les preneurs d'actions, souscripteurs et apporteurs, ont donné leur adhésion à cette différence de traitement, et on ne voit pas au nom de quel précepte d'ordre public il faudrait la condamner ».

(2) Travaux préparatoires et débats parlementaires.

Sénat projet adopté par la Chambre, ayant pour objet de compléter l'art. 27, § 1^{er}, L. 24 juillet 1867 (*J. off.*, 6 mars 1913, ann. 57). Prop. Chastenet, tendant à modifier les art. 27 et 31, L. 24 juillet 1867 (*J. off.*, 18 mars 1913, ann. 93). Rapp. Chastenet (*J. off.*, juin 1913, ann. 201). — Chambre : Rapport Robin, le 25 juillet 1913 (*J. off.*, p. 3059).

Fallait-il conclure que le législateur entendait par ce texte prohiber de façon absolue l'emploi d'actions à droit de vote plural dans les assemblées extraordinaires et qu'ainsi la faculté concédée par l'article 34 se trouvait dans ce cas abrogée ?

Fallait-il déduire des textes précités la nécessité d'avoir recours en cas d'émission de ces actions à la procédure spéciale de la vérification des apports et des avantages particuliers ? *Quid* en cas d'augmentation de capital (1) ?

Un point paraît en tout cas certain, c'est que dans les travaux préparatoires de la loi de 1913, il est impossible de trouver l'intention exprimée par le législateur d'abro-

(1) Si l'on assimile les actions A et B à des actions de priorité, les auteurs et la jurisprudence admettent dans ce dernier cas qu'une émission en cours de vie sociale est possible.

« La société, dit M. Thaller, ne doit maintenir l'égalité qu'entre les adhérents qui sont entrés à la fois et simultanément dans l'organisation sociale. Expressément ou tacitement, il a été entendu que tous ces ayants droit, placés sur la même ligne au moment de leur accession à la société, resteraient égaux, qu'aucun classement ne viendrait ultérieurement en refouler une partie derrière l'autre. Mais si des circonstances critiques veulent plus tard qu'on fasse appel à de nouveaux souscripteurs en attribuant à ceux-ci des avantages que n'auront pas les anciens, les droits acquis individuellement aux actionnaires primitifs ne sont point violés. Aucune promesse n'avait été faite de leur conserver en tout état de cause le partage égal des bénéfices au regard des renforts qui ne consentiraient à apporter leur argent à la société que munis d'un titre de préférence. Ce titre de préférence résulte d'un pacte nouveau que ne préjugeait pas le pacte conclu entre les anciens.

« Le respect nécessaire de l'égalité est une règle relative, non pas une règle absolue ; ou comme on l'a dit dans une formule qui d'ailleurs manque de précision, l'égalité n'est due qu'entre actionnaires de la même catégorie ». Trib. civ. de la Seine, 13 novembre 1899 (*J. S.*, 1900, p. 135).

« Lors de la création de nouvelles actions de priorité supplémentaires, ces droits restent ce qu'ils étaient jusque-là. Le pacte conclu entre les deux groupes d'actions anciennes n'est aucunement touché, chacun de ces groupes recule d'un rang pour faire place aux nouveaux venus, c'est vrai, mais dans les relations de ses membres, l'égalité proportionnelle ancienne est maintenue... » V. Cass., 22 janvier 1912 (D. 1912.1.145, *J. S.*, 1912, p. 385 ; *J. S.*, 1903, p. 177).

ger l'article 34 du Code de commerce (1). Aussi la doctrine est-elle unanime à déclarer la validité des actions à droit de vote plural. « Cette validité, dit M. Amiaud, conséquence naturelle et logique de la reconnaissance par le législateur des actions de priorité, apparaît indiscutable à

(1) On sait que le nouvel article 31 a été extrait du projet de loi résultant des délibérations de la commission extra-parlementaire instituée en juin 1902, et qui comportait une refonte complète de la loi de 1867.

Cette refonte dans la pensée des rédacteurs du projet devait grouper en un seul texte des dispositions jusqu'alors éparses. C'est ainsi que la commission décida d'insérer dans l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 les dispositions de la loi du 9 juillet 1902 que venaient de modifier l'article 34 du Code de commerce, non sans faire subir au texte les remaniements qui nous ont donné, entre temps, avec la loi du 16 novembre 1903, la dernière rédaction de l'art. 34. Et le projet de loi procéda à cette incorporation de l'art. 34 dans la loi de 1867 :

1^o En insérant l'alinéa 2 modifié de l'art. 34 dans l'alinéa 1^{er} de l'art. 31 modifié de la loi de 1867 ;

2^o En insérant l'alinéa 3, sans modification, dans l'art. 27. Or c'est cet alinéa 3 qui contient la disposition capitale. « Sauf disposition contraire des statuts, toutes les actions, y compris les actions de priorité, ont dans les assemblées générales un droit de vote égal. »

Par conséquent il est certain, et le paragraphe 10 du rapport de M. Rodolphe Rousseau nous donne à ce sujet toute certitude, que la Commission en répondant l'art. 31 de la loi de 1867 n'avait nullement l'intention de modifier le régime de l'art. 34 ; en présence des difficultés soulevées par la loi de 1902 elle remaniait le texte de cet article, mais sans porter atteinte à ses dispositions essentielles.

Que fit le législateur en 1913 ?

Désirant seulement réformer l'art. 31 de la loi de 1867, il fit sortir de la rédaction adoptée par la commission l'alinéa 2 de l'art. 34 du Code de commerce. Conservant intacte à sa place primitive cette dernière disposition, il n'avait plus à compléter l'art. 27 par l'alinéa 3 de la loi 1902-1903. Ainsi à côté de l'art. 31 profondément modifié, l'art. 34 demeurait en vigueur et le législateur se bornait à y ajouter un paragraphe concernant le quorum des assemblées spéciales.

Les rapports de M. Chastenot au Sénat (5 juin 1913) et de M. Roblin (Ch.), ne contenaient aucune indication relative à l'art. 34 ; rien ne nous autorise à penser que la réforme de 1913 a été réalisée dans un esprit différent de celui de la commission de 1902. L'art. 34 subsiste donc, autorisant la création d'actions « jouissant de certains avantages » et susceptibles de bénéficier, en vertu d'une disposition formelle des statuts, d'un droit de vote différent de celui conféré aux autres actions.

quelque point de vue que l'on entende se placer » (1) ; elle est également unanime à en admettre l'utilisation dans les assemblées générales ordinaires et constitutives.

Mais en présence des termes très nets du nouvel article 31 de la loi de 1867, certains auteurs prétendent refuser aux actionnaires la jouissance de leur droit de vote privilégié dans les assemblées générales extraordinaires et interprètent la loi de 1913 en ce sens que chaque action a droit à une voix et rien qu'à une voix (2) ; d'autres, au contraire, estiment que la loi de 1913 n'a eu pour objet que de permettre à chaque actionnaire de posséder *au moins* une voix par action dans ces assemblées (3).

Enfin la doctrine est encore partagée sur la question de savoir si la procédure de vérification des apports doit être respectée (4).

Le problème essentiel qui se pose est donc celui qui consiste à se demander si le droit de vote plural est licite dans les assemblées extraordinaires ; car si l'on refuse ce droit on crée forcément au sein de la société deux groupes rivaux qui, possédant chacun une majorité dans les diffé-

(1) Amiaud, p. 12. En ce sens : Barrault, précité ; Pic, *Traité des Sociétés*, n° 816 ; Arthuys : *Traité des Sociétés*, n° 40 ; Danos, précité, p. 34 ; Houpin et Bosvieux, *Traité des Sociétés*, n° 333. — Wahl, *Traité de Droit commercial*, n° 637 ; Decugis, *Traité des Sociétés*, n° 81 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, II, appendice, p. 12 ; J. Bourcard, *les Modifications aux statuts et la loi du 22 novembre 1913*. (*Ann. Droit commercial*, 1914, p. 175).

(2) En ce sens : Amiaud, précité, p. 40 ; Lyon-Caen et Renault, appendice précité ; Dolbeau ; *Des déplacements volontaires de majorité dans les sociétés anonymes* (*J. Soc.*, 1921, 45).

(3) En ce sens : Bourcard, précité, p. 175 ; Houpin et Bosvieux, précité, n° 970 ; Barrault, précité ; Wahl, *Commentaire de la loi du 22 novembre 1913* (*J. Soc.*, 1914, 173) ; Arthuys, précité, n° 593 ; Decugis, précité, n° 347.

(4) La majorité des auteurs semble ne pas même se poser la question, et conclure implicitement à la négative. — V. Hémard, *Traité des nullités des Sociétés*, p. 291 ; Pic, précité, n° 931 ; Houpin et Bosvieux, précité, n° 579 ; Barrault, précité, *contra* et pour l'affirmative Amiaud, p. 13 et suiv.

rentes assemblées doivent nécessairement entraver par leur animosité réciproque la marche normale et féconde de la société.

Or il est parfaitement impossible de déduire de la loi de 1913 une solution certaine ; ses termes ne peuvent prêter qu'à des solutions plutôt modelées sur l'état d'esprit juridique des auteurs qui ne les ont conçues que sur une interprétation rationnelle du texte. Les uns, pesant scrupuleusement les mots, décident que le droit des actions à voix multiples s'arrête devant les assemblées extraordinaires ; les autres, devant le doute qui les gagne, concluent dans le sens opposé qui semble cadrer avec la solution admise pour les assemblées ordinaires et avec les nécessités de la vie sociétaire.

Nous estimons qu'il y a là une impasse et que le problème envisagé comme une recherche, jusqu'à l'absurde, d'une solution dans un texte qui n'est pas à même de le donner, ne peut conduire qu'à des solutions juridiques et économiques sans valeur.

La solution du problème des actions A et B doit être recherchée, en l'absence de textes précis, dans la pensée du législateur (1), si le législateur ne l'a pas formulée ; alors

(1) « Souvent la pensée du législateur, qui contient seule la règle impérative pour l'interprète, n'est pas exactement traduite par la formule employée. Celle-ci reste obscure ou incomplète, en tout cas, manifestement insuffisante, a elle seule, pour révéler la solution demandée. Alors intervient afin de suppléer à l'insuffisance de l'interprétation grammaticale l'interprétation improprement appelée logique dont l'essentiel, comme l'a montré R. von Jhering, consiste, en passant au-dessus des mots, à chercher la pensée de la loi jusque dans l'âme de l'auteur. Il faut bien, puisque la formule reste muette et close, pénétrer par d'autres voies la volonté qui l'a inspirée, dégager l'esprit de la loi, faire contrôler, rectifier, compléter, restreindre ou étendre sa lettre. Aussi on va chercher à tout prix et à tous risques l'intention du législateur, dans mille circonstances extrinsèques de la loi, dans celles surtout qui ont accompagné sa naissance et qui, habilement surprises, permettrait de la féconder, même d'en multiplier les effets. » Geny, *Méthodes d'interprétation et sources du droit privé positif*.

il est du domaine de la législation actuelle et tout effort d'interprétation des textes devient illusoire et byzantin.

Or, il est impossible de retrouver dans tous les travaux préparatoires, soit de la loi de 1867, soit des lois de 1893, 1903 ou 1913, une réflexion quelconque relative au droit de vote plural que pourraient posséder certaines catégories d'actions ; les actions de priorité, les avantages particuliers ne touchent qu'à des droits spéciaux soit sur la répartition des dividendes, soit sur le partage de l'actif social.

Il semble que le législateur n'ait même pas eu l'idée de la possibilité des combinaisons actuelles ; comment donc pourrait-on logiquement déduire des principes qu'il a posés, des règles précises, non pour une variante des modes de répartition dont il a fait mention, mais pour une organisation tout autre de la vie sociétaire des entreprises, organisation jusqu'alors insoupçonnée ? Des besoins nouveaux viennent de se révéler ; les volontés ont réclamé un surcroît d'autonomie propre ; la parole est au Parlement, elle n'est plus aux hommes de lois.

Ainsi nous nous trouvons bien en présence de ces « relations juridiques » dont le législateur ne pouvait avoir conscience et dont M. Saleilles a donné un aperçu si lumineux :

« Nul ne peut savoir ce qu'il aurait fait, s'il les avait pu prévoir : ou plutôt on peut très légitimement se douter que s'il les avait prévues, tout en restant en progrès sur son temps, il les aurait résolues dans un sens tout contraire au progrès moderne.

« En réalité, poursuit l'auteur, à prendre la loi dans son but immédiat, il faut reconnaître que la volonté qui l'inspire ne porte que sur un domaine de faits concrets, très étroit et très limité. Presque toujours une loi n'a qu'un point isolé en vue ; toute l'histoire démontre qu'une loi n'intervient que lorsqu'un abus précis s'est fait jour, dont l'excès a fini par soulever l'émotion publique. Lorsque le

législateur s'interpose, c'est pour mettre fin à tels ou tels faits nettement déterminés qui ont provoqué sa décision. Et si, pour y parvenir, il croit devoir procéder par voie d'idées générales et de formules abstraites, le principe qu'il émet n'a de valeur dans sa pensée que dans la mesure où il s'applique aux abus qu'il s'agissait de détruire et aux faits similaires qui viendraient à se produire (1). »

Aussi tournons nos efforts vers une réglementation possible, si l'abus de liberté peut engendrer des excès ; mais ne nous préoccupons plus de textes sans portée actuelle.

Cette réglementation peut être établie, soit sur le caractère dont devront justifier les entreprises pour avoir droit d'émettre des actions à vote plural (2) (entreprises d'intérêt national) ; soit simplement comme le proposent la généralité des auteurs, sur les modalités de leur utilisation (3).

Dans ce dernier cas des propositions similaires sont également émises. Elles consistent tout d'abord à limiter le nombre de voix que pourront posséder les actions A ; puis à imposer la forme nominative à ces actions ; enfin à décider que dans les assemblées extraordinaires, notamment, les délibérations devront être prises par une majorité de voix correspondant à un capital déterminé.

Certains auteurs penchent vers une limitation dans le temps du privilège des actions A ; d'autres proposent que les mutations entre vifs ou par décès de ces actions fassent perdre le privilège. Tous sont à peu près d'accord pour demander qu'une assemblée spéciale se prononce sur l'acceptation de l'avantage particulier réservé aux actions A.

(1) Préface au livre de M. Geny.

(2) Proposition Lesaché.

(3) Proposition Ch. Laurent. V. également Amiaud et Danos, précités.

Il nous semble que, considéré sous cet angle, le problème est mal posé et ne peut aboutir qu'à des conséquences déplorables. Cette réglementation à outrance, ces mille règles impératives qu'on cherche à créer, ces embûches de tous les instants ne peuvent se concilier avec les nécessités de la vie sociétaire. Il semble que le législateur veuille faire des sociétés de véritables administrations, avec leurs règles et leurs formules; en voulant protéger les petits actionnaires il tend à tuer la source même de leurs revenus par une sorte de peur malade des initiatives et des puissances individuelles. Et pourtant la situation du « petit actionnaire » n'est-elle pas toujours la même, c'est-à-dire sans valeur directrice? celui-ci le comprend si bien qu'il a pris l'habitude, particulièrement en France, de ne plus même assister aux assemblées générales et qu'il faut aux conseils d'administration des efforts répétés pour pouvoir réunir les quorums des assemblées extraordinaires.

Nous ne voulons pas dire par là que toute réglementation est inutile, mais nous estimons que le principe de la liberté des conventions qui ne portent pas atteinte à l'ordre public doit être respecté, qu'il est inutile et peut-être désastreux de paralyser ceux dont la volonté et les désirs nécessaires sont les forces mêmes du pays.

Le problème se résume pour nous dans la nécessité de l'intervention législative sur deux points : la publicité et l'approbation des comptes.

Il est indispensable d'abord que tout souscripteur ou cessionnaire d'actions soit prévenu du type de société dans laquelle il entre; la publicité actuelle serait absolument insuffisante; elle nécessiterait dans notre cas l'inscription sur toutes les actions ou certificats d'actions de la division du capital et du nombre de voix attaché à chaque catégorie. Ces mentions devraient être apparentes et faites suivant un modèle à déterminer de manière à ne laisser aucune possibilité de tromperie.

Nous estimons également avec M. Lesaché que les pos-

sesseurs d'actions A qui contrôleraient la société ne doivent pas pouvoir sans contrôle se donner à eux-mêmes un quitus de gestion financière ; la situation que nous envisageons a été fort bien soulignée par l'honorable député :

« Vienne le jour des responsabilités, l'assemblée générale est réunie pour en discuter les causes et pour appliquer les sanctions ; mais le groupe directeur est bien tranquille. Les porteurs d'actions B, dont le patrimoine est peut-être évanoui par suite d'imprudences ou de fautes de la gestion, auront beau protester. Lorsqu'on passera au vote, le groupe A votera le quitus des administrateurs, et le groupe B, quoique représentant les quatre-vingt-dix-neuf centièmes du capital, n'aura qu'à s'incliner ; tout recours lui est fermé, même devant la justice. Sincèrement peut-on dire qu'un tel résultat soit moral ? »

Pour remédier à cette situation, on pourrait proposer qu'il soit nommé chaque année, soit par les Chambres de commerce, soit par les tribunaux de commerce des experts ayant pour rôle de faire un rapport aux assemblées générales des sociétés possédant des actions à voix multiples sur la régularité de la gestion financière des administrateurs. Si l'expert conclut au quitus, il suffira que ces derniers obtiennent une majorité de voix pour être valablement dégagés de toute responsabilité. Si au contraire l'expert conclut à la revision des écritures, les administrateurs seront tout d'abord autorisés à les remanier, mais s'ils refusent de se soumettre à cette revision ou s'ils ne modifient pas convenablement leurs premières erreurs, le quitus ne leur sera valablement concédé que par une majorité de capital venant renforcer la majorité de vote (1).

Notre solution permet aux administrateurs de posséder

(1) On serait bien tenté d'exiger l'approbation de la gestion des administrateurs par une majorité de capital dans tous les cas, mais cette méthode permettrait aux actionnaires possesseurs d'actions B de rendre illusoire le pouvoir concédé aux actions A.

un maximum de liberté, tempéré par la nécessité de gérer honnêtement leurs entreprises (1); elle constitue une réglementation de droit commun large et sûre. A l'Etat de prendre en ce qui concerne les industries nationales et coloniales les dispositions d'exception nécessaires pour assurer notre contrôle, quelle que soit la part de capitaux français investis.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Peu de législations reconnaissent et réglementent expressément l'utilisation des actions à voix multiples. L'article 252 du Code de commerce allemand admet cependant que les statuts sont libres de déterminer le nombre de voix conférées à chaque action ; la loi du 8 avril 1922 est venue de plus édicter des mesures fiscales visant spécialement ces titres (2). En Hollande l'article 54 du Code de commerce fixe le nombre de voix maximum qui peuvent être consenties à chaque action, six, au cas où le nombre d'actions est supérieur à 100 et trois si le nombre d'actions est inférieur à 100.

Le règlement autrichien de septembre 1899 indique d'autre part l'utilisation des actions à droit de vote plural (3).

(1) On pourrait bien prétendre qu'au cas de malversations de la part des administrateurs, les actionnaires possèdent toujours une action individuelle contre ceux-ci, le quitus ne conférant pas une immunité spéciale. Mais en fait il sera difficile pour ne pas dire impossible et particulièrement dispendieux pour l'actionnaire d'entreprendre des poursuites judiciaires longues et aléatoires.

(2) V. sur ces mesures, Danos, précité, 166, et Amiaud, 74. — L'art. 15 de cette loi stipule que les sociétés par actions ou en commandite qui ont émis des actions à vote multiple doivent payer sur lesdites actions un impôt spécial s'élevant pour chaque exercice à 3 %.

(3) « En cas d'émission d'actions de valeur nominale différente ou de différente espèce, le droit de vote sera déterminé de telle façon que le même droit de vote sera attribué à la même portion du capital-actions, sans qu'il y ait distinction entre les actions à raison de leur valeur nominale ou de leur espèce distincte. »

Dans les autres pays, en l'absence de dispositions législatives précises, les auteurs et la jurisprudence ont conclu à la légalité de cette forme d'organisation sociétaire, en Angleterre (1), en Belgique (2), en Suisse (3), en Italie (4) ; aux Etats-Unis nous n'avons pas d'exemple de l'utilisation de ce procédé ; d'ailleurs le « voting Trust » le remplace avantageusement.

B. — LE CONTROLE ET LA LOI PÉNALE (5)

Nous venons de rappeler dans notre précédent chapitre combien il peut être dangereux de faire parler des textes anciens sur des faits qu'ils n'avaient pas prévus ou qu'ils n'avaient pas pu prévoir.

Nous retrouvons dans l'étude du contrôle envisagé au point de vue de la loi pénale des difficultés semblables à celles qui nous ont précédemment arrêté, avec cette différence cependant que nos lois commerciales sur les sociétés datent de 1867, 1893, 1902, 1913, tandis que nos textes pénaux restent toujours en vigueur, depuis le Code pénal de 1810, ni la loi du 25 mai 1864 sur le droit de coalition des patrons et des ouvriers, ni celle du 28 mars 1884 sur les syndicats professionnels, ni celle du 28 mars 1885 sur le marché à terme n'ont abrogé l'article 419. Cent ans

(1) En Angleterre, pas de limitation dans le nombre de voix ; on se trouve dans le domaine de la liberté totale des conventions. (V. 8, Edouard VII, 69.)

(2) V. art. 74 de la loi de 1872. La pratique belge dénote bien des exemples où il est concédé plus de 2 voix par actions. Amiaud, *op. cit.*

(3) V. art. 640 du Code fédéral des obligations.

(4) V. art. 157 du Code de commerce.

(5) Les ouvrages généraux qu'il est indispensable de consulter sont : Garçon, *Code pénal ann.*, art. 419 ; Girraud, *Cours de droit pénal français* ; Amiaud, *la Réglementation de la concurrence dans les accords des chefs d'industrie devant la loi pénale* ; Colliez, *Des Ententes de producteurs et de consommateurs* ; Birague d'Apremont, *De l'Accaparement et des formes modernes d'ententes entre les producteurs et les consommateurs devant le droit pénal* ; Percerou, *Des Syndicats de producteurs* (*Ann. Dr. com.*, 1897, 281) et notes (D. 1903.2.297 et 1912.1.33).

de bouleversements économiques sont sensés ne pas avoir changé l'idée d'accaparement et son mode de répression.

Cette situation est tellement illogique que les tribunaux eux-mêmes, chargés d'appliquer l'article 419, ont été amenés à donner une interprétation, sans doute intelligente, mais en contradiction très nette avec l'esprit même du texte tel que les travaux préparatoires nous le font connaître (1).

L'article 419 du Code pénal punit tous ceux qui « par réunion ou par coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée tendent à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix ou qui, par des voies frauduleuses quelconques auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers ou effets publics au-dessus et au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce ».

Or, rappelons-nous l'état de la France sous l'Empire, le souvenir toujours vivace des disettes pendant la Révolution, le décret des 26-28 août 1793 (2) qui punissait de mort les accapareurs, l'accumulation de grains et de denrées de première nécessité, que les spéculateurs faisaient pourrir sur place plutôt que de les vendre, la lutte terrible engagée contre ces dangers publics par les politiques révolutionnaires et puis plus anciennement les véritables famines des dernières années du règne de Louis XV.

Ce sont ces souvenirs du passé qui ont forgé l'article 419; ce sont les phénomènes économiques d'une époque où l'économie était encore régionale; où il suffisait en l'absence de communications aisées de l'entente de trois gros négoc-

(1) Un auteur a combattu cette révolution de la jurisprudence : pour lui l'art. 419 conserve toute sa force car il n'existe pas de déchéance en droit écrit. V. Babled, p. 160 et suiv.

(2) « Est punie de mort l'action de dérober à la circulation des marchandises ou des denrées de première nécessité en les tenant enfermées dans un lieu quelconque, sans les mettre en vente journellement et publiquement ou en les laissant gâter volontairement. »

cians en grains pour causer la disette dans toute une région appauvrie.

« Vous savez, disait Louvet, rapporteur au corps législatif, combien les accaparements, les jeux à la hausse et à la baisse, dangereux dans tous les temps le sont, et peuvent le devenir plus particulièrement, au milieu de circonstances données. Eh bien ! ces manœuvres de la cupidité ne sont pas oubliées par le projet », et le conseiller d'Etat DeFrance : « Elles n'ont pas non plus échappé à la prévoyance du Code ces manœuvres coupables qu'emploient les spéculateurs avides et de mauvaise foi pour opérer la hausse ou la baisse des prix des denrées, ou des marchandises ou des papiers publics (1). »

C'est dans ce cadre restreint, sur ces bases assez nettement déterminées qu'il convient de placer l'article 419 ; mais comme aujourd'hui toute l'économie n'est plus que coalitions de producteurs et que la seule question qui se pose est celle de savoir quelles en seraient les formes prohibées et les formes permises, cet article n'est plus qu'un poids mort, qu'un reflet d'une époque qui n'est plus, en vérité, qu'un épouvantail dont les ministres aiment à se servir pour calmer les interpellateurs trop agressifs (2) et qui, sans être d'aucune utilité, gêne pourtant considérablement le développement normal et salulaire des forces économiques.

M. Naquet (3) a déjà, en 1885, fort bien relevé le carac-

(1) *Travaux préparatoires*, t. XXXI, 153 (Droits verbaux du Conseil d'Etat).

(2) Il est devenu d'usage pour les ministres devant les Chambres de rappeler solennellement, en cas d'attaques contre des groupements économiques qui se fondent, que l'art. 419 est toujours en vigueur.

V. notamment Chambre des députés, séance du 17 mars 1890 ; réponse de M. Fallières à l'interpellation de M. Laur, 16 novembre 1908 ; réponse de M. Barthou à M. Delaunay à propos du trust des superphosphates et tout dernièrement les débats sur le trust de la meunerie.

(3) Rapport au Sénat sur la loi du 28 mars 1885 (institution du marché à terme) (*J. O.*, D. C. Parl., Sénat, 1885, 562).

tère désuet de l'article 419. « Celui-ci, dit-il, renferme les éléments les plus divers ; il réprime la fraude et la calomnie, ce qui est naturel et juste, mais il s'oppose à la réunion ou à la coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, ce qui n'est plus conforme aux conditions de la société moderne. Avec un tel article strictement appliqué, on pourrait éteindre sinon tous les syndicats, du moins ceux qui ne présenteraient pas le caractère de personnes morales, et ce serait un préjudice grave pour le marché français (1).

« Il est vrai que les dispositions aujourd'hui périmées de l'article 419 sont depuis longtemps tombées en désuétude et qu'il peut être dès lors inutile d'en demander l'abrogation ou la modification ».

Nous nous proposons cependant de jeter un coup d'œil rapide sur les décisions des tribunaux ayant trait à la situation vis-à-vis de la loi des différentes formes de contrôle que nous avons envisagées.

Rappelons-nous ici que l'article 419 n'est applicable que s'il y a entente entre les principaux détenteurs d'une même marchandise, si cette entente a eu pour objet la limitation de la vente et s'il en est résulté une hausse ou une baisse artificielle de la marchandise (2).

« L'article 419 laisse donc en dehors de son champ d'action, précise M. Amiaud, toutes les coalitions ne se préoccupant que du partage des débouchés ou d'une limitation de la production ; il ne saurait non plus atteindre les organisations de quelque nature qu'elles soient constituées par les industriels en tant qu'acheteurs (3).

(1) « L'art. 419, par l'imprécision en même temps que par la limitation même de ses termes, peut être considéré comme une arme à deux tranchants permettant à l'interprète, selon le point de vue auquel il se place, d'atteindre toutes les formes d'ententes ou de n'en saisir aucune. » Amiaud, 143, Cf. note Sarrut (D. 1893.1.56).

(2) V. Amiaud, précité, p. 229.

(3) Faut-il restreindre l'application de l'art. 419 aux coalitions por-

Un principe, d'autre part, s'est dégagé très rapidement de la jurisprudence, c'est que la forme d'association ou de coalition importe peu pour l'application de la loi (1) ; elle n'implique pas le délit de l'article 419 ; en conséquence, si une société s'est formée ou a établi son contrôle sur d'autres sociétés avec le but « de surélever le cours des produits, elle est contraire à l'ordre public ; mais si elle n'a eu pour objet que de défendre ses produits contre l'envahissement résultant des effets de la concurrence, elle échappe à la loi pénale (2). »

On peut considérer que la jurisprudence est hostile à la concurrence sans limite, à la guerre des tarifs (3).

Mais lorsqu'il s'agit d'appliquer aux faits ce principe, des difficultés insurmontables se présentent ; on l'a bien vu dans l'affaire des métaux où la cour de Paris rendit à trois mois de distance deux arrêts de tendance nettement opposée. On sait que le Syndicat Secrétan s'était constitué pour racheter la majorité des actions dans les entreprises cuprifères. Il pensait, une fois arrivé au contrôle de l'ensemble des entreprises qu'il convoitait, ramener le marché du cuivre à Paris ; comme on le voit, cet essai spéculatif avait un but économique et un but national. Après le

tant sur des denrées de première nécessité ? M. Laur le pense et il tire son argumentation de l'esprit même de la loi et de l'esprit des débats parlementaires. Cf. *De l'Accaparement*, p. 29, 88).

(1) « *L'accaparement n'est pas une forme donnée d'association, c'est un état d'esprit commercial.* » Laur, p. 27.

(2) V. Grenoble, 14 avril 1891 (S. 1892.2.151) ; 1^{er} mai 1894 (S. 1894.2.227). — Paris, 14 avril 1891 (S. 1892.2.151). Trib. com. Seine, 28 novembre 1898 (*Rev. Soc.* 1899, 19). — Bordeaux, 2 janvier 1900 (S. 1901.2.225). — Paris, 14 juin 1902 (D. 1903.2.217). — Alger, 26 décembre 1907 (D. 1907.2.39). — Paris, 7 mai 1908 (D. 1910.2.337). Cass. civ., 3 mai 1911 (S. 1911.1.549 et D. 1912.1.37, avec le rapport de M. Michel Jaffard). — Aix, 15 juin 1912 (Gaz. Pal., 1912.2.105). — *Contra* Lyon, 2 avril 1896 (D. 1896.2.164). Cf. Garçon, *Code pénal annoté sous l'art. 419* ; Jay note (S. 1889.2.49). — Viegall-Rabled, *les Syndicats de producteurs*, 172).

(3) V. Percerou, précité, p. 271.

désastre financier qui amena la faillite du syndicat et celle de la banque qui le protégeait, les tribunaux furent saisis. Ils eurent notamment à statuer sur les faits suivants : un syndicat financier peut-il sans tomber sous le coup de l'article 419, provoquer par ses achats la hausse d'une matière déterminée, alors que son but avoué est de tenir entre ses mains et de contrôler l'ensemble de la production d'une matière indispensable à la vie même des nations. Le 5 août 1890, la cour de Paris répondait que le syndicat Secretan ne tombait pas sous le coup de la loi pénale, parce qu'il n'avait pas été rapporté une preuve formelle que celui-ci avait pris l'engagement « de ne pas vendre ou de ne vendre qu'à des prix déterminés ». Mais le 18 décembre 1890, cette même cour décidait : « bien qu'on ne rapporte pas la preuve précise d'un engagement de ne vendre qu'à un certain prix et que pour ce motif l'article 419 soit inapplicable, il n'en ressort pas moins des faits de la cause que la convention dans son ensemble est contraire à l'ordre public » (1).

Nous voyons donc par cet exemple typique, que les tribunaux ne peuvent aboutir dans l'interprétation de l'article 419 qu'à l'arbitraire. Aussi le ministère public se montre-t-il très circonspect dans ses poursuites et il est bien rare aujourd'hui qu'on poursuive pour accaparement.

Si nous analysons maintenant les décisions de jurisprudence, nous voyons que celles-ci ont de tout temps considéré les fusions comme échappant à l'article 419. En effet ce texte vise une coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise... Or, l'entreprise fusionnée ne comporte qu'une seule personnalité morale, celle de la nouvelle société. L'arrêt de la Cour de cassation du 25 janvier 1838 a tranché cette question dans un sens

(1) M. Garçon estime cependant que la coalition pourrait se trouver dans le contrat de société qui constituerait la clause des coalitions. V. Code pénal annoté, art. 419 et suiv.

qui n'a jamais été sérieusement contesté (1). « La Cour royale de Toulouse, dit cet arrêt, en décidant que les membres d'une société commerciale qui réunissaient leurs capitaux ou leurs industries ne pouvaient se rendre coupables de coalition, n'a point violé l'article 419 ; une coalition ne peut en effet se former qu'entre plusieurs personnes, et une société commerciale ne forme légalement, quel que soit le nombre des membres qui la composent, qu'une seule personne morale (2). »

Ce principe est si fermement établi que certains groupements qui auraient pu vivre au moyen d'entente ont préféré fusionner que de demeurer plus longtemps dans une incertitude préjudiciable (3).

La jurisprudence s'est également refusée à poursuivre les syndicats financiers (4) dont le rôle pour être quelquefois régulateur, n'en demeure pas moins dans la généralité des cas dirigé vers la seule spéculation. Il est vrai que cette spéculation même est absolument indispensable à la vie sociétaire, tant pour diriger les courants financiers que pour stimuler le marché.

Les controverses ont été beaucoup plus vives lorsqu'on s'est trouvé en présence de simples ententes. Lorsque celles-ci ont pour but seul de provoquer un mouvement

(1) V. *Rev. Soc.*, 1891, 70, avec le texte de l'arrêt. *Contra* : Cour anglaise du Ban de la Reine, et Bruxelles, 29 mai 1877, rapportés par Percerou, précité, 281, note 3.

(2) S. 1898.1.241 ; D. 1838.1.441. *Adde* : Amiaud, 176 ; Percerou, 282, et Percerou, note (S. 1903.2.297).

(3) V. A. Raffalovitch, sur les méfaits de l'art. 419. « Tous les efforts de la législation, dit cet auteur, ont été stériles ou préjudiciables. Il en est sorti d'interminables et coûteux procès. En exposant à des poursuites les groupements de firmes indépendantes, ils ont abouti à des fusions complètes. Ils ont incité au secret des opérations qui étaient moins dangereuses au grand jour. (*Econ. Fr.*, 1919.11.260).

(4) En ce sens. Cass. crim., 30 juillet 1885.1.514 ; Paris, 17 mars 1887 (D. 1888.2.241). — Cass. Belgique, 24 juin 1878 (Pasicrisie Belge, 1878.1.395). *Sic.*, Amiaud, 203 ; Garaud, n° 455 ; Garçon, art. 419, n° 73 ; Villey, note (S. 1886.2.241). *Contra* Cass. crim., 9 décembre 1836 (D. 1837.1.20).

de hausse ou de baisse dans une des branches du marché, comme les « pools » elles tombent sous le coup de l'article 419, cela ne saurait faire de doute ; mais s'il s'agit de cartels ou de comptoirs de ventes formés par les membres de syndicats formellement reconnus depuis la loi de 1884, le problème devient beaucoup plus complexe.

Pour les cartels, les tribunaux, souverains juges du fait, décident si, des opérations accomplies, il résulte une suite de manœuvres ayant eu pour résultat de faire hausser ou baisser artificiellement les prix. Mais comme il faut que ces ententes, pour être poursuivies, soient réalisées entre principaux détenteurs d'une même marchandise (1), on comprend combien la défense de celles-ci en devient aisée et combien rares les solutions énergiques (2).

Les comptoirs de vente sont celles de ces ententes qui ont été les plus violemment attaquées, parce qu'elles représentaient la formule ingénieuse dont usait la grande industrie ; ainsi les attaques formulées l'ont été principalement sous une forme politico-sociale (3).

Au point de vue purement juridique, deux questions se posaient d'abord : celle de savoir si les comptoirs de vente constituaient de véritables sociétés ; la Cour de cassation a reconnu par plusieurs arrêts le caractère de sociétés à ces comptoirs (4) et celle de savoir si, nonobstant

(1) V. pourtant sur les tempéraments à apporter à ce principe, Amiaud, 187.

(2) Nous ne pouvons que renvoyer aux espèces soumises aux tribunaux dont l'analyse nous entraînerait trop loin (V. Paris, 14 janvier 1902 (D. 1903.2.297) ; Alger, 26 décembre 1907 (D. 1909.2.397) ; Paris, 7 mai 1908 (D. 1910.237) ; Aix, 15 juin 1912 (*Gaz. Pal.*, 1912.2.105).

Adde : certains cas où l'art. 419 fut appliqué. Lyon, 21 avril 1896 (S. 1896.2.1647). Paris, 28 février 1888 (S. 1889.2.49).

(3) Voir les discussions à la Chambre sur le Comptoir de Longny. (*J. O.*, Chambre des députés, mars 1901).

(4) Cass., 25 avril 1910 (D. 1911.1.473) ; (S. 1913.1.481)., Cass., 25 novembre 1913 (S. 1914.1.20). — Paris, 14 janvier 1902 (D. 1903.2.297). V. égal. Cass. Req., 3 mai 1911 (S. 1911.1.549). *Contra*

la personnalité de l'entente, celle-ci pouvait être poursuivie en raison des menées collectives de ses membres. La jurisprudence a décidé sur ces derniers points que les poursuites étaient possibles (1).

On sait que leur mécanisme dans la métallurgie est fondé sur les bases suivantes : le comptoir s'engage à acheter aux entreprises syndiquées une production maximum déterminée d'un prix déterminé ; cette production servira à alimenter le marché national et les exploitants n'auront pas à redouter la concurrence sans merci de leurs rivaux et les dangers de fluctuations trop considérables du marché commercial. La production des industriels ne sera pas d'ailleurs absolument limitée, puisqu'il sera le plus souvent convenu que les industriels garderont la faculté d'exporter à leur gré le surplus de leur production (2).

Amiaud, 51 et suiv. — Lévy-Ullmann (S. 1901.2.225). — Paris, 17 mai 1850 (S. 1850.2.283). — Nancy, 15 décembre 1874 (S. 1875.2.288).

(1) V. Paris, 14 avril 1891 (S. 1892.2.150). — Bordeaux, 1^{er} mai 1894 (S. 1894.2.277) ; Bordeaux, 2 janvier 1900 (S. 1901.2.225). — Paris, 14 janvier 1902 (D. 1903.2.297), 15 décembre 1904 (D. 1905.2.362). — Cass. 11 février 1879 (S. 1879.1.158).

(2) Voici quelques détails sur la façon dont est conçu ce système. Le comptoir de vente fait tous les trois mois des prévisions pour le chiffre des livraisons qu'il aura à effectuer. Si le chiffre total des commandes est inférieur à la production totale des adhérents, le comptoir décide que chaque entreprise ne devra lui livrer qu'un pourcentage du quantum qui lui est reconnu statutairement. Girault, précité, p. 39.

« Cela ne signifie aucunement que ces entreprises devront réduire d'autant leur production. Elles conservent à cet égard leur entière liberté. La décision du comptoir marque simplement que les hauts fourneaux adhérents ne doivent compter écouler sur le marché national qu'une quantité de fonte déterminée. Mais leurs propriétaires peuvent exporter sur des marchés étrangers toute la fonte qu'il leur plaira. Ils peuvent aussi transformer, en France même, n'importe quelle quantité de fonte en fer ou en acier. L'art. 26 des statuts est formel à cet égard. Il permet même à des exploitants individuels d'usines de transformation, de prélever la fonte nécessaire à l'alimentation de ces usines sur la production de hauts fourneaux qu'ils possèdent collectivement. En d'autres termes, toute la fonte que les producteurs écoulent à l'étranger et toute celle

Cette combinaison, si elle échappe en fait au délit de coalition, n'est pas fondée économiquement sur une base très solide. On a pu s'en apercevoir en 1920 au moment où la crise d'après-guerre battait son plein. Le Comptoir de Longwy ne fut pas de force à résister aux courants qui le secouaient; les industriels reprirent leur liberté, le comptoir fut dissous et il semble bien qu'on n'ait pas trouvé jusqu'à présent la formule nouvelle qui s'impose.

Si nous cherchons maintenant à nous élever au-dessus du problème dont nous venons de montrer les points essentiels, nous observons que toute législation répressive, engagée sur une fausse route, ne saurait donner à la cause nationale qu'elle tend à défendre la liberté et la sécurité dont elle a besoin.

C'est qu'aujourd'hui il n'est plus de coalition qui puisse, en l'absence de barrières douanières favorables, se flatter de posséder un monopole absolu dans l'économie nationale, les sources de production ouverte au commerce mondial créent pour toutes les industries susceptibles de concurrence, la nécessité de se maintenir sur un qui-vive perpétuel. « Le quasi-monopole est souvent confondu avec le monopole absolu dont il n'a nullement les inconvénients. Il suffit que la concurrence reste possible, pour que les dangers des coalitions perdent presque toute leur gravité. Cela ne les empêche pas d'être avantageuses pour ceux qui en font partie; tant qu'elles maintiennent le prix à un niveau raisonnable et qu'elles sont bien dirigées, elles bénéficient à juste titre des économies qu'elles réalisent effectivement par la réduction des frais généraux du service commercial et nul n'a le droit de s'en plaindre. Le jour où elles essaieraient de pousser le prix trop haut, dans un but de lucre, ou bien le jour où, engourdies par la

dont ils opèrent eux-mêmes la transformation n'entre pas en ligne de compte ». De Rousiers, *op. cit.* : *L'Organisation commerciale de la sidérurgie française*, 511.

routine et la nonchalance, elles laisseraient le coulage et l'emploi trop prolongé des procédés arriérés grossir le prix de revient, il surgirait bien vite des concurrences qui les obligeraient à se reformer ou les ruineraient. On n'a jamais vu, en fait, aucune grande industrie monopoliser absolument pour un temps un peu long, sous un régime de liberté légale ; à côté des prétendus monopoles subsistent toujours quelques entreprises indépendantes qui ne tarderaient pas à prendre un essor considérable, si les coalitions versaient dans les abus ».

Ces observations, que nous considérons comme parfaitement conformes au stade économique que nous traversons, nous prouvent que le danger des coalitions n'est véritable qu'au cas où l'Etat les favorise par des tarifs douaniers protecteurs. « Les Trusts sont les enfants du protectionnisme », a déclaré, au début du siècle, un ministre des Finances (1) ; il semble donc que l'Etat soit assez peu qualifié pour venir au nom de l'ordre public poursuivre ceux-là mêmes dont il a favorisé les manœuvres.

Nous croyons, avec la majorité des économistes (2), que les coalitions les plus fortes ne résistent pas à l'abaissement des barrières douanières et qu'il appartient à l'Etat, en usant de son pouvoir économique bien plutôt qu'en ouvrant des poursuites stériles, de veiller à l'équilibre de la nation.

L'avilissement des prix peut causer des désastres, leur renchérissement injustifié est un malsocial ; aux politiques

(1) Caillaux, Chambre des députés, 5 décembre 1902.

(2) V. *la Question politique des Trusts*, Lévy-Ullmann ; *The Tariff and the Trusts* (*Quart Journ. of Econ.*, 1901, mai ; Truchy, *Cours d'Economie politique*, I).

Cf. *Solution Raffalovitch*, Yves Guyot, et R. G. Lévy, 1900, Congrès international du commerce et de l'industrie.

On a bien soutenu que l'Angleterre, pays de libre échange, avait ses coalitions de producteurs ; cela ne saurait être contesté. Cependant il est bon de remarquer que celles-ci sont rares et que les plus fameuses tentatives ont sombré.

de savoir endiguer ces mouvements par des interventions rapides exemptes de passion.

Nous ne saurions terminer ce chapitre sans au moins donner quelques aperçus du droit pénal anglo-américain.

En Angleterre, depuis l'abrogation des anciens statuts, en 1844, une coalition ne peut être poursuivie que lorsqu'elle donne lieu à des actes frauduleux ou d'escroquerie et quand elle a pour objet de « répandre de faux bruits destinés à élever ou à avilir le prix des marchandises ou d'empêcher ou essayer d'empêcher, par violences ou menaces, des producteurs d'apporter leurs marchandises dans un marché ou dans une foire » (1).

Aux Etats-Unis la situation est beaucoup plus complexe, car les parties politiques et notamment les démocrates se sont presque toujours servis pour « platform » d'une législation répressive des Trusts. L'acte Scherman ou « Federal Anti Trust Law » du 2 juillet 1890 contenait des stipulations très étroites à ce sujet (2). Son peu de succès devant l'ingéniosité des financiers américains et le relâchement de la jurisprudence de la cour suprême qui ne voulait considérer comme illégales que les « coalitions « resulting in unreasonable restraints of Trade », amena le législateur à édicter des principes plus sévères dans « la Clayton Law » du 15 octobre 1914 (3). Cette loi pure-

(1) Deseille, précité, 76 ; *Encyclopedia of the laws of England* v^o Combination.

Cf. Mogul Steamship Co contre Macgregor and Co. *The Times law Reports*, House of Lords (18 décembre 1891).

(3) V. le texte *in extenso*. Rusch c. Buther. *The Sherman anti Trust law and Readjustment* (*The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, mars 1919, p. 222).

(1) It establishes standards in that it declares to unlawful.

a) Price discrimination.

b) Tying contracts ; that is, sales agreements made with the understanding that the purchase shall not use the goods, wares of marchandises of a competition.

c) Stock ownership of one corporation in another.

d) Interlocking of directors.

ment politique et tout à fait impossible à appliquer dans l'esprit où elle était conçue subit pendant la guerre de multiples revisions et dérogations qui la laissèrent sans effet. De très bons esprits soutinrent qu'il y avait de bons et de mauvais Trusts et qu'il fallait plutôt regarder l'esprit dans lequel ils étaient conçus et les opérations qu'ils réalisèrent que leur forme propre (1).

Ainsi les lois des 1^{er} juillet 1916 (2), 16 septembre 1916 (3) et 10 avril 1918 (4) viennent-elles donner toute faculté aux industriels et commerçants des Etats-Unis de se coaliser au moins pour le commerce d'exportation (5).

Le « dumping », considéré comme illégal lorsqu'il s'exerce dans l'Etat même, est licite, s'il a pour rayon d'action l'étranger. Devant la poussée des forces économiques, il semble bien que la législation américaine tende à une con-

(1) It was the opinion of professor Huebner and the House Committee on the Merchant Marine and Fisheries, that agreements among ocean carriers as to rates and service are « a protection to both shipper and ship owner ». V. Competition versus Cooperation on the Steamship business ; Proposed legislation, by Emory R. Johnson, Ph. D., Sc. D. (*Annals*, septembre 1914, p. 8).

The other advantages resulting from agreements between steamship lines, stated briefly, and the greater security given to capital invested in the steamship business, more stable, uniform and equitable rates of insurance payable by merchants, the stability of freight and passenger charges, the securing of uniform freight rates by all merchants, large and small... the reduction the cost of service to the carrier... p. 5.

(2) *The Sundry civil appropriation act*... contains the provision so far as to recognize the validity of agreements made by, farmers for the purpose of obtaining and maintaining fair and reasonable prices for their products.

(3) *The Shipping Board act*. Authorized american Steamship lines to enter into such agreements fixing rates or restricting competition as are approved by the shipping Board and found it not to be in violation of the Standard established by the act. That is to not to operate to the detriment of the american commerce.

(4) *Webb-Pomerence act*. La Loi Scherman n'est pas applicable au commerce d'exportation. V. Butler, précité, p. 223 et suiv.

(5) *Addé* : The federal Trade Commission act du 26 septembre 1914. — Amendement to the federal reserve act, 7 septembre 1916, etc., etc.

clusion similaire à celle de nos tribunaux : considérer comme illégales les coalitions qui n'ont pas seulement pour but d'empêcher l'avilissement des prix, mais encore de spéculer au détriment du consommateur en se servant du monopole de fait qu'elles ont pu acquérir.

Mais il faut bien se rendre compte que tout cela est encore pure théorie et que les financiers américains semblent faire peu de cas des prohibitions multiples et jamais appliquées effectivement qu'a multipliées le législateur, plus soucieux, semble-t-il, de répondre à des préoccupations d'ordre électoral que d'imposer par une volonté raisonnée la stricte application des lois (1).

(1) Nous renvoyons pour toutes précisions sur la législation pénale aux Etats-Unis aux différents articles et ouvrages suivants : Rush-Rutler, précité ; Emory, R. Johnson, précité ; James M. Beck, *The federal power over Trusts* (*Annals of the American Academy*, juillet 1914, 93) ; *The Trust legislation of 1914*, par Dona Durand (*Quart. Journ. of Econ.*, 1914.15.72 s.) ; H. G. Edwardes, *la Législation sur les Trusts aux Etats-Unis* (*Rev. d'Ec. pol.*, 1891, p. 937).

CHAPITRE VII

LE CONTROLE ÉCONOMIQUE DES SOCIÉTÉS ET LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS (1).

Lorsque, avant guerre, la jurisprudence semblait définitivement fixée pour déterminer la nationalité d'une société par la nationalité de son siège social effectif, elle n'avait en vue que d'établir d'une part une règle stable permettant aux associés et aux tiers de savoir exactement à quelle législation commerciale ils devaient demander la sanction de leurs droits ou de leurs obligations et d'autre part d'éviter, dans un but d'ordre public, que des sociétés

(1) Parmi les ouvrages parus depuis la guerre sur le problème de la nationalité des sociétés, citons : Cuq, *la Nationalité des sociétés* (Thèse) ; Peppy, *la Nationalité des sociétés* (Thèse) ; A. Roman, *la Nationalité des sociétés civiles et commerciales* (Thèse) ; Wahl, *la Situation des sociétés de nationalité ennemie ou composées de sujets ennemis* (J. Soc., 1916) ; Lyon-Caen, *Des Conditions à exiger pour que les sociétés soient françaises* (Clunet, 1917) ; *Communication sur la nationalité des sociétés composées en tout ou en partie de membres étrangers* (Bull. Soc. législ. comp., 1917 et 1918) ; Pic, *le Problème de la nationalité des Sociétés* (J. Soc., 1922) ; *Contribution à l'étude de la nationalité des sociétés* (Clunet, 1917) ; Alfassa M., *les Sociétés anonymes après la guerre* (La Nouvelle Revue, 1916). — Jordan G., *les Etrangers et le régime des sociétés* (Bull. Soc. législ. comp., 1917) ; Roland, *le Péril ennemi dans les sociétés par actions* (Le Réveil national, 20 mai 1917). — X..., *la Nationalité des actionnaires et des dirigeants de sociétés par actions* (Le Droit nouveau, 5 février 1919). Rodolphe Rousseau, *Rapport à la Commission d'étude des réformes à apporter à la loi du 24 juillet 1867* (Bull. Soc. Dr. législ., 1917-1918).

ayant leur siège social réel en France pussent, en se qualifiant étrangers, se soustraire aux prescriptions strictes du droit commercial français et à certaines charges fiscales (1).

La législation des séquestres et les mesures prises par le gouvernement français pour retenir et liquider les biens et intérêts allemands en France, a semblé désemperer un moment la jurisprudence de nos tribunaux ; c'est qu'au lieu de parler d'intérêts étrangers dans les sociétés françaises, on a fait un pas de plus et parlé de sociétés étrangères parce que contrôlées (bien que ce mot n'ait pas été prononcé) par des ressortissants ennemis, les pouvoirs publics ont contribué à cet énervement de la question en ne précisant pas la portée des textes dont ils avaient chargé les tribunaux de faire l'application.

Il en est résulté dans les décisions et dans la doctrine même un flottement certain ; on a cherché les conséquences de ce fait que derrière la fiction de personnalité morale et de nationalité existait vivante et agissante l'impulsion donnée à la société par les groupes qui en détenaient le contrôle ; on s'est aperçu d'une opposition réelle entre la

(1) La théorie de la nationalité a été construite surtout sur des espèces dans lesquelles la société en cause revendiquait la nationalité étrangère.

« D'ordinaire quand la difficulté naît, dit M. Chavegrin, il s'agit de sociétés auxquelles leurs représentants attribuent la qualité d'étrangères, tantôt pour les soustraire à certaines charges fiscales (V. Cass., 20 juin 1870, S. 70.1.373, P. 70.791). Cp. *Etudes sur les valeurs mobilières étrangères*, Journ. de dr. int. pr., 1877, p. 26) ; tantôt pour les affranchir des prescriptions les plus gênantes de notre loi du 24 juillet 1867 (V. Trib. Seine, 17 novembre 1875, Journ. de dr. int. pr., 1877, p. 45 ; Trib. Seine, 10 février 1881, *ibid.*, 1881, p. 158 ; Paris, 12 mai 1881, *ibid.*, 1882, p. 317. Cp. Trib. comm. Anvers, 10 juillet 1877, *ibid.*, 1878, p. 526) ; tantôt enfin pour décider la justice française à ne point les mettre en faillite, mais à ordonner le cas échéant que le jugement déclaratif rendu en pays étranger produira ses effets sur notre sol. Paris, 23 décembre 1847 (S. 48.2.355, P. 48.1.181) ; Nancy, 8 mai 1875 (S. 76.2.137, P. 76.576) ; Paris, 17 juillet 1877 (S. 80.2.195, P. 80.793) ; Cp. Paris, 7 mars 1878 (S. 79.2.164, P. 79.704), avec la note de notre regretté maître Dubois ; Cass., 29 avril 1885 (S. 86.1.118, P. 86.1.260) ».

(Note Chavegrin, sous Paris, 4 novembre 1886, S. 1888.2.89).

nationalité de façade et le but économique et politique que pouvait poursuivre celle-ci. Mais après avoir fait ces constatations et dans un mouvement de réaction un peu rapide contre les décisions qu'avaient rendues certains tribunaux en se basant sur la théorie de la nationalité du siège social, on est arrivé à ne plus considérer le problème sous son véritable aspect et à chercher un critérium concret de la nationalité en dehors de la fiction.

Cette recherche nous semble stérile et sans nécessité ; dans l'impossibilité où, comme nous le verrons, le législateur se trouve de fonder la nationalité d'une société sur son contrôle, question de fait éminemment changeante, la solution du problème doit être recherchée sur un terrain où se trouvent conciliés à la fois l'intérêt des capitalistes étrangers et la sauvegarde des intérêts nationaux.

Nous nous proposons d'entrer dans cette voie, mais auparavant il nous paraît nécessaire de retracer en quelques mots l'évolution de la doctrine et de la jurisprudence sur la question.

Avant guerre la jurisprudence s'était établie en ce sens que la nationalité d'une société dépendait du lieu de son siège social (1) ; ce siège social a été défini par M. Pepy : « Là où se font les opérations d'administration générale ; là où se concentrent la direction et le contrôle de l'activité sociale ; là où fonctionnent les organes essentiels de l'existence juridique de la société ; là où s'exerce l'impulsion génératrice qui met en branle toute la machine... » (2) ; les autres théories faisant dépendre la nationalité du lieu du principal établissement (3) ou de la nationalité des

(1) *Addé* pour l'étranger : Allemagne, art. 201 Code comm. — Suisse, V. *Crédit foncier international* (Clunet, 1874, 96 et 154, et 1875, p. 80). *Gaz. Trib. Féd. Suisse*, 18 avril 1913 (D. 1914.2.156). — Espagne, C. civil de 1888, art. 28 et 41).

(2) Pepy, *la Nationalité des sociétés*, p. 22, et les références citées.

(3) V. Loi belge du 18 mai 1875, art. 129, modifiée par loi du 22 mai 1886 : toutes les sociétés dont le principal établissement est en Belgique sont

associés (1) avaient été définitivement abandonnées.

En conséquence, lorsqu'une société aurait dû légitimement être constituée sous la loi française, la sanction de cette irrégularité était l'annulation et la dissolution comme société de fait (2).

Quant aux sociétés étrangères, elles pouvaient valablement faire des opérations en France ; mais le droit d'ester en justice était subordonné pour elles à l'obtention d'un décret général d'autorisation leur conférant l'existence légale (3). En outre, elles étaient contraintes de payer la « cautio judicatum solvi » et de respecter les règles de compétence établies par l'article 14 du Code civil.

Le décret du 27 septembre 1914, renforcé par la loi du 4 avril 1915 (4), en interdisant tout commerce avec les sujets des empires d'Allemagne et d'Autriche, amena la création d'administrateurs séquestres chargés de détenir et de gérer les propriétés, les intérêts et les entreprises ennemies.

Mais que fallait-il entendre par entreprises ennemies ? La jurisprudence hésita, car le décret avait été rédigé d'une façon telle qu'il mettait dans une situation fort embarrassante les magistrats chargés de veiller à son

soumises à la loi belge bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger. — V. aussi Code italien de 1883, art. 230.

(1) Dans les sociétés de capitaux : Trib. com. Seine, 3 mai 1899 ; Atmospheric Nibrogan Co Ltd (Clunet, 1900, 802) ; Lille (Trib. civ.), 21 mai 1908 ; The West Canadian Collieries Ltd (*Rev. Dr. intern. privé*, 1909, 877). — Dans les sociétés de personnes. Paris, 18 mai 1909, Sternberg et Co (Clunet, 1910, 198) ; Trib. civ. Seine, 17 juillet 1897 (Clunet, 1898, 341).

Un auteur soutenait qu'une société était libre de choisir le régime juridique qui lui convenait. Demogue, Note (S. 1908.2.177). Cp. notes (*Rev. Dr. intern. privé*) ; Landry, *la Nationalité des sociétés* (*Rev. pol. et parl.*, 10 novembre 1916).

(2) H.-E. Barrault, *les Entreprises austro-allemandes constituées sous la forme de sociétés françaises et de l'influence de la présence d'Austro-Allemands dans les sociétés*, op. cit.

(3) V. Loi du 30 mai 1857.

(4) *J. off.* du 6 avril 1916, 1900.

application. Ce que le gouvernement se proposait ne pouvait évidemment pas être de briser l'activité économique des entreprises qui, constituées en France par des nationaux ennemis, formaient des éléments nécessaires à notre économie propre, mais de retenir, par l'intermédiaire d'administrateurs nommés pour cette tâche, les actions et intérêts de ces ennemis pour, d'une part, empêcher ces derniers de continuer de jouer leur rôle social et d'autre part constituer un gage aux mains de l'Etat français. Or, faute de précisions, ce but, qui sans léser les intérêts français incorporés dans les entreprises ennemies était de nature à faire perdre toute influence aux groupements étrangers et à conserver pour le pays la puissance des organismes constitués, a été dépassé. La jurisprudence, s'aveuglant sur l'expression « entreprises ennemies », s'est trouvée à la fois devant une impasse juridique en cherchant un critérium nouveau de la nationalité des sociétés et devant une impasse économique en annihilant, malgré le profit que le pays en aurait pu tirer, l'activité de ces entreprises.

Nous ne pouvons insister ici sur l'intérêt considérable que pouvait avoir le gouvernement français à exploiter ces sources de richesses ; le simple énoncé de la question impose la solution. Nous allons voir qu'au point de vue juridique les difficultés soulevées n'ont pas encore été résolues.

Au début de la guerre et dans les deux premières années où ils eurent à appliquer la législation des séquestres, les tribunaux firent d'abord appel au critérium traditionnel d'après lequel la nationalité d'une société, indépendante de celle de ses membres, se détermine principalement, sinon exclusivement, par le lieu de son siège social, centre de sa vie juridique, quelle que soit la provenance des capitaux engagés, quelle que soit la nationalité de ses administrateurs ou de ses actionnaires, quelles que soient enfin les diverses circonstances de fait qui peuvent démontrer

l'existence d'un « contrôle » d'une personne ou d'une entreprise étrangères sur la société (1).

« Attendu, dit l'arrêt Krische, du 10 janvier 1916, qu'il est de jurisprudence constante que la société anonyme constitue une personne morale indépendante, distincte de la personnalité des actionnaires, laquelle s'efface devant la personnalité de la société, qui a son patrimoine propre, son domicile séparé et ses affaires personnelles ; que dès lors la nationalité de la société se détermine, non par celle des associés ou de la majorité d'entre eux, mais par le lieu du domicile légal du principal établissement et que ce domicile est au lieu où la société a fixé son siège social ; que c'est là qu'est le centre de sa vie juridique et que sont concentrées les affaires sociales ; que c'est là que la direction est exercée et les opérations décidées, etc... »

Cette jurisprudence ne pouvait être sérieusement soutenue ; elle aurait eu pour effet de sauvegarder sous une fiction de la loi les intérêts que le gouvernement prétendait justement appréhender ; certes il était bien vrai que la société demeurerait une société française, mais ce mot en lui-même ne voulait rien dire ; la nationalité de l'être moral ne pouvait en effet être mise sur un pied d'identité avec la nationalité des individus qui les protégeait contre les mesures de séquestres ; alors que la nationalité d'un

(1) Dans ce sens : Rouen, 17 mai 1915 ; Société Heineken et Vogelsang (Clunet, 1915, 1095) ; 3 novembre 1915 ; Lillelund et Roy c. Lévy et Société des Etablissements « Union » (S. 1916.2.57 avec la note de M. Albert Wahl ; *J. Soc.*, 1916, 100, avec la note de M. Bosvieux) ; 19 janvier 1916 ; Lamotte et C^{ie} c. séquestre *Campanhia Krische* (*Gaz. Trib.*, 30 mars 1916 ; *Rev. Dr. int. privé*, 1916, 251 ; *Rev. Soc.*, 1916, 97 ; *J. Soc.*, 1917, 86, avec la note de M. Bosvieux) ; Trib. civ. Seine (référés), 16 octobre 1915 ; Société Suchard Clunet, 1917, 225) ; Trib. civ. Seine (référés), 28 décembre 1915 ; Société anonyme Foraky (*J. Soc.*, 1917, 110 ; Clunet, 1916, 610) ; Aix, 19 mai 1915 ; Société anonyme de l'Industrie de l'Aluminium de Neuhausen et Société française des Aylgalades c. ministère public (*J. Soc.*, 1918, 176). *Adde* : Lyon, 30 mars 1915, Société franco-suisse des Conserves de Lenzbourg c. Min. publ. (*Rev. Dr. int.*, 1916, 248).

individu est matière de droit public autant que de droit privé (1) et qu'il serait impossible de chercher à dissocier les éléments qui la composent, la nationalité d'une société est et n'est que matière de droit privé ; elle ne constitue pas, à vrai dire, une véritable nationalité, mais seulement une sorte « d'option » (2) pour la législation de tel ou tel pays. Que certains pays imposent cette option par une disposition de leur législation propre, dans le but de protéger leurs nationaux contre les actions de financiers étrangers, rien de plus naturel, mais ce serait faire œuvre d'un abus étrange du mot nationalité que de vouloir en appliquer les effets à des groupements dont la vie est un perpétuel renouvellement.

Sans entrer dans ces réflexions, la circulaire ministérielle du 13 octobre 1914 avait cependant bien précisé que la mise sous séquestre devait avoir lieu, « que les sociétés allemandes ou austro-hongroises aient cessé ou non leurs opérations depuis la déclaration de guerre, alors même qu'elles auraient dissimulé leur véritable identité en prenant la forme d'une société ayant son siège en France et régie par la loi française » (3). Le décret du 23 octobre 1915 admettait une solution similaire pour les navires (4).

M. l'avocat général Godefroy allait même plus loin et concluait à une dualité de nationalité ; nationalité de droit privé et nationalité de droit public, solution simpliste du

(1) V. sur ce point l'étude de M. H.-E. Barrault. *Dans quelle mesure la nationalité est-elle une matière de droit public ?* (Rev. Dr. int. privé, 1921, p. 147).

(2) Cf. note Demogue sous trib. civil Lille, 21 mai 1908 (S. 1908.1.177). D'après cet auteur, une société est libre de se constituer suivant la loi qui lui plaît ; elle doit seulement exercer son choix en se fondant sur des raisons de grave utilité, en n'agissant pas par fraude, pour éviter des droits fiscaux ou une législation trop sévère.

(3) *Adde* : Rapport Michel Jaffard (Gaz. Trib., 11, 13 octobre 1915), p. 369, col. 1 et 2).

(4) Ce décret décide que la nationalité du navire est déterminée par son pavillon à moins que les intérêts dans sa propriété appartiennent en fait à des nationaux d'un pays neutre ou allié, ou réciproquement.

reste, qu'il paraissait bien impossible de justifier par un autre argument que les prétendus besoins de la cause. « Je reconnais, disait M. l'Avocat général, qu'une société est un être moral, distinct et indépendant de ses associés et qu'elle peut avoir une nationalité différente... Mais il faut admettre dans les circonstances actuelles des principes différents et décider que lorsque les rouages essentiels d'une société, les fonds qui l'alimentent, les commanditaires principaux qui en font partie sont étrangers, la société elle-même est étrangère parce que toute son activité sociale doit profiter à l'étranger...

« Ce ne sont plus les principes de droit privé, mais ceux du droit public qui doivent triompher dans la matière et nous guider (1). »

Sous la pression des circonstances et devant l'impossibilité de continuer ces premiers errements, la jurisprudence renonça à invoquer le critérium traditionnel; elle fit ou impliqua une distinction entre la nationalité de la société et la nationalité de l'entreprise; elle considéra comme donnant ouverture à la mise sous séquestre le fait pour une entreprise d'être contrôlée (2) par des ressortissants ennemis (3).

(1) V. Clunet (1917, p. 227 et 229).

(2) Le mot n'apparaît pas, il était d'ailleurs peu employé, mais on peut affirmer qu'il répond à l'esprit des faits relevés.

(3) Cf. Trib. com. Marseille, 22 décembre 1914, Société des Comptoirs Julius Weber (Clunet, 1915, 114); Alger, 22 juillet 1915, Vulcan Coal Company (Clunet, 1915, 903), *Rev. Dr. int. privé*, 1916, 40. — Trib. civil Seine (référés), 20 juillet 1915; Reifenberg (Clunet, 1915, 672); Aix, 29 juillet 1915; Mantes, Société provençale de charbons, cokes et briquettes (Clunet, 1918, 277); Nouméa, 2 juin 1915 (Clunet, 1917, 679); Trib. civil Seine (référés), 27 décembre 1915; Société du Casino et des Bains de mer de Cherbourg (Clunet, 1916, 613); Paris, 7 juillet 1916; Société des Mines de Barbery (*J. Soc.*, 1917, 94; *Rev. Soc.*, 1918, 60; Clunet, 1917, 226; *Soc.* 1917, 94); Trib. civ. Seine (référés), 23 mai 1916 et sur appel, Paris, 27 février 1917; Freitag et C^o, 1917. Trib. civil Seine (référés); Société The Aron Electricity Meter Ltd de Londres c. Navarre (*Rev. Dr. int. privé*, 1917, 316). Cass. crim., 18 juillet 1919; Seedorf c. Chambre syndicale des Constructeurs d'usines (*Rev. Dr. intern. privé*, 1920, 128).

« Attendu, dit l'arrêt de la cour d'Alger, que la Vulcan Coal Co, bien qu'ayant pris une dénomination anglaise et ayant son siège social à Rotterdam (Hollande), était une société allemande ; qu'en effet, presque tout son capital était allemand et l'objet de son commerce n'était autre que la vente de charbons des mines de Westphalie... »

« Attendu, dit l'arrêt d'Aix, que la société mise sous séquestre est bien allemande, qu'elle l'est par son origine, par ses capitaux, par son personnel et par l'objet même de son entreprise (1). »

« Considérant, dit la cour de Paris, dans l'arrêt des Mines de Barbery, que les documents de la cause démontrent que dans la société l'influence austro-allemande était absolument prépondérante (2). »

La Cour de cassation se prononcera dans le sens d'une distinction entre la nationalité de la société et celle de l'entreprise, elle décidera que la Société des Conserves de Lenzbourg était allemande parce qu'elle constituait une personne interposée sous le couvert de laquelle une entreprise commerciale et industrielle faisait le commerce en France.

« Attendu qu'il est constaté en premier lieu par l'arrêt attaqué que, bien qu'elle ait été fondée à Lyon, où elle a son siège social, conformément aux prescriptions de la loi française, la Société franco-suisse des conserves de Lenz-

(1) Société Provençale des Charbons, Cokes et Briquettes. Cette Société, dont le capital se divisait en 300 actions, n'était qu'une succursale de la Deutsche Kohler, dépôt de Hambourg. Le capital social tout entier était aux mains de Rheinisch-Westphaelische Kohlen Syndikat qui l'avait rétrocédé à la Deutsche Kohler. Un actionnaire français était bien censé posséder 155 des actions, mais c'était un porteur fictif qui n'avait aucun droit sur les droits et obligations attachés aux titres. V. Pépy, 160.

(2) Dans cette société, le capital-actions appartenait bien à des nationaux français, mais ils avaient dû consentir au groupe Hoffnungshutte, d'Oberhausen, qui leur avait prêté le capital-obligations nécessaire à la vie sociale, le rachat éventuel de toutes les actions de la société à l'heure dictée par ce dernier.

bourg, dont le capital social appartenait presque en totalité (1.960 actions sur 2.000) à des souscripteurs au porteur de nationalité allemande, et dont les directeurs allemands, ainsi que les membres allemands de son conseil d'administration, ont donné leur démission, le 1^{er} août 1914, à la veille de la déclaration de guerre, *n'était rien autre chose qu'une personne interposée sous le couvert de laquelle une entreprise commerciale et industrielle faisait le commerce en France* (1).

En Angleterre, la jurisprudence suivait une évolution analogue (2).

La guerre terminée, le traité de Versailles vint donner une affectation aux biens qui avaient fait l'objet d'une mesure de séquestre; ces biens devaient être liquidés et le produit de cette liquidation devait être porté au compte des réparations. Malheureusement, persistant dans l'erreur ancienne, on parla non seulement des biens et intérêts ennemis, mais également de la liquidation des sociétés « contrôlées » (3) par les sujets ennemis. Ainsi se fortifie l'idée d'une nationalité des sociétés fondée sur le « contrôle », idée sans conséquences pratiques et sans utilité pour le but qu'on se proposait d'atteindre (4).

Il faut bien remarquer en effet que les différentes formes de contrôle sont toujours établies sur un intérêt financier

(1) Cass. Req., 20 juillet 1915, rendu sur pourvoi contre un arrêt de la cour de Lyon du 30 mars 1915 (*Rev. Dr. int. privé*, 1916, 248 ; *Rev. Doc.*, 1917, 11).

(2) V. de Visscher, *la Nationalité et le Caractère ennemi des Sociétés commerciales d'après la jurisprudence des cours anglaises* (*Rev. Dr. int. privé*, 1917, 503).

(3) Le traité de Versailles est le premier texte officiel dans lequel nous trouvons le mot « contrôle » dans le sens dans lequel nous avons conduit notre étude.

(4) Remarquons cependant qu'un auteur, M. Pic, interprète le traité en ce sens que : « l'associé en nom sera considéré comme mort. Dans les sociétés par actions les actions des sujets ennemis juridiquement dessaisies seront dévolues au liquidateur séquestre qui les liquidera selon les conditions prévues aux statuts. » V. Clunet, 1920, p. 157.)

dans l'entreprise envisagée; du moment que cet intérêt, sous quelque forme d'ailleurs qu'il se présentât, était confisqué aux mains du séquestre, l'intérêt national était sauf. Pourquoi dans ce cas liquider pêle-mêle l'ensemble des droits sur la société, sans tenir compte du trouble causé aux intérêts français qui pouvaient se trouver investis dans des entreprises ennemies...?

Pourquoi ne pas faire plutôt permuter au profit des ressortissants français ou alliés adjudicataires ces droits qui établissaient le contrôle sur les sociétés ennemies? On ne saisit pas bien le but que le législateur a poursuivi en créant des formules aussi nuageuses, ou plutôt on peut croire qu'il s'engageait dans une voie dont lui-même ne saisissait pas exactement les aboutissants, le texte produit n'ayant que la valeur d'un principe dont il aurait fallu rechercher les conséquences possibles et pratiques.

Quoi qu'il en soit, voici en quels termes s'est prononcé l'article 297 *b* de la partie X du traité de Versailles.

« Les puissances alliées ou associées se réservent le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du présent traité, à des ressortissants allemands ou à des sociétés contrôlées par eux sur leur territoire, dans leurs colonies, possessions ou pays de protectorat, y compris les territoires qui leur ont été cédés en vertu du présent traité (1). »

(1) Cpr... Art. 297 *a*. — « Les mesures exceptionnelles de guerre et les mesures de disposition... prises par l'Allemagne concernant les biens, droits et intérêts des ressortissants des puissances alliées ou associées, y compris les sociétés ou associations dans lesquelles ces ressortissants étaient intéressés, seront levées ou arrêtées.

.....
« Les ressortissants des puissances alliées ou associées auront droit à une indemnité pour les dommages causés à leurs biens, droits ou intérêts, y compris les sociétés ou associations dans lesquelles ils étaient intéressés sur le territoire allemand, par application tant des mesures exceptionnelles de guerre, que des mesures de dispositions... à la restitution *in integrum* en ce qui concerne les biens visés à l'art. 297 *a* et *f*. »

La loi du 7 octobre 1919 a, d'autre part, précisé les modalités d'exécution de ces dispositions. « La liquidation des biens, droits ou intérêts de toute nature qui sont ou seront l'objet d'une mesure de séquestre de guerre est autorisée par ordonnance du président du tribunal du lieu de la séquestration à compter du jour de mise en vigueur du traité de paix (1). »

Le tribunal arbitral mixte franco-allemand devant lequel ont été portés certains litiges relatifs à des contestations entre Etats et ressortissants des différents pays belligérants a dû se prononcer sur la nationalité des sociétés. Fondant ses décisions sur l'interprétation du traité de Versailles, il a estimé que la nationalité des sociétés était déterminée par la prédominance des intérêts qui y étaient représentés. Il aurait pu dire exactement : par la nationalité des personnes qui exerçaient le contrôle de ces sociétés (2).

On doit considérer comme société française, déclare le tribunal arbitral, dans la décision Damas-Hamahe, la société dont le capital-actions et le capital-obligations sont presque exclusivement français, dont le conseil d'administration a toujours été composé d'une majorité de Français et dont le siège administratif est à Paris ; et il est sans influence sur le contrôle que la société soit désignée dans sa raison sociale comme ottomane et que son siège soit en Turquie. Française également la société qui, quoique constituée en conformité de la législation allemande et ayant son siège social en Allemagne, est contrôlée par des Français (décision : Charbonnage Frédéric-Henri).

Par contre, on doit considérer comme société allemande

(1) *Adde* le décret du 13 octobre 1919.

(2) V. Nota. Décisions des 31 août 1921, Société des Chemins de fer de Damas-Hamah c. Compagnie du chemin de fer de Bagdad (*Rec. Jur. des Sociétés*, 1922, 197, avec une note de M. H.-J. Barrault), 30 septembre 1921, Société anonyme du Charbonnage Frédéric-Henri c. Etat allemand. (*Rec. Jur. soc.*, 1922, 83.)

la société dont les actions se trouvaient dans une proportion supérieure à 50 % entre les mains des ressortissants allemands ou de sociétés contrôlées par l'Allemagne, dont le conseil était présidé par un Allemand, et dont les assemblées générales se tenaient exclusivement à Berlin (1).

La cour de Paris a d'autre part décidé dans l'arrêt Hermansen du 29 mars 1922 que ne devait pas être considérée comme contrôlée par des ressortissants allemands « la société qui, constituée à Berlin conformément aux prescriptions de la loi allemande, avait un personnel dirigeant tout entier de nationalité suédoise ou danoise et dont le seul gérant, sujet allemand, avait donné sa démission au lendemain de la constitution de la société. A plus forte raison ne devait pas être considérée comme allemande l'agence fondée par cette société en France » (2).

(1) Décision Damas-Hamah précitée.

(2) L'espèce sur laquelle la cour avait à statuer était la suivante : une agence française dite « Maison Hermansen », établie rue Vivienne, à Paris, et dépendant de la Société « Ifo, Offenbau Gesellschaft », ayant son siège à Berlin, avait été mise sous séquestre par ordonnance du 20 janvier 1919 comme société « contrôlée » par des ressortissants allemands.

De ce fait, les biens de la « maison Hermansen » devaient être liquidés, conformément aux dispositions du traité de paix.

Sur appel, la cour a décidé que c'était à tort que la Société « Ifo, Offenbau Gesellschaft » avait été considérée comme société allemande, puisque dans cette société « le contrôle » était entièrement aux mains d'un personnel danois ou suédois.

« Considérant, dit la cour, que Hermansen, de nationalité danoise, a, en 1903, fondé en Suède une société dénommée « Ifo, Kolin Chamott » pour l'exploitation de ses inventions concernant les fours industriels ; que le développement de ses affaires l'amena à créer à Berlin une société filiale dite « Ifo, Offenbau gesellschaft » ; que cette société était constituée conformément aux prescriptions de la loi allemande ; mais que, suivant les renseignements apportés au débat et confirmés par les investigations nouvelles du ministère public, le personnel dirigeant était tout entier de nationalité danoise ou suédoise ; que le gérant seul, lors de la constitution de la société, était allemand, mais a, dès le lendemain, cédé tous ses droits ; que le capital social, fixé à 250.000 marks, appartenait depuis 1911, pour 240.000 marks aux époux Hermansen, sujets danois, et pour 10.000 marks à une demoiselle Stock, de nationalité hollandaise.

« Considérant qu'aux termes du traité de Versailles (art. 297, § b) les

Lors donc qu'une société est reconnue française parce que contrôlée par des Français, elle échappe à la liquidation, et sont seuls liquidés les intérêts possédés par les nationaux ennemis dans cette société. Mais si cette société est reconnue allemande, les mesures prévues par la loi du 7 octobre 1919 vont s'appliquer. Une question va alors se poser : va-t-on liquider la totalité des biens de la société ou seulement les droits qui appartiennent aux nationaux ennemis ; va-t-on, en un mot, assimiler les associés français à des ennemis ou au contraire leur permettre de reprendre en mains le contrôle de la société qui leur avait échappé ?

La cour de Paris hypnotisée, semble-t-il, par l'idée de *nationalité de société*, et d'*unité de nationalité*, a conclu dans un arrêt du 7 juillet 1922 (1) pour le premier système, poussant même sa solution jusqu'à un point difficilement défendable, elle a estimé que les associés français d'une société allemande n'avaient pas le droit sur les éléments d'actif de cette société liquidés en France, même lorsque ces éléments représentaient les apports d'un groupe français.

On voit jusqu'où peut conduire l'insuffisance d'un texte ; cependant, il semble bien qu'en tenant compte des travaux préparatoires, la cour n'aurait pas dû conclure comme elle l'a fait. La solution adoptée est, en effet, en contradiction absolue, comme l'a montré M. H. E. Barrault, avec une déclaration du garde des sceaux du 5 août 1919, déclaration qui a eu pour résultat de faire écarter un amendement

sociétés dont les biens peuvent être retenus et liquidés par les puissances alliées ou associées sont celles qui sont « contrôlées » par des ressortissants allemands ; que la Société « Ifo, Offenbau », si elle a les apparences d'une société allemande, ne peut, dans les conditions ci-dessus spécifiées de son fonctionnement, être considérée comme soumise au « contrôle » allemand.

.. Et qu'à plus forte raison il en était de même de la « Maison Hermansen constituée en France ».

(1) Pellerin et Orosdi c. Laforge, séquestre de l'Internationale Galalith Gesellschaft Hoff u. Co. V. le précité *Rec. Jur. des Sociétés*, 1922, 269).

de M. Jean Locquin tendant à ajouter à l'article 1^{er} de la loi du 7 octobre 1919, la disposition suivante :

« Si ces biens appartiennent à une société composée d'actionnaires, les uns français, les autres sujets de puissances ennemies, il est seulement procédé à la vente des actions, parts ou intérêts appartenant à ces sujets ennemis.

« La dissolution de la société est prononcée, s'il y a lieu, par les tribunaux de droit commun. »

La portée de cet amendement était en effet expliquée dans les termes suivants par son auteur :

« Cet amendement vise le cas d'une société composée d'actionnaires, les uns français, les autres sujets ressortissants de nations ennemies.

« Est-ce que, dans ce cas, la mesure de liquidation portera sur l'ensemble des biens, ou est-ce que les parts et intérêts appartenant aux actionnaires français seront réservées ?

« La question vaut la peine d'être posée parce qu'on pourrait croire d'après le texte que la mesure de liquidation équivaut en fait à une mesure de dissolution de la société. Or, cette mesure ne peut être prononcée que par les tribunaux de droit commun. »

A cet exposé, le Garde des Sceaux répondit :

« La situation visée par M. Locquin est extrêmement simple. Dès maintenant, je puis lui donner l'assurance qu'il a reçu satisfaction. Il vise le cas d'une société dans laquelle une partie des intérêts appartiendront à des Allemands, l'autre partie à des Français. Il exprime la volonté qu'un texte formel empêche que la partie française soit soumise à la liquidation. Cela va de soi ».

Et comme M. Jean Bon s'étonnait :

« Comment ! cela va de soi ? »

Le ministre précisa :

« Ou plutôt cela est déjà fait. Voici une société en nom collectif ou sous une autre forme, peu importe. »

M. Jean Bon : « Il s'agit des sociétés anonymes ».

M. le Garde des Sceaux :

« Si vous voulez. Voilà une société anonyme. Des Allemands possédaient un certain nombre d'actions. Ces actions ont été mises sous séquestres. Ce sont ces actions qui seules seront l'objet d'une liquidation et d'une réalisation.

« Que peut-il encore arriver ? C'est que dans une société en nom collectif ou dans une société d'un autre ordre... j'envisage toutes les hypothèses, Monsieur Bon — la grande majorité des actions appartiennent à des Allemands, et qu'il soit nécessaire de procéder à la dissolution. Je ne vois pas que cela donne lieu à de sérieuses difficultés.

« Par conséquent, je suis tout à fait d'accord quant à l'esprit du texte déposé par M. Locquin. Je pense comme lui. Mais, après les explications que je viens de lui donner, j'espère qu'il ne tiendra pas à ce que ce texte figure dans la loi. Il serait inutile. » (*Très bien, très bien !!*)

M. le président de la commission :

« La commission s'associe aux observations présentées par M. le garde des sceaux. »

M. Jean Locquin :

« Après les observations de M. le garde des sceaux, je ne maintiens pas mon amendement (1). »

Si nous considérons maintenant les décisions de la jurisprudence rendues en matière de nationalité de sociétés depuis la paix dans des cas où la législation sur les séquestres n'avait pas été envisagée, nous voyons que les tribunaux ont eu recours au critérium traditionnel du siège social pour déterminer cette nationalité ou prétendue nationalité (2). Aucune voix ne s'est élevée chez les auteurs pour prétendre qu'on faisait fausse route et que l'on retombait

(1) Rapporté d'après H.-E. Barrault, note (*Rec. Jur. des Sociétés*, 1922, 269).

(2) V. note Trib. com. Seine, 16 avril 1921 (*Rev. Soc.* 1922, 24).

dans les erreurs anciennes, parce qu'aucun auteur ne pouvait soutenir sérieusement qu'il fût possible d'établir la nationalité de la société autrement que sur une fiction.

Et maintenant, jetons un regard d'ensemble sur les précisions que nous venons de donner, cherchons à saisir et le désir du législateur et l'interprétation donnée à cette volonté par les tribunaux.

Nous constatons d'une part la volonté gouvernementale de saisir et de liquider les biens et intérêts ennemis investis dans les sociétés exploitant en France ou dans nos colonies, et d'autre part la difficulté que l'Etat semble éprouver, trompé par une fausse idée de la nationalité des sociétés, à réaliser ses volontés.

On en vient à considérer les entreprises ennemies comme des « personnes ennemies » dangereuses par le fait même de leur existence, sans voir que le seul danger qu'elles représentent vient de leur contrôle étranger, et qu'en elles-mêmes elles constituent des richesses nationales; on en ferme les portes, on les paralyse, on les dissout; on anéantit pour détruire une fiction mal comprise, certaines sources de la richesse du pays.

La jurisprudence peut avoir eu un intérêt, celui de donner des précisions intéressantes sur le contrôle économique des sociétés; elle a ordinairement fort bien compris la position de la question, mais au point de vue juridique, était-il bien nécessaire de faire appel à la nationalité de droit public et à la personne interposée ?...

Si au contraire on avait considéré les sociétés commerciales non comme des entités indivisibles mais comme des groupements de personnes détentrices d'intérêts ayant opté pour telle ou telle législation, tout devenait simple et facile. Le législateur décrétait la mise sous séquestre et la liquidation des biens et droits possédés dans ces sociétés par les sujets ennemis; celles-ci continuaient leur existence qui, contrôlée par des ressortissants français, faisaient profiter de leur activité créatrice l'économie nationale;

les intérêts français n'étaient aucunement lésés et la jurisprudence n'aurait pas eu la peine de s'égarer dans un dédale de raisonnements erronés dont elle s'est à peine dégagée.

Ce système s'appliquait aisément dans les situations les plus complexes; prenons le cas dont nous avons déjà fait mention : une société contrôlée par des capitalistes français a dû faire appel à une société allemande pour pouvoir continuer sa vie sociale; elle a obtenu un capital-obligations, mais à cette condition qu'elle pourrait à son heure racheter la totalité du capital-actions de la société. Que va faire l'Etat français ? Il va remettre à un administrateur séquestre les droits d'obligataires détenus par les Allemands en même temps que l'option de rachat que ceux-ci possèdent. Lorsqu'il voudra liquider ces droits, il les vendra dans leur ensemble à un groupe français et ainsi sans heurts ni désarroi économique les mesures propres à assurer la sécurité du gouvernement et l'exploitation de l'industrie auront été réalisées. Comparons à cela les mesures qui ont été prises et remarquons qu'elles n'ont servi qu'à jeter le désarroi dans la jurisprudence et dans l'économie.

Que reste-t-il dans ces conditions des théories hâtivement bâties par la jurisprudence sur la nationalité des sociétés pendant la guerre ? A la conception de la dualité de nationalité, l'unanimité des auteurs a répondu par une fin de non-recevoir impérative. « Une telle distinction est complètement dépourvue de bases scientifiques, dit M. Pépy. Si les sociétés ont une nationalité, cette nationalité est une, à quelque point de vue qu'on se place. Française aux yeux du droit privé, une société doit être également française aux yeux des mesures de police et de sûreté prises sur le territoire français ; ou bien c'est que ce qualificatif de française ne veut rien dire, c'est que la nationalité d'une société n'est pas une nationalité réelle (1). »

(1) V. Pépy, *op. cit.*, p. 180.

On pourrait ajouter que cette distinction est sans nécessité aucune et qu'elle ne pouvait avoir pour effet que de créer une suspicion envers toutes les sociétés constituées en France.

On pourrait bien être tenté de rapprocher cette prétendue théorie de la loi Deunsbruck, loi qui permet à un Allemand de conserver sa nationalité d'origine alors qu'il s'est fait naturaliser sujet d'un autre pays, mais on ne saurait bâtir, selon nous, des concepts juridiques sur la mauvaise foi dans les relations entre nations.

Admettre dans un autre système que la nationalité d'une société est celle du groupe ou de la personne qui la contrôle serait tout à fait illusoire. Sous la forme la plus simple, dit M. Barrault, ce système serait tout d'abord impraticable dans les sociétés de capitaux, dans lesquelles on ignore la nationalité des associés, qui se succèdent par la simple transmission de titres au porteur. Le fait que cette nationalité est connue dans certains cas ne nous paraît pas décisif. Il importe d'avoir un critérium qui soit, sinon toujours, du moins normalement applicable.

« S'il s'agit d'une société anonyme, toute idée de patrie dans le sens propre du mot semble disparaître. Elle ne peut venir des associés qui ne sauraient se confondre avec le corps moral dont ils font partie, ils sont trop nombreux, trop variables, et souvent trop inconnus, pour que l'on ait à se préoccuper de leur nationalité, qui d'ailleurs présenterait fort souvent une grande variété (1). »

Or, ici, la règle est non seulement l'ignorance, mais encore dans des cas nombreux, la multiplicité et le changement. Que fera-t-on en présence d'associés de nationalité multiple lorsque la représentation d'une nation ne prédominera pas nettement ?

Que décidera-t-on lorsqu'un groupe de capitalistes d'une nation nouvelle prendra en mains la majorité des

(1) Brocher, *Droit international privé*, p. 193.

titres ? Sera-t-on fondé à invoquer la nullité de la société pour inobservation des formes de constitution dans le pays auquel ils appartiennent ?

Ces réflexions sont évidemment décisives et il nous paraît inutile d'y insister ; admettrait-on même la mise au nominatif de toutes les actions, la négociabilité n'en existerait pas moins et ce n'est pas parce que la société aurait connaissance des changements survenus qu'elle se trouverait plus forte devant le déséquilibre causé par un changement automatique de nationalité.

Et naturellement, sans nous retourner vers les controverses anciennes, attachons-nous à saisir la portée du problème de la nationalité des sociétés ; attachons-nous à en dégager les perspectives d'avenir ; cherchons à préciser son importance tant au point de vue juridique qu'au point de vue économique et politique, et ce n'est qu'après l'analyse de ces différents points que nous serons véritablement aptes à juger dans quelle mesure une intervention législative doit se produire et sous quelle forme elle doit être réalisée.

S'il est en tout cas un fait non contesté, c'est que le législateur doit intervenir. Aucun texte ne tranche actuellement la question de nationalité des sociétés, aucun texte n'y fait même allusion ; en présence de l'importance légitime que cette question présente, il est absolument indispensable, aussi bien dans l'intérêt du pays que des ressortissants étrangers, qu'une décision certaine intervienne.

Envisageons maintenant le problème au point de vue des associés et des tiers ; que demandent ceux-ci ? Simplement que leurs rapports juridiques soient établis sur une base stable afin que les contestations d'ordre juridique qui pourront s'élever entre eux soient soumises à la législation sur laquelle ils auront fondé leurs droits et leurs obligations. Le point capital qui se présente ici est donc celui de l'immutabilité de la législation sous laquelle est fondée la société ; hors de là il ne peut exister que troubles pour la

société et insécurité pour les personnes qui en font partie ou sont en rapport avec elle.

La législation de guerre a créé une équivoque ; il faut pour le bien commun que celle-ci soit écartée.

Considérée au point de vue économique, la question de la nationalité des sociétés se pose ainsi : Y a-t-il utilité pour le pays à attirer à lui les capitaux étrangers ? Et si la législation doit se montrer prévenante pour ceux-ci, n'y a-t-il pas lieu toutefois de réglementer leur action là où ils pourraient faire le mal ? Or, si nous considérons la position économique de la France en 1914 et en 1923, nous voyons que son axe a complètement changé ; en 1914, notre franc-papier faisait prime sur toutes les monnaies étrangères, nous exportions des quantités considérables de capitaux ; on aurait pu alors fermer aux étrangers l'entrée de leurs disponibilités en France sans que notre économie s'en trouvât gênée ; au contraire, c'eût été peut-être de bonne politique en forçant les Français à délaisser un peu moins les entreprises nationales. Aujourd'hui, au contraire, les ravages causés par la guerre, les emprunts émis pour faire face à des dépenses sans précédents et à des déficits budgétaires quelque peu déconcertants, ont eu pour effet de rendre la France débitrice de l'étranger, de déprécier son change, de rendre très difficile le réajustement de l'industrie et du commerce aux conditions économiques de la paix. Aujourd'hui nous avons besoin de l'étranger ; nous avons besoin de ses capitaux pour réédifier ou empêcher de se consumer nos foyers d'activité ; cet argent-là sert aussi bien la cause de la nation française que la cause des capitalistes étrangers.

Il nous faut donc ne pas laisser germer dans l'esprit des hommes d'affaires, peu soucieux de discuter avec l'administration la limite de leurs droits, des idées alarmantes sur le peu de sécurité qu'offriraient à leurs capitaux les sociétés dites françaises. Il faut que ceux-ci soient certains qu'aucune mesure vexatoire ne sera prise à leur égard,

et qu'un nationalisme égaré ne viendra pas interrompre le cours normal de l'entreprise sur laquelle ils ont fondé leurs espoirs.

Ces constatations ne nous empêchent pas, d'ailleurs, d'estimer que l'Etat ne saurait se désintéresser du problème, et cela en raison de la répercussion de l'économie sur la politique et de l'établissement de l'influence étrangère par infiltration dans les entreprises nationales. Les exemples d'avant-guerre sont trop présents à notre mémoire pour que nous ne redoutions pas de voir se renouveler les procédés d'expansion allemande (1).

Nous estimons même qu'un pays où les industries nécessaires à la vie et à la sauvegarde de l'Etat seraient aux mains de l'étranger n'aurait plus d'indépendance politique, n'ayant pas d'indépendance économique.

Mais il faut bien se garder d'étendre une suspicion inutile à la généralité des entreprises étrangères qui se fondent sur notre territoire : il faut distinguer entre celles qui poursuivent un but politique et qui s'attaquent aux industries de première nécessité ou aux industries de guerre et celles qui ne poursuivant qu'un but de lucre sont les auxiliaires nécessaires de notre économie.

L'intervention du législateur doit être fondée sur cette distinction.

Si nous jetons maintenant un regard sur les différentes propositions qui ont été faites pour donner une solution au problème de la nationalité des sociétés, nous nous aper-

(1) V. Lemonon, *la Fin de la Triple Alliance et le commerce italien* (Rev. Paris, 25 décembre 1916, 873) ; G. Prezioni, *l'Allemagne à la conquête de l'Italie*, 30 et 42 ; Bruneau : *l'Allemagne et la France*.

Dans la Banca commerciale, la plus importante des banques d'affaires italiennes, d'avant-guerre, la majorité du capital était aux mains des Italiens, mais les administrateurs italiens étaient tous des hommes politiques ou des personnalités de l'aristocratie alors que les personnalités allemandes formaient toute une série d'individualités de la haute finance.

V. à ce sujet, Pépy, 218.

cevons qu'elles ont toutes eu pour but de réagir contre la fiction de nationalité française donnée aux sociétés dont le siège social se trouvait sur notre territoire; on a voulu créer une *réalité de la nationalité* et c'est en se laissant hypnotiser par cette idée sans fondements et sans utilité qu'on a laissé de côté quelques-uns des côtés les plus intéressants du problème.

La résolution adoptée par la Chambre de commerce de Paris sur le rapport de M. Jouanny, en sa séance du 5 juillet 1916, décidait que la nationalité française ne pourrait être concédée qu'à des entreprises dont le quart du capital, le tiers des administrateurs, le directeur et les trois gérants du personnel seraient français; en outre, les titres réservés aux Français seraient timbrés et les coupons payables seulement à des propriétaires justifiant de leur qualité de Français. L'énoncé même de cette résolution dévoile ses faiblesses : des complications administratives presque insurmontables et une négligence absolue de toutes considérations économiques.

La proposition d'Eichtal (1) avait pour but de produire par un système de large publicité la nationalité des administrateurs et directeurs des sociétés commerciales. Les sociétés seraient obligées d'inscrire en tête de chacun de leurs documents publics, factures, imprimés quelconques, l'indication du nombre des membres du conseil d'administration et la liste intégrale des administrateurs non Français avec la spécification de leur nationalité respective (2). Il ne nous semble pas nécessaire d'insister sur le caractère d'une telle proposition qui serait plutôt de nature à créer une confusion en faisant croire que certaines sociétés sont contrôlées par des Français, alors que ces derniers peuvent n'être que des personnes interposées placées à la tête de la société pour les besoins de la cause.

(1) V. *Economiste français*, 17 février 1917.

(2) Cf. proposition Bénazet, votée par la Chambre des députés le 4 février 1919 (*J. off.*, Déb. Ch., 1919, p. 386).

Nous passerons également en cours d'exposé sur les intéressantes observations de MM. Denais (1), Landry (2), Pillet (3), Lyon-Caen (4). « Ce n'est pas, disait M. Thaller, en cherchant un nouveau règne distinctif de la nationalité des sociétés anonymes françaises... que l'on garantira dans l'avenir la France contre le péril si grave de l'immixtion de certaines races dans nos affaires de l'intérieur, péril où elle vient de jouer ou de risquer son indépendance, sa vie (5). »

Aussi, dans l'impossibilité où nous nous trouvons de faire intervenir le contrôle comme élément décisif de nationalité dans les sociétés, puisque celui-ci est fragile, presque impondérable parfois, et en tout cas éminemment changeant ; et comme on ne saurait en toute logique établir des rapports juridiques utiles qu'en se fondant sur une législation stable, nous sommes amenés à la conclusion suivante :

Il n'existe pas de nationalité de société parce qu'il est impossible d'assimiler l'individu à une fiction, mais l'être moral société ne fait qu'opter pour la législation ou plus exactement pour le droit privé d'un pays (6). On ne peut dire légitimement qu'une société est française (sauf dans certains cas déterminés ci-après), mais seulement qu'elle est constituée sous la législation française.

En conséquence, il n'y a pas lieu, semble-t-il, d'opérer de changements dans les habitudes actuelles, mais il convient d'admettre que la jurisprudence française exige des sociétés ayant leur siège social réel en France « l'option pour la législation française ». Il serait d'ailleurs nécessaire qu'un texte stipulât ce principe expressément.

(1) V. Doc. parl. Ch., 1923, annexes, n° 3170, et 1915, n° 896.

(2) V. Doc. parl. Ch., 1916, annexe n° 1190.

(3) V. *Bull. Soc. de législ. comparée*, avril-juin 1917, p. 133.

(4) V. *Bull. Soc. de législ. comparée*, 1916, p. 405.

(5) *Esquisse de réforme de la législation des étrangers*.

(6) Cette option peut être libre en tout état de cause, ou bien certaines législations peuvent exiger que l'option se fasse dans tel sens lorsque la société veut établir un siège social dans tel pays.

Nous nous rapprochons par là des auteurs (1) qui estiment qu'il est nécessaire de conserver la fiction ancienne de nationalité des sociétés, seulement nous n'admettons pas le mot nationalité dans le sens plein où ils l'entendent.

Au point de vue économique, cette conception juridique permet aux capitalistes étrangers de chercher en France la rémunération de leur activité productrice et en même temps elle détruit l'équivoque créée par la législation de guerre, préjudiciable à leurs intérêts et surtout à l'équilibre des entreprises.

Au point de vue politique, le législateur doit intervenir sur plusieurs points de première importance.

Il est tout d'abord indispensable et cela à la fois dans un but d'ordre public et de probité commerciale, que les sociétés ne puissent se servir des qualificatifs de « Françaises » ou « Nationales » qu'aux cas où elles sont en toute certitude contrôlées par des ressortissants français. C'est dans ce sens que se sont prononcés MM. Denais, Landry et Jouanny dans leurs propositions de lois. Mais comme nous l'avons vu, ce contrôle est difficile à déterminer et, dans le cas qui nous occupe, il faut être sûr d'arriver à une réglementation adéquate, sous peine de produire un résultat absolument opposé à celui qu'on croyait atteindre. M. Denais propose que pour bénéficier de ces prérogatives les sociétés soient fondées sous la loi française, n'aient que des administrateurs français, ne soient pas filiales de sociétés étrangères et ne renferment que 10 % au plus d'employés étrangers.

Nous voyons qu'on pourrait quelque peu simplifier ces propositions et demander seulement l'unanimité des administrateurs français et la possession d'une majorité de vote

(1) V. Pic, *Contribution à l'étude de la nationalité des sociétés*, Clunet, 1917, 84 et suiv. Wahl, *Note sous Montpellier*, 24 janvier 1916 (S.1916.2.17); Henry, *les Séquestres des biens austro-allemands* (Rev. Dr. int. privé, 1916, 472); Cf. Mario d'Amelio, *A quels signes reconnaître une société comme nationale en Italie* (Clunet, 1917, 1225 et suiv.).

aux mains de citoyens français; cette majorité étant connue par le livre des actionnaires, toutes les actions devant rester nominatives.

La sanction de l'inobservation de ces règles serait la nullité de toutes délibérations prises postérieurement au changement de majorité ou d'introduction d'administrateurs étrangers au sein du conseil d'administration et antérieurement à l'abrogation dûment publiée des mots « Françaises » ou « Nationales ».

La loi devrait prévoir d'autre part le cas où cette réglementation ne serait respectée qu'au moyen de personnes interposées et saisir les biens des contrevenants.

De semblables prescriptions, et même au besoin plus sévères, devraient être prises pour les industries portant sur des denrées de première nécessité (blé, pétrole) et sur les industries nécessaires à la défense nationale (industries chimiques, industrie des munitions, etc.). Signalons dans ce sens le Non-Ferrous Metal Industry Act du 6 février 1918 qui prévoit que le Board of Trade pourra refuser toute licence de se livrer aux industries concernant l'extraction, la fonte, la préparation, l'affinage ou le commerce en gros de certains métaux et matières métalliques; les sociétés qui exploitent ces industries ne doivent créer que des titres nominatifs.

En dehors de ces industries « essentielles » « Keys-industries » livrées ordinairement à l'exploitation privée, l'Etat, et sur ce point le travail a déjà été fait en partie, ne délivre de concessions sur son domaine propre qu'à des sociétés dont il s'est assuré par des dispositions strictes, la continuité du contrôle français (Cf. Législ. des mines. Loi sur l'énergie hydraulique, concessions coloniales, etc.).

Le décret du 28 juillet 1918 est même curieux par les droits extraordinaires qu'il confère à ce sujet aux gouverneurs des colonies.

Une autorisation préalable et personnelle du gouverneur de la colonie est requise de toute personne ou société dési-

rant obtenir dans les colonies françaises et pays de protectorat, autres que l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, un permis d'exploitation minière, de recherches ou d'exploitation minière, on une concession minière. Il en est de même des cessions ou transmissions à titre quelconque, de permis ou concessions, ces transmissions ou cessions ne pouvant être valablement faites qu'à des personnes ou sociétés munies de l'autorisation du gouverneur. Celui-ci jouit du pouvoir absolument discrétionnaire quant au refus et quant à l'octroi de l'autorisation. « L'autorisation, dit le § 4 de l'article 1^{er}, peut être refusée par le gouverneur sans que celui-ci ait à faire connaître les motifs de son refus ».

Ces dispositions ne sauraient porter préjudice aux étrangers qui ne poursuivent que le but commercial ; à l'Etat de prendre les dispositions de sécurité que sa situation comporte.

Remarquons bien, en terminant, que ce dernier devra se montrer très méfiant pour instituer une règle certaine de contrôle, tant ce facteur est fragile et facilement transformable.

A l'étranger, nous notons quelques dispositions intéressantes ; la loi espagnole du 2 mars 1917 qui donne des avantages pour la constitution des industries nouvelles, subordonne l'accord de ceux-ci à la composition du conseil d'administration des sociétés dont les 2/3 des membres doivent être espagnols. La loi norvégienne du 18 septembre 1909, article 7, ne donne licence d'exploitation des forêts qu'à des sociétés composées d'actions nominatives et dont tous les administrateurs sont norvégiens (Cf. mines, immeubles, etc.). La loi suédoise ne permet aux sociétés de devenir concessionnaires de mines ou de posséder des immeubles que si elles justifient les 4/5 des voix au pouvoir des nationaux.

CONCLUSION

Refermons maintenant les feuillets de notre étude, éloignons notre pensée des précisions données, ne cherchons plus qu'à tirer de la multiplicité des problèmes envisagés les idées essentielles qui s'en dégagent ; élevons-nous à la conception du contrôle économique des sociétés au triple point de vue économique, législatif et politique.

Alors nous constatons que ces phénomènes économiques de contrôle, sous quelque forme qu'ils se présentent, contrôle par fusion, par entente ou par possession d'actions, ont toujours pour but de constituer aux mains d'un individu ou d'un groupe une force qui doit leur servir à perfectionner leurs méthodes techniques et financières de production, à dominer le marché et à imposer leurs prix, à acquérir si possible le monopole de fait.

Au-dessus même des nations se forment des sociétés dont l'intégration n'a pour limite que la limite des sources de production mondiale d'une matière déterminée ; ce sont les Trusts types pétrolifères qui sont à l'avant-garde de l'économie actuelle.

Nous constatons également que ces phénomènes de contrôle dépassent le domaine strictement économique et réagissent sur l'ensemble de la vie juridique de la nation. C'est ainsi que des rapports juridiques nouveaux sont nés ; d'autres qu'on n'avait encore aperçus que sous un angle déterminé sont apparus transformés à la lumière des faits nouveaux ; les actions à droit de vote plural, à droit de vote variable, les notions d'accaparement et de nationalité de sociétés, autant de problèmes sur lesquels doit s'exercer la décision du législateur.

Nous constatons enfin qu'au point de vue politique,

l'Etat ne doit pas se laisser dominer par les entreprises dont la puissance économique serait de nature à lui faire négliger la cause nationale pour la défense des intérêts privés.

La politique doit dominer l'économie, mais la puissance publique doit même faire un pas de plus et tenter de se créer par ententes ou par contrôle une économie propre, soutien nécessaire de sa liberté.

Nous estimons cependant que l'action de l'Etat doit plutôt consister à soutenir les entreprises privées qu'à se faire lui-même exploitant. Aux nationaux à veiller chacun dans leurs sphères à la conservation du patrimoine commun, à son développement, à son extension, principalement dans la voie des besoins essentiels de la nation ; à eux le devoir d'attirer les capitaux étrangers par des situations rémunératrices, tout en gardant le contrôle des sociétés dont la position économique-politique est enviée par les groupements rivaux.

C'est là, nous le croyons, le moyen le plus sûr pour une nation de prouver qu'elle veut obtenir avec une économie propre, sa véritable indépendance politique. Si les énergies individuelles s'épuisent ou s'avalissent, alors l'action de l'Etat est impuissante, toutes prescriptions légales sont lettres mortes et le pays n'a plus qu'à se vouer à la bonne grâce de l'étranger.

Vu :

Le Doyen,
R. BERTHELEMY.

Vu :

Le Président de thèse,
H. TRUCHY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.
P. APPELL.

I. — Le Trust et l'Etat. Le dilemme : l'Etat Trust ou le Trust Etat..... 86

II. — Action du gouvernement anglais sur le contrôle des sociétés pétrolifères.....	92
III. — Action du gouvernement français :	
a) Sociétés pétrolifères.....	104
b) Sociétés coloniales.....	112
c) Sociétés industrielles diverses.....	118

CHAPITRE V

<i>Le contrôle, arme de défense des sociétés contre l'insurrection étrangère.....</i>	138
---	-----

CHAPITRE VI

Le contrôle économique des sociétés et la législation française.

a) Le contrôle et la loi commerciale : les actions A et B.....	143
b) Le contrôle et la loi pénale : délit de coalition.....	156

CHAPITRE VII

Le contrôle économique des sociétés et le droit international privé.

Nationalité des sociétés. — Influence des mesures de séquestre sur la jurisprudence. — Impossibilité d'établir la nationalité sur la base mouvante du contrôle.....	170
CONCLUSION.....	197

